

Médailles

6 F

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 16-LUNDI 17 FÉVRIER 1986

Tchad : la France prête à riposter

JEAN-CLAUDE POMONTI

Le premier ministre selon M. Mitterrand

JEAN-YVES LHOMEAU.
(Lire la suite page 6.)



Le Mexique appelle à l'aide

L'Equateur, également touché de plein fouet par la baisse des prix pétroliers, vient, quant à lui, d'annoncer qu'il arrêterait pour une semaine ses ventes de pétrole, les

VÉRONIQUE MAURUS.
(Lire la suite page 4.)

Voile, espionnage et psychologie

GERARD ALBOUY.
(Lire la suite page 7.)

...eues, vous, la
is et Lettres ?
it curreux ! Elle
me s'il en pleu-
nement, les
il ne veut lais-
s'occuvriers, le
de se recapter
in du 18 mars
sant-on jamais.
Alors, tous les
à services : Qui
pour décorer
ils se creusent
ochent, ils ne
monde, ils ont
ce qui bouge.
lement l'inter-
gènes qui tou-
leur bouton-
que nom, il y a

ne décore pas
importe com-
classes dans la
nière classe,
inquelle, peute
rue de Valois,
ayior ou Kirk
affaires, avec
a. Des groupes
L'autre jour,
né Ruggien et

Guillaume le courtier, qui E
la classe touriste. Alors
c'est beaucoup moins abou
amener son manoir. C'est
faut le bouter sur son lieu de
ville, où le ministre bon per
vous autorise, par écrit, à
ser une cérémonie. On n'a
en recevoir beaucoup, les
médailles sur des Italiens, le
que moi desdés le temps que
honneur. J'ai jamais innoué en

De toute façon on n'a per
drant de le porter la croix, S
jour de la remise - ne p
oublier de passer l'achete
le jour de la mort. Entre-
on peut avoir tout l'entre-
miniature. A une concon-
en trac. Non pas en trac, en
vous ne savez pas ce que
un trac ? C'est un hain
baques en queue de morue.

C'est pour ça que je l'ai
sé. moi. Si l'absolument, m
me l'a cherché sous l'au
régne. J'ai dit, metra bien
non merci. J'avais rien à me
te pour aller au cec

CLAUDE SARRAUT

RADIO-TÉLÉVISION ITALIENNE

Ion du président de la R
une violente polémique

publique ita-
lue dans une
as président.
surgir l'hypo-

ianes
DA

ch et ses colla-
se propos la
es gants, tant
que pour les
il amènes 4
ou à se sentoy
chés de sang-
justice-sans-
et spéciale en
ans de cas, de
es immédiates
plus, tous les
e la maison
ont inconnues,
est loin d'être
de des prisons
gienne reste
il fait que la
brutent est à
rique.

Bordeaux -
ce est inaccu-
e une tabou
l'on préfère
gendrer une
de la conta-

Et, la « bana-
a conduit à
de bon sens,
paraissent dif-
quelles ne
seur partout.
ce et d'inform-
s'y trouve à
la condition
l'équipe de
ation d'un es-
cures, péra-
la santé des
leur famille,
ou tous ceux
prisons.

le docteur
cher la vérité
de propaga-
ndisèrent les
à tous les
espérer vain-
pidémie.

hélas ! peu
françaises,
re que pose
l'on d'être
fois des
jour aucune
quelles que
la situa-
se préoccu-
fficielement
se dévelop-

thèse d'une vive gouverne-
ment.
Depuis deux ans et demi, les
stions entre les murs de la cour-
ou pour les habitants le Parti
socialiste et le Démocrate
tiennent ont empêché le remou-
vement du parti administrateur
la RAI. Tout d'abord, ce mou-
est considéré, comme un mou-
important, la huitième de l'in-
men - la renouveau de l'in-
direction entre les différents
Cet enjeu est à l'impasse de la
RAI sur deux millions de spec-
tateurs, dont bon nombre
d'us des électeurs.

En automne dernier, le Parti
socialiste a proposé de nommer le
président de la RAI un « *quadruple* » de quatre : M. Fran-
co Martelli, directeur, et secrétaire
général de la CSI, un syndicat
d'administrateurs, deux technocrates.
Cependant, au début de la polé-
mique, les deux partis n'ont pas
Parti communiste et le parti
son indépendance vis-à-vis de
partis, pour les futures nomina-

La Démocratie chrétienne a pro-
posé d'exiger de la RAI un « *camp* »
écrit, à nommer un vice-prési-
dent social-démocrate, doit désigne
les différents partis. Par consé-
quent, la proposition, de voir
le pouvoir et l'influence de la Dé-
mocratie chrétienne décliner. M. Ce-
niti s'y est refusé et ses res-
L'affaire a devenue une violen-
te polémique entre démocrates
chrétiens et socialistes, men-
même en parti la coalition gou-
vernementale de contre-gauche. Le
M. Claudio Martelli, secrétaire
général adjoint du Parti socialis-
te, accusé M. Claudio Martelli, se-
crétaire de la Démocratie chrétien-
ne d'être le « *baron* » de la RAI.
Il n'en est pas resté là. En indiqu-
ant que la RAI était une « *terre* »
- qui coûte cher à nos moi-
produit de ne pas en moi-
M. Martelli a suggéré qu'un référen-
dum soit mis sur pied à propos
- cet organe public qui se voit
l'argent de l'Etat et du public - en sa-
et d'un état du pouvoir. En su-
dit, le numéro deux du Parti so-
cialiste suggère aux Italiens de refus
de payer leur reddance à la RAI.

TOUS LES ELEMENTS EN
VRANBOIS

nombreuses sont finitions possibles
GAIN DE 100 AUF REBEL

CAPELOU

17, Avenue de la Liberté
361 01 45 57 40 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

Le Monde Infos/Spectacles
sur Minitel
36-15-91-77 + ISLM

PH. BENOÎT AGORA D. TRUCHOT IPSOS

Où en est la communication
publicitaire?
1000 mesures d'impact,
192 affiches
qui ont marqué les Français

**AFFICHES
DE PUB 1982/85**

CHEZ VOTRE LIBRAIRE LA SEMAINE PROCHAINE

Page 4 — Le Monde • Dimanche 16-Janvi 17 février 1986.

MISS LIBERTY
des affaires...

«...a déclaré que le geste du ministre de la Culture de l'anti-américanisme... Ce qui fait suite à une série de conflits, voir été inspiré par la Maison Blanche, pendant des années être intervenu dans...»

Dans cette affaire, les lignes ne se comptent plus. Ainsi, un tribunal a décidé que l'image de la statue était du domaine public, mettant ainsi en question le droit de la fondation à vendre en exclusivité l'utilisation de cette image. Plus pénible a été la controverse dans laquelle le Comité franco-américain pour la restauration de la statue (la ne pas confondre avec le Comité pour la célébration du centenaire) a été impliqué.

Les ingénieurs français employés par ce comité auraient présenté des factures beaucoup trop fortes. Un rapport d'un architecte de Washington a mis en doute le fait qu'il se soit agi d'une simple erreur. Des contractants américains se plaignent de ne pas avoir été payés. Toutes ces accusations sont contestées par le comité. Finalement, M. Iacocca avait envoyé un acompte de 500 000 dollars, accompagné d'un commentaire précisant : « Nous n'allons pas nous battre avec des amis qui nous ont donné la statue. Peut-être aurons-nous payé un peu trop. Mais j'ai réglé mes problèmes avec eux. »

Quant à la restauration de Liberty's Island, les dirigeants du service des parcs affirment que M. Iacocca voulait en faire un « village ethnique », un « lacocastan », sur le modèle de Disneyland. Ils proposaient, eux, de bâtir un centre de conférences avec un hôtel adjacent. Paradoxe : M. Iacocca s'était indigné de la privatisation de cet endroit historique, ou des millions d'émigrants, à commencer par ses propres parents, ont débarqué.

HENRI PIERRE.

IS DE M. REAGAN

Contribuent
omie américaine

Le rapport souligne que le travail des immigrants réduit les prix des biens produits aux États-Unis. Il rappelle que la présence de travailleurs étrangers non qualifiés permet aux entreprises américaines de vendre avec bénéfice des biens qu'elles ne pourraient fabriquer aux États-Unis sans cette main-d'œuvre. Plus spécifiquement, en ce qui concerne l'agriculture, le rapport estime que les travailleurs étrangers permettent d'être compétitifs sur les marchés extérieurs. « Restreindre l'apport de travailleurs agricoles étrangers accroîtrait les coûts de production », peut-on lire dans ce document, où les conseillers de M. Reagan affirment encore que les travailleurs étrangers aident les Américains à accomplir leur travail avec plus d'efficacité.

H. P.

aine
ion de femmes noires

«...après l'arrestation de cinquante Noirs qui s'étaient réfugiés dans un centre de l'ouest de Johannesburg pour fuir de leurs ghettos. Trois enfants ont été tués au cours de l'opération.

ha en Suisse

«...rappelé qu'il pourrait être remis en liberté s'il s'engageait à renoncer à la violence, ou en échange de la libération du dissident soviétique Andreï Sakharov et du capitaine sud-africain Du Toit.

Le cas de capitaine Du Toit, détenu depuis mai 1985 en Angola, a été évoqué vendredi, lors d'un entretien entre M. Bokor et le président du Comité international de la Croix-Rouge, M. Haye. Le ministre sud-africain a ainsi obtenu des nouvelles du prisonnier sud-africain, auquel une délégation du CICR a rendu visite le 3 février.

J.-C. B.

Un kaléidoscope

Lorsqu'on célébrait son « universalité » au dix-huitième siècle, le français n'était en réalité guère parlé que par les cours, les diplomates et les académiciens d'Europe... et par une partie seulement des Haïtiens. Il y a vingt-cinq ans, même au moment de la décolonisation, le champ d'action du français restait encore presque essentiellement européen... avec quelques îlots ponctuels d'ancrage affirmés par le temps ici et là : Québec, Liban, Maurice, Haïti, Sénégal, etc.

Aujourd'hui, pour la première fois dans l'histoire, il y a plus de francophones hors de France qu'en France même. Pour près de la moitié des cent vingt-cinq millions de locuteurs réels se trouvent dans le tiers-monde, principalement en Afrique arabe et noire. Cette « sudisation » de la francophonie est appelée à s'accroître encore grâce aux taux de la démographie et de la scolarisation dans cette partie de l'univers.

Le français a cessé d'être la propriété exclusive de la France et du Québec. Il a pris racine en d'autres lieux : jamais autant d'États, de systèmes éducatifs, de bonnes plantes, n'ont, hors de son pré natif, utilisé le français comme leur chose. On croise néanmoins encore souvent à Paris des Français, revenant de ces terres d'expansion, et qui ne vous entretiennent que des nouvelles enseignes anglo-américaines... bien des fois irritantes, c'est vrai, mais dérisoires... qu'ils voient dans les rues françaises.

Aux cent vingt-cinq millions de francophones appartenant à la quarantaine de pays qui participent, à partir de lundi 17 février, en France, au premier sommet des nations « ayant en commun l'usage du français » (le Monde du 15 février), il convient sans doute d'ajouter, ainsi que le fait le premier Rapport sur l'état de la francophonie dans le monde (1), quelque cent millions de « francisants »... dont vingt-cinq millions d'écoliers et d'étudiants... répartis pratiquement dans tous les pays n'appartenant pas à la sphère francophone proprement dite. Ainsi les États-Unis et l'Union soviétique compteraient chacun à peu près le même nombre de « parlant français » adultes : deux millions et demi.

Cependant, ainsi que le souligne le même rapport, « il y a une certaine vanité dans la question parfois obsédante du dénombrement des francophones. En vérité, le nombre importe moins que la répartition internationale de leur langue ». Ce que le français a perdu dans certains domaines... ainsi à partir du moment où Georges Pompidou avait accepté l'entrée de Londres dans le Marché commun, il était clair que le français perdait sa bonne chance de devenir la lingua franca européenne... il l'a regagné dans d'autres secteurs, telle une partie de la jeunesse du monde afro-arabe.

Outre ce renouvellement, l'aire francophone a également pour elle le record de la diversité : si elle regroupe autant de membres que le Commonwealth anglophone (cinq États sont même affiliés aux deux ensembles : Canada, Dominique, Maurice, Sainte-Lucie et les Seychelles) et, comme lui, tant des démocraties que des systèmes oligarchiques, elle a su amener aussi en son sein des nations arabes et des régimes communistes habituellement réfractaires aux engagements hors de leur sphère première. Ce n'est pas l'une des moindres originalités de la francophonie que sa tolérance politique.

La France, en tout cela, a su, depuis de Gaulle, jouer plutôt les marraines que les mères abusives. Mais il est évident que devant tant de fileux démunis et pressants, la marraine et ses quatre ou cinq sœurs riches, devront savoir se montrer généreuse si elles veulent réserver la cohésion de cette nouvelle famille internationale.

Or, contrairement à ce qu'on pourrait penser, le premier sommet francophone est réuni par Paris au moment où s'accroît encore la diminution des crédits affectés à la francophonie : de 1971 à 1986 la part de l'action culturelle extérieure est tombée de 50 % à environ 32 % dans le budget du Quai d'Orsay... Qui plus est, la répartition des fonds semble de plus en plus être opérée sous le signe d'un vain saupoudrage universel et de moins en moins sous celui de l'entretien des points les plus prometteurs, qui sont d'ailleurs, en général, les plus demandeurs. De la variété de l'espace francophone trois reportages donnent ci-dessous un aperçu.

J.-P. P.-H.

(1) Établi par le Haut Conseil de la francophonie (dont le secrétaire général est M. Stéfano Farandje) 72, rue de Valenciennes, 75009 Paris.

Querelles belges

De notre correspondant

Bruxelles. — 1967 : Wilfried Martens soutient la campagne des étudiants flamands pour le départ des francophones de l'université catholique de Louvain. Leur cri de guerre : « *Waffen buten!* » (Wallons dehors). 1986 : ce même Wilfried Martens, devenu premier ministre, sera à la tête de la délégation belge au sommet francophone de Paris.

L'Histoire n'est pas avariée de ces paradoxes. Et puis M. Martens a quelque peu tempéré ses ardeurs flamigantes, même si son parti, le tout-puissant CVP (social-chrétien flamand), reste une belle machine de guerre.

Il s'empêche : les groupes extrémistes flamands ont protesté contre la présence de Wilfried Martens à Paris. Il y sera pourtant solidement « encadré ». D'abord par deux ministres francophones : Jean Gol (Justice) et Michel Hansenne (emploi et travail). Nouvelle polémique, à l'intérieur cette fois du monde francophone : tous deux sont liégeois. A Charleroi, Mons ou Namur, on protestera une fois encore contre cette « domination » de la Cité ardente. Ce n'est pas tout : Philippe Monfils — encore un Liégeois ! — sera aussi du voyage à Paris en tant que président de l'exécutif de la Communauté française. Une « communauté française » qui n'est pas, comme son nom semblerait l'indiquer, l'association regroupant les Français de Belgique mais l'entité juridique représentant les Belges francophones. A ne pas confondre avec le conseil régional wallon, qui, lui...

La « franco-faune »

Bref, toute la famille belge — avec ses vrais problèmes et ses fausses querelles — sera à la grande-messe francophone de Paris. Chacun, bien entendu, y lira son propre évangile. Wilfried Martens, un œil tourné par précaution vers sa Flandre natale et l'autre, par enthousiasme, vers le grand large, redira sans doute à quel point il est sensible à la culture française. « *J'ai reçu, écrit-il dans ses Souvenirs, les mêmes nourritures intellectuelles que les Wallons de ma famille typique : Mauricie, Claudel, Musset, etc. Paul Ricœur, non philosophe de prédilection, est français lui aussi. Et j'aime Jacques Brel, Flamand, chanteur français.* »

Jean Gol, pour sa part, redira sa fierté d'être liégeois, wallon francophone et belge. Tout en regrettant sans doute « l'homme de pas talent et est ambitieux » de ne pas être né de l'autre côté de la « frontière » linguistique. Compte tenu du déséquilibre démographique — il y a environ 5,7 millions de néerlandophones contre 4,3 millions de francophones, — un premier ministre belge doit être presque obligatoirement flamand. Né en Flandre, Jean Gol aurait aspiré à ne pas être un éternel second. Quant à Philippe Monfils, il devrait ouvrir des dossiers plus austères : critique de l'Agence de coopération, nécessité d'améliorer TV3, la télévision francophone par satellite, etc.

Discours différents, mais tous auront au cœur un même regret : celui de voir la Belgique « compter si peu » dans le monde francophone. « *Les Français n'en ont que pour leurs cousins éloignés, entend-on dire souvent ici. Ah ! les Québécois ou les Haïtiens ! Nous, nous avons l'impression d'être trop près pour que vous vous occupiez de nous.* » Cette

proximité — Bruxelles est à moins de trois heures de train de Paris, et encore sans TGV — explique, au moins en partie, l'ambiguïté des rapports entre la France et la Belgique. Encore un paradoxe : plus les gens sont « francophones » et plus ils sont revendicatifs vis-à-vis des Français.

Ici comme ailleurs, la « franco-faune » n'est pas tendre pour les « parisiocentristes ». « Dans ce pays si complexe, il faut se garder de tout stéréotype », commentait un avocat bruxellois. Les Wallons sont des francophones authentiques et créatifs lorsqu'ils comprennent qu'ils sont mélangés de flamand. Et les Flamands sont, en fait, des francophones privilégiés : maintenant qu'ils ont imposé leur langue chez eux, ils comprennent la chance qu'ils ne vent avoir de maîtriser une seconde langue. Bref, il faut mettre du flamand dans le moteur de notre francophonie.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Vu d'Ottawa : « Pourquoi pas le chinois ? »

De notre envoyé spécial



Anglophones et francophones
vus par Bado dans le quotidien
le Droit (Ottawa).

Ottawa. — « Il n'y a pas de crise de la langue, il y a une crise d'amour de la langue. » Si cette remarque du philosophe Roland Barthes (1913-1980) reste sans doute vraie en France, elle se vérifie moins que jamais au Canada, partout où vivent des francophones y compris à Ottawa-Hull, agglomération d'un demi-million d'habitants (dont environ 30 % de francophones) à cheval sur l'Ontario et le Québec.

Ni la loi 101 du Québec qui a, depuis 1977, refraîchi le visage de la province francophone, ni le recul électoral des nationalistes québécois, ni l'ouverture déclarée (le Monde du 15 février) à la francophonie de Brian Mulroney, chef du gouvernement fédéral depuis 1984, n'ont affaibli les passions — très souvent, d'ailleurs, au bon sens du terme — suscitées par la langue française.

La préparation du sommet francophone de Paris a été suivie par presque toute la presse canadienne dans les deux idiomes, avec une minutie qui a fait ressortir le quasi-silence des médias français. « Finalement les Canadiens anglais eux-mêmes se préoccupent plus que les Français de l'avenir de la francophonie dans le monde ! », notait un journaliste de la capitale canadienne.

Outaouais et Ottawa

Cet intérêt prend, au reste, parfois un tour quelque peu grognon : un ministre anglophone unilingue à qui, l'on demandait pourquoi il n'imitait pas la Québécoise Monique Vézina, ministre des relations extérieures, qui prend des leçons d'anglais, rétorqua : « Des coups de français ? Pourquoi pas de chinois ? Le Canada comporte bien une minorité chinoise... » Du coup une caricature a montré le

ministre « rébarbatif » — comme on dit en français du Canada — répondant par idéogrammes à ses interlocuteurs...

Pourtant, en général, ce sont plutôt des articles de fond que la question linguistique fait fleurir dans les journaux canadiens. Prenons au hasard un exemplaire du quotidien le Droit, qui, depuis soixante-treize ans, défend les prérogatives des francophones dans l'Outaouais, région qui, comme son nom le dit, jouxte la très britannique Ottawa : en « une », le courtois parlementaire explique comment le projet d'un gouvernement provincial de l'Ontario (anglophone) d'accorder aux cinq cent mille Franco-Ontariens le droit d'être « servis en français » par l'administration a été provisoirement retiré. Même page, un autre article signé est consacré à la nomination d'un juge unilingue (anglophone) à la cour d'appel de l'Ontario, ce qui n'enchantait guère non plus, on s'en doute, les Canadiens français du coin.

En pages intérieures, quatre autres signatures traitent longuement de sujets francophones : les positions présumées d'Ottawa et du Québec à l'égard du sommet, celle de Serge Plouffe — dont le nom si Vieux Canada rappelle un célèbre film québécois de Gilles Carle, — président de l'Association canadienne française de l'Ontario, etc. Le tout illustré de pas moins de quatre photos. En bonne place encore, « la déclaration de guerre aux fautes d'orthographe » du ministre québécois de l'éducation, Chevènement des bords du Saint-Laurent.

Désormais, chaque printemps les élèves en fin de secondaire (65 000 actuellement) subiront au Québec une épreuve spéciale de narration qui fera barrage aux canons linguistiques. Ceux-ci ont néanmoins le temps de se ressaisir : la sanction ne sera appliquée effectivement qu'à partir de 1989. Espérons que les examinateurs toléreront dans les copies les savoureux québécoisismes du français local (1) et que, si malvaises élèves il y a, on pourra continuer à les traiter de « galeux » ou de « gnoches »...

J.-P. P.-H.

(1) Des milliers d'entre eux ont été recueillis et expliqués par Léandre Bergeron dans son Dictionnaire de la langue québécoise. Éditions VLB, Montréal, 1980, 575 pages.

« Amour bilingue » dans la province marocaine

De notre envoyé spécial

Tanger. — A Rabat, à Casablanca, le français va de soi. La rue Monsieur, à Paris, y envoie la crème de ses coopérants, et le Maroc signe de son côté sa vitrine. « C'est moins glorieux en province, nous avait-on dit, notamment au Nord ».

« Même à Tanger ? — Oh ! là, pauvre Tanger, comme le gouvernement marocain ne s'y intéresse pas beaucoup, la France est en train d'y fermer un de ses plus vieux lycées à l'étranger. Il faut donc aller juger sur pièces.

Dans l'ancienne ville internationale, revenue au droit commun chrétien en 1957, la francophonie, de toute façon, « ce n'était pas évident », comme on dit aujourd'hui, y compris au Maghreb. Au temps du statut multilatéral, le français, quoique présent, était fortement concurrencé par l'espagnol. Compte tenu de la proximité (12 km) et du volume des échanges humains et économiques avec l'Espagne, le Royaume du Maroc, en recouvrant son indépendance, aurait pu choisir, parallèlement à l'arabisation scolaire, de pérenniser au Nord le castillan en tant que « première langue étrangère obligatoire », comme disent les discours, en tant que « langue seconde », comme on dit tout court.

Rabat, au contraire, fit le choix politique d'étendre le champ du français à tout le septentrion, Tanger et l'ancienne zone de protectorat hispanique. A Madrid, le Caudillo grogna bien un peu mais se tint coi.

Aujourd'hui, dans la cité du détroit, notre première visite est naturellement pour le lycée franco-arabe Eugène-Régnaud, monument en péril de la francophonie locale. Dans une rue morte de la ville « européenne » il est là, avec sa façade asséchée de chaux, son horloge en mal d'horloger et ses arcades mauséiques, fidèle au poste depuis 1909, avant tout le monde (le traité de protectorat fut signé en 1912) grâce à la diligence d'un diplomate efficace qui lui a laissé son nom.

« La bourgeoisie est passée et pour le moment le lycée est saisi. Pourquoi ça ? M. Cheysson ne revient pas ! », nous confie-t-on dans les longs couloirs où, parmi une majorité de Mar-

ocains (70 %) courent tous les profils d'Afrique et d'Europe (cinq organisations internationales sont implantées à Tanger).

Pour annuler la décision de l'ancien ministre des relations extérieures (1981-1984) tout le monde se mobilisa, y compris les autorités marocaines. La charge a porté mais l'alerte fut si vive que la confiance reste ébranlée. Le nombre d'élèves est passé en quelques années d'un petit millier à trois cent cinquante. Et, à l'école primaire française Adrien-Berchot, antichambre du lycée, de six cents à moins de trois cents écoliers.

Comme le niveau des établissements marocains n'est pas encore en mesure de séduire les familles exigeantes, les collèges espagnol et américain — qui enseignent quand même un peu de français — ont bénéficié, ainsi que des écoles privées marocaines, du faux pas au Quai d'Orsay : le système éducatif espagnol regroupe aujourd'hui à Tanger quelque mille cinq cents élèves en majorité marocains.

Ce ne sont pas la suppression de six postes d'enseignants (sur trente-six) et l'augmentation vertigineuse des droits d'écologie (environ 5 000 F par an en fin de scolarité) qui rendront son attrait à « Regnaud ».

« Tartuffe » en allemand

Dans une artère voisine, le centre culturel français, dirigé par une jeune femme décidée, déploie des trésors d'ingéniosité pour répondre à ses deux mille fervents adhérents. Mais comment calmer la faim de cinéma étranger de la jeunesse ? La cinémathèque française de Rabat ne dispose que d'un fonds de cent films, cent fois vus, que Paris « enrichit » de trois ou quatre œuvres nouvelles par an.

Résultat : le centre français en vient à programmer un festival chinois avec des films empruntés à l'ambassade de Chine ou le Tartuffe muet de Murnau (1925) avec sous-titres allemands... « Ah ! si nous avions les crédits des centres culturels français en Algérie ! »

Encore peut-on penser que la faveur dont le voisin du Maroc jouit à Paris parmi les organisateurs des échanges culturels ne

joue pas à fonds perdus puisque plus de la moitié de la population algérienne est bilingue. Mais que dire des millions dépensés depuis dix ans pour notre « rayonnement culturel » au Kenya à Singapour et dans dix autres États à nos antipodes, où la francophonie ne pourra jamais être qu'une fanfreluche de plus pour jeunes héritiers ?

Radio Méditerranée

La politique de « rétention culturelle » — selon un mot prêt à l'usage ou on professe aussi que « le monolinguisme est une forme d'analphabétisme », — pratiquée par Paris au Maroc ne laisse pas d'étonner l'élite du Royaume. « Notre pays pratique pourtant sans complexe ni acrimonie l'ouverture et l'échange culturels », constate le photographe d'art Mohamed Benkass, devenu ministre de la culture en 1985 et que son collègue français, « en campagne électorale », Jack Lang, n'a pas eu le temps de recevoir lors de son récent passage à Paris. « Nous vivons un amour bilingue, amour imprévisible », écrivait naguère un écrivain du cru, Abdelkhalik Khatib, auteur de la Mémoire tatouée (1970, Denoël).

Quel est l'amour qui, de déception en déception, ne se lasse pas un jour ? Que feront les Français, par exemple, quand les États-Unis ressortiront des cartons leur vieux projet d'université américaine à Tanger et où, cette fois, Rabat donnera le feu vert ?

Le Maroc — et pour tout dire, le roi du Maroc — sait tout de même parfois faire violence à la France pour qu'elle participe à une entreprise culturelle d'envergure chez lui. Y compris à Tanger la délaissée. Renouant avec la bonne tradition de feu Radio-Tanger Internationale, Radio-Méditerranée Internationale — Méditerranée pour quinze millions d'auditeurs du fleuve Sénégal au rivage des Syrtes — est, depuis sa création en 1980, une élatante réussite franco-marocaine et culturellement franco-arabe puisque ses programmes sont bilingues et, parfaite adéquation à la vie quotidienne, simultanément en arabe et en français (le Monde daté 28-29 octobre 1984).

« Tu es la radio la plus préférée du monde », écrit à Méditerranée auditrice algérienne. « Avec

toi je voyage sans passeport », mande un de ses compatriotes privé de visa de sortie. « Ne vous arrêtez jamais ! », implore un Tunisien de Libye. Dix à quinze mille lectures, dont la moitié seulement du Maroc, parviennent chaque année à la radio de Tanger. La ville le sait, qui vit en osmose avec « sa » station et cela lui donne bon moral, lui rend une partie de son ancienne aura internationale. « A part le Liban, c'est nous qui avons la seule station implantée en terre arabe qui diffuse des nouvelles fiables. » Et c'est vrai.

L'équipe franco-marocaine, étonnamment jeune et enthousiaste qui, sous l'autorité de Pierre Casalta, un Corse qui pète le feu, a réussi au niveau radiophonique cette expérience intelligente de diffusion du français dans le respect et la mise en valeur de la culture dominante environnante (1), l'arabe, montre s'il en était besoin que le Maroc et, au-delà, l'Afrique du Nord restent grandement demandeurs de coexistence linguistique. Le français est ici le bien privilégié aussi bien avec l'Europe occidentale qu'avec l'Afrique noire.

Si ce n'est pas l'avis, ici et là, de quelques groupes intégristes qui en veulent à tout ce qui n'est pas strictement de l'arabe classique, y compris naturellement le berbère, c'est certainement celui de ce trio de musulmans marocains modernistes qui ont créé en 1983 la Dépêche de Tanger — avec un titre en gothique — « pour concurrencer » le Journal de Tanger qui paraît, lui, depuis... 1904.

Notre jeune confrère, la Dépêche de Tanger, qui s'intitule « premier journal cosmopolite du Maroc » car il publie aussi des articles en arabe et en espagnol, symbolise, malgré la modestie de ses quatre pages hebdomadaires, cette volonté de rester en liaison avec le monde extérieur et notamment avec la France d'une région marocaine périphérique qui fut longtemps la porte obligée du plus mystérieux des empires islamiques et ne l'a pas oubliée.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Les parlers berbères n'ont pas souvent, en revanche, les honneurs de Méditerranée malgré les demandes d'auditeurs notamment algériens. Plus d'un tiers des Marocains et environ un quart des Algériens sont berbérophones.

Quarante-deux drapeaux

Les quarante et une invitations officielles adressées par le président Mitterrand pour le premier sommet francophone ont reçu des réponses positives. Doivent donc être représentés aux réunions de Versailles et de Paris, du 17 au 19 février, les quarante-deux États ou communautés suivants : Belgique (royaume des), Belgique (communauté française de), Bénin, Burkina, Burundi, Cameroun, Canada (fédéral), Centrafrique, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Dominique, Égypte, France, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Laos, Liban, Luxembourg, Madagascar, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Monaco, Niger, Nouveau-Brunswick et Québec (provinces canadiennes), Rwanda, Sainte-Lucie, Sénégal, Seychelles, Suisse, Tchad, Togo, Tunisie, Vanuatu, Vietnam, Zaïre.

France

A BOURG-EN-BRESSE

M. Fabius passe de la critique du programme de la droite à l'esquisse de celui des socialistes

De notre envoyé spécial

Bourg-en-Bresse. — Pour accueillir M. Laurent Fabius à l'aéroport de Lyon-Satolas, le vendredi 14 février, M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, était là : rien de plus normal, puisque le premier ministre allait prendre aussitôt la route pour se rendre en Isère, département dont M. Mermaz est député. M. Jean Poperen, député du Rhône, était là aussi : courtoisie naturelle envers M. Fabius, qui arrivait sur le terrain du « numéro deux » du Parti socialiste. M. Charles Hermu, maire de Villeurbanne, tête de liste du PS aux élections législatives dans le Rhône, lui, n'était pas là.

Le premier ministre a fait campagne dans la région Rhône-Alpes sans s'arrêter dans le Rhône et sans rencontrer l'ancien ministre de la Défense. De M. Hermu, M. Fabius disait, il y a un peu plus d'un mois, que, par-delà les péripéties de l'affaire Greenpeace, il restait pour lui « un camarade et un ami » (le Monde du 7 janvier). Les deux camarades ont, sans doute, estimé que la présence, côte à côte, du premier ministre et de celui dont il avait voulu la démission ne serait pas du meilleur effet, mais qu'en pensent les deux amis ?

Un ami, en tout cas, M. Fabius en a un en la personne de M. Mermaz, qui l'a accueilli, à Bourg-en-Bresse, « en tant que premier ministre et en tant que leader de la majorité ». S'entendre attribuer par un baron du mitterrandisme un titre que le premier secrétaire du PS, M. Lionel Jospin, avait contesté victorieusement à M. Fabius l'été dernier, ce

n'est pas rien. A tout le moins, ce n'est pas désagréable.

Après avoir rencontré, à la mairie, les élus de Bourg-en-Bresse et des cantons voisins, le premier ministre a parcouru la principale rue commerçante de la ville. A la manière de M. Jacques Chirac : poignées de main avec les commerçants, arrêt dans une armurerie, dont le gérant est le président de l'association des boulangers de la rue piétonne. Un enfant regarde M. Fabius, dont le visage semble bien lui dire quelque chose, mais... Le premier ministre le met sur la voie : « Tu as vu l'éclatant, à la télévision ? Eh ! bien, c'est moi ! »

M. Fabius aura l'occasion, un peu plus tard, de préciser sa pensée sur ce sujet au cours d'une rencontre avec des jeunes. « La voix, ce n'est pas la mienne, a-t-il dit, et j'ai beaucoup plus de cheveux que l'éclair ! Cela dit, les autres sont marqués. » Après cette plongée au cœur des « problèmes essentiels », M. Fabius a répondu à des questions plus sérieuses des adolescents, au milieu desquels il s'était assis en tailleur devant une tasse de thé.

Le risque de l'instabilité

Interrogé sur la présence en France de M. Jean-Claude Duvalier, le premier ministre a répondu sur un ton sensiblement différent de celui que M. François Mitterrand avait adopté, le matin même, au cours de sa visite dans la Nièvre. « Il devra s'en aller, a-t-il dit, et le plus tôt sera le mieux. (...) Le droit d'asile, c'est pour les gens qui sont persécutés. Là, c'est plutôt un persécuteur. »

Huit cents militants et sympathisants socialistes attendaient

M. Fabius dans une salle voisine. M. Mermaz a pris la parole, avant le premier ministre, pour critiquer le programme et les divisions de la droite ; un programme « dangereux pour la démocratie », a affirmé le président de l'Assemblée nationale. M. Fabius, estime, lui, que « la droite est plus idéologique et plus conservatrice qu'elle ne l'était dans les années 70, peut-être parce qu'elle est marquée par l'extrême droite, peut-être parce que ses divisions la portent aux extrêmes ». Il a souligné que toute voix qui se portait sur d'autres listes que celles du PS « se porterait, en fait, indirectement au soutien de la droite, même si elle ne le veut pas ».

Huit cents personnes à Bourg-en-Bresse, c'était mieux que prévu. A Bourg-en-Bresse, le soir, l'objectif des socialistes de l'Ain était de réunir davantage de monde que M. Chirac lors de son récent passage dans la ville. Ils ont « fait » aussi bien : deux mille trois cents personnes ont applaudi le premier ministre au par des expositions.

M. Fabius a souligné que, malgré la remontée du PS depuis les élections européennes de juin 1984, le RPR et l'UDF obtiendraient la majorité à l'Assemblée nationale si les élections législatives avaient lieu aujourd'hui. Pour « inverser la tendance », il a appelé aux socialistes les principaux arguments de la bataille à mener : les dangers et les injustices du programme de l'opposition, ses divisions. Le premier ministre, critiquant M. Raymond Barre et ses partisans « qui demandent des suffrages - dont ils ne se servent pas - puisqu'ils ne veulent pas gouverner », a déclaré que le député de Lyon, « de lui-même, s'est mis hors jeu ».

Le gouvernement qui serait constitué serait donc « en fait un gouvernement Chirac-Giscard d'Estaing ». M. Fabius s'est plu à rappeler précisément les péripéties des « temps de division, d'hostilité et de trahison » entre l'ancien président de la République et son premier chef de gouvernement. Il a opposé au risque d'« instabilité » et d'« affaiblissement pour la France » qu'ils représentent, selon lui, les projets des socialistes pour une nouvelle législature : une « législature de la réussite économique », d'un « meilleur partage » (du pouvoir, du travail et du savoir, ainsi que des richesses entre les pays industrialisés et le tiers-monde), de la « jeunesse », de la « solidarité » et de « l'Europe ». Ainsi le premier ministre engage une nouvelle phase de la campagne électorale : après avoir critiqué le programme de la droite et souligné ses divisions, il s'agit de présenter aux Français les projets de la gauche.

PATRICK JARREAU.

« M. Antoine Trogic, conseiller général (PS) de Pompey (Meurthe-et-Moselle), a décidé de refuser sa nomination au grade de chevalier dans l'ordre national du Mérite, publiée jeudi 13 février au Journal officiel. Ancien dirigeant régional de la CFTD, M. Trogic estime qu'il ne lui est « pas possible d'accepter un tel honneur », car il est l'« élu d'un canton sinistré industriellement » et qu'il vit « au milieu de familles qui souffrent trop cruellement des conséquences de la conversion industrielle pourtant indispensable ».

Tchéad ? Il attend pour se prononcer le rapport du ministre de la Défense. M. Paul Quilès, député sur place et qui vient de rentrer à Paris.

On ne voit pas pourquoi sa vision des relations entre l'Elysée et le gouvernement changerait radicalement dans la nuit du 16 au 17 mars. Dès lors, il faut considérer que le chef de l'Etat se réserve l'essentiel et qu'il abandonne au gouvernement le subalterne (rapports et négociations de moindre importance), ce à-dire le « faible boulot », comme dirait M. Fabius.

JEAN-YVES LHOMEAU.

A LYON

M. Marchais s'en prend au bilan de M. Mauroy

De notre envoyé spécial

Lyon. — Sur l'écran placé au-dessus de l'estrade, les deux vedettes de la soirée apparaissent en gros plan. Le palais des sports exulte. Les sept mille personnes présentes se lèvent comme un seul homme. Leurs applaudissements ne parviennent pas à couvrir la musique stridente d'Alan Parker que déverse l'énorme sonorisation poussée à fond.

Vendredi 14 février, à quatre semaines des élections, M. Georges Marchais est venu galvaniser les électeurs communistes dans l'immense salle des sports du stade Gerland, à Lyon. Incroyable, le secrétaire général du PCF a fait vibrer son auditoire pendant une heure, après que M. Charles Fiterman, visiblement grippé, eut prononcé un discours d'un petit quart d'heure, plus local que national.

Une courte allocution au cours de laquelle le tête de liste communiste dans le Rhône s'en est pris à « MM. Barre, Carignon, Millon et aux étoiles de droite de moindre grandeur » en évitant de prononcer le nom de son concurrent socialiste, M. Charles Hermu. M. Fiterman s'est fixé comme objectif législatif le score atteint par M. Marchais en 1981 dans cette région (13,28 % des suffrages exprimés au premier tour de l'élection présidentielle).

Souvent interrompu par les applaudissements de la salle, M. Marchais a ensuite consacré un temps égal (dix minutes) à la critique de la droite et du Parti socialiste. Encore une fois, le dirigeant communiste a dénoncé le caractère présidentiel de la campagne électo-

rale. « On tente maintenant de vous faire croire que l'enjeu du 16 mars, ce serait le maintien ou le départ du président de la République », mais il a surtout vivement attaqué M. Pierre Mauroy qui avait tenu un meeting la veille à Lyon. L'ancien premier ministre avait invité les électeurs communistes à voter socialiste pour « rejoindre ainsi le camp de la modernité », a rappelé M. Marchais. « Décidément », a dit le secrétaire général du PCF, les dirigeants socialistes ont toutes les audaces ! Car, qu'un homme comme Mauroy se réclame de la « modernité », on croit rêver ! Ce qui est moderne, c'est sans doute le bilan du gouvernement qu'il a dirigé de 1981 à 1984 qui, après avoir fait de bonnes choses la première année, a tourné le dos, malgré ses efforts et ses mises en garde, aux engagements pris devant notre peuple, et a enfoncé le pays dans la crise ! »

A M. Fiterman, la critique de la droite locale, à M. Marchais, celle des socialistes sur le plan national. Saisissant l'occasion de sa présence dans la région Rhône-Alpes, le leader communiste a jugé « désolant » pour le gouvernement français d'accueillir comme il le fait, sur pression des Etats-Unis, le dictateur déchu d'Haiti. Tonnerre d'applaudissements. La salle scandait « Duvalier dehors ! ». M. Marchais ajouta alors : « La demande d'asile politique qu'il vient de faire est une insulte à la France. Non seulement il faut, bien sûr, la refuser, mais il faut exiger le départ immédiat de Duvalier, le bourgeois du peuple haïtien ! »

OLIVIER BIFFAUD.

M. CHIRAC EN MARTINIQUE

« Notre loi-programme pour l'outre-mer et ses décrets d'application sont prêts »

De notre envoyé spécial

Fort-de-France. — A la différence de celui de la Guadeloupe, le RPR de Martinique est un parti structuré, organisé et implanté. M. Jacques Chirac a donc pu, sans les inconvénients qu'il avait trouvés à Basse-Terre, exalter à Fort-de-France l'union de l'opposition et le rôle moteur que son parti y joue. La liste législative sera conduite par le responsable du mouvement en Martinique, M. Michel Renard, maire du Marigot, suivi par M. Jean Maran, maire de Sainte-Luce (UDF). La liste régionale sera animée par le docteur Pierre Petit, maire RPR de Morne-Rouge, et par M. Michel Laventure, conseiller général UDF de Fort-de-France.

Si l'opposition peut raisonnablement espérer gagner deux sièges de député, la candidature éventuelle d'une liste dissidente qui pourrait être conduite par M. Emmanuel Argod (CDS) peut lui retirer quelques voix. Les deux autres sièges de députés iront donc à la liste d'union de la majorité conduite par M. Aimé Césaire, maire de Fort-de-France, député sortant apparenté socialiste, suivi par M. Louis Joseph Dugué (PS), maire de Ducos, mais, en Martinique, comme en Guadeloupe, c'est sur le scrutin régional que porte surtout la campagne électorale.

M. Chirac, avant de visiter les communes dirigées par les principaux candidats de l'opposition, s'est entretenu, vendredi pendant plus d'une heure, à l'hôtel de ville de Fort-de-France, avec M. Aimé Césaire. Mais avec le président du Parti progressiste martiniquais la conversation, a-t-il assuré, a surtout porté sur les problèmes culturels avec l'évocation de Georges Pompidou et de M. Léopold Sédar Senghor, deux grands amis du poète Césaire. Celui-ci d'ailleurs, quelques instants à peine après avoir quitté le maire de Paris, a accueilli, dans ce même hôtel de ville, M. Georges

Lemoine, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM.

Pas d'anathème

Le président du RPR s'est longuement promené sur les marchés de Fort-de-France, où, à la différence de la Guadeloupe, aucune manifestation hostile ne s'est produite. Devant les représentants du monde socio-professionnel puis dans un meeting public sur le stade Schoelcher, M. Chirac a noté qu'en Martinique « le débat politique se déroule dans des conditions démocratiques et dans le respect des opinions d'autrui ».

Visant la gauche, sans aucune agressivité, il a parlé « de ceux qui restent ouverts aux formes toujours mal définies de l'autonomie », mais, a-t-il fait remarquer, « sans vouloir jeter l'anathème sur tel courant d'idées ou sur telles personnes dont certaines ont d'ailleurs révélé leurs réelles qualités ».

Développant d'ailleurs le plan RPR pour l'outre-mer, le maire de Paris a affirmé que la loi-programme et ses décrets d'application étaient déjà prêts. Il a précisé que seraient prises des mesures de défiscalisation des bénéfices réinvestis sur place, notamment pour les sociétés étrangères ayant des filiales aux Antilles. Il a annoncé enfin que, pour les transports aériens, l'ère du monopole était aujourd'hui dépassée.

ANDRÉ PASSERON.

« SOS Racisme et les élections. — Je n'ai pas ma candidature nulle part et nous n'avons présenté aucune liste », a déclaré Harlem Désir, vendredi 14 février, au cours d'une visite à SOS Racisme de Marseille. SOS-Racisme a toutefois précisé qu'il y avait « dans le contexte actuel un débat dans SOS Racisme sur la meilleure façon d'intervenir pour que les problèmes qui nous tiennent à cœur soient abordés ».

Propos et débats

M. Barre : le droit

M. Raymond Barre, lors d'un meeting en Haute-Savoie, a estimé qu'il ne peut pas enlever le pouvoir de nomination du premier ministre au président de la République (...) M. Mitterrand applique la Constitution. Il faudra donc se méfier et voter massivement pour l'opposition.

M. Le Pen : un conflit

M. Jean-Marie Le Pen a déclaré vendredi soir à Antenne 2 : « Le président de la République ne pourra pas se soustraire aux conséquences politiques d'un échec éventuel et on entrera dans un processus qui sera un processus parlementaire légal d'un conflit entre le président et l'Assemblée. S'il se trouve des gens pour cohabiter quand même, ils peuvent être sûrs qu'ils n'auront pas nos voix. » M. Le Pen a aussi assuré que le Front national aura un groupe parlementaire « de plus de 50 députés et peut-être même assez nettement plus ».

M. Toubon : obligation morale

M. Jacques Toubon, a affirmé, à Chambéry vendredi, que le président de la République « aura l'obligation morale devant les Français de choisir le premier ministre dans le camp des vainqueurs et non dans celui des vaincus ». A propos du maintien du chef de l'Etat, le secrétaire général du RPR a déclaré : « On verra ce qu'on verra si on a la majorité. Si le président de la République décide de se retirer, c'est sûr que ce n'est pas nous qui le retiendrons. Mais si comme la Constitution que nous avons faite nous-mêmes le prévoit, il continue à exercer le pouvoir, alors nous irons gouverner. »

M. Léotard : le choix d'une crise

M. François Léotard a déclaré au micro de RMC vendredi : « Le président de la République doit tenir compte du vote populaire du 16 mars. Le premier ministre viendra de l'opposition actuelle, si celle-ci est majoritaire. Tout autre cas de figure serait le choix délégué par le président d'une crise institutionnelle. L'Assemblée, c'est-à-dire la nouvelle majorité ne soutiendrait pas un gouvernement qui serait ainsi constitué. »

M. Rossinot : provocant

M. André Rossinot a qualifié, vendredi à Dax, la déclaration de M. Mitterrand, dans le train le conduisant à Nevers, de « prématurée et par conséquent de provocante ». Il a ajouté : « Le président de la République, avant de rendre publiques son opinion et sa stratégie sur ce point, devrait avoir la sagesse d'attendre le résultat du scrutin universel et de mesurer le degré d'approbation et de désapprobation des Français. »

M. Marchelli : opposition

M. Paul Marchelli, président de la CGC, a estimé, vendredi à Lille, que le PS « n'a pas de programme de gouvernement », son manifeste est celui « d'un parti qui se prépare à faire de l'opposition », il contient « tous les vieux dogmes du socialisme à la française d'avant mai 1981 ». M. Marchelli s'est au contraire félicité de trouver dans la plateforme commune RPR-UDF, « une structure de programme de gouvernement », une volonté de libérer la société civile. Il a exprimé l'avis que « le volet social » de ce programme avait « un caractère de retour en arrière incontestable ».

Le premier ministre selon M. Mitterrand

(Suite de la première page.)

Ainsi le chef de l'Etat s'est-il transporté dans le train présidentiel de la SNCF, mode de locomotion abandonné depuis longtemps par le gratin de la République... jusqu'à la gare de Nevers, flambant neuve, dont il s'agissait de consacrer l'ouverture. Là, et à La Charité-sur-Loire, puis Châtillon-en-Bazois, M. Mitterrand a eu droit à tout le « tra-la-la » des visites protocolaires : rubans tricolores prestement coupés, plaque commémorative dévouée avec la gravité qui sied à ce genre d'exercice, honneurs militaires et fanfares en tous genres, remise de médailles à profusion, vins d'honneur et allocutions.

Contrairement aux apparences, l'exercice n'est pas purement formel. M. Mitterrand compte — on plutôt ne peut plus compter — une foule d'amis dans le Morvan, et notamment beaucoup de ces élus locaux pudiquement nommés « apolitiques », et dont la fidélité assure à qui sait les respecter les implantations politiques départementales et régionales.

« Je ne suis pas spécialement amateur d'inaugurations », a précisé M. Mitterrand. Il fallait que cela fût dit, afin qu'on ne se trompe pas sur ses intentions pour l'après-midi. Le chef de l'Etat en a précisé quelques-unes, dans le train Paris-Nevers, en bavardant avec des journalistes. Minorité, majorité, droite ou gauche, cela ne change rien à l'affaire : il y a et il y aura un président de la République ; c'est et ce sera lui. En conséquence, dans les jours qui suivront le scrutin législatif, M. Mitterrand choisira « qui il veut » pour occuper les fonctions de chef de gouvernement. Il répond ainsi à ceux de ses adversaires qui voudraient lui imposer un premier ministre, étant entendu que celui-ci

appartiendrait au groupe dominant de la future majorité.

Ce choix effectué, en toute liberté, il appartiendrait à l'Assemblée nationale de dire « si elle supporte » le nouveau chef de gouvernement. Et il reviendra au chef de l'Etat d'observer bonnement comment les chefs de file de l'éventuelle majorité de demain « peuvent se supporter entre eux ». En un mot, M. Mitterrand compte sur le talent de M. Raymond Barre pour donner le frisson à ses adversaires. Ce calcul va de soi, comme est naturelle l'analyse selon laquelle les élections législatives de mars ne seraient qu'une courte parenthèse dans une campagne au long cours, celle de l'élection présidentielle. « Nous y sommes depuis le premier jour », remarque M. Mitterrand. Il est vrai, ajoutera-t-on, que depuis 1962 (référendum sur l'élection du président de la République au suffrage universel), la France est en campagne présidentielle permanente. M. Mitterrand, candidat en 1965 et 1974, vainqueur en 1981, est bien placé pour le savoir.

L'essentiel et le subalterne

La « morcellement » du jeu politique qu'il observe pour le moment n'est donc qu'extrêmement fugace. M. Mitterrand distingue cinq « courants » et sépare donc le RPR de l'UDF. Mais il sait que, demain, le combat se jouera « homme contre homme, projet contre projet ».

Pour l'immédiat, le chef de l'Etat s'efforce de dessiner, sans trop de précisions tout de même, les contours de ses relations avec son futur premier ministre, dans l'hypothèse où celui-ci appartiendrait au camp adverse. Il répond essentiellement sur le terrain de la politique internationale à ceux qui voudraient le confiner dans un rôle subalterne — « protocolaire », selon M. d'Ornano, « touristique », selon M. Madelin, — voire lui ôter toute existence. M. Jean François-Poncet, ancien ministre des affaires étrangères de M. Giscard d'Estaing, développait récemment cette dernière thèse en affirmant que M. Mitterrand n'avait rien à faire au sommet industrialisé de Tokyo, puisqu'il s'agit d'une réunion à dominante économique et que ce domaine appartient au gouvernement.

Pour M. Mitterrand, la question n'est pas si embrouillée qu'il y

BOUCHARD PÈRE & FILS
Depuis 1731
« Domaine du Château de Besne »
« 92 hectares dont 71 hectares de Pruniers et de Cerisiers »
Documentation LM sur demande à M. Bouchard Père & Fils au Château de Besne
Bouchard Père & Fils au Château de Besne
Boulevard de la République 79 - 42000 BEAUNE (COTE D'OR)
Tél. (03) 22.14.41 - Télex Bouchard 359 579 F

LE DISNEYLAND DE TOKYO

Le Japon à l'heure de Mickey

De notre correspondant

Tokyo. - En arrivant de l'aéroport international de Narita, on aperçoit de Tokyo les tourelles du château de Cendrillon. Ce surplomb d'une architecture fantaisiste dans le paysage urbain nippon n'a en effet rien d'extraordinaire. L'une des caractéristiques de la ville japonaise, et de la mégapole de Tokyo en particulier, est la juxtaposition des plus souvent incongrues des styles architecturaux les plus divers. Tokyo fait penser à un studio de cinéma : les formes et les styles s'y obtiennent ou s'y affrontent sans ordre. La ville japonaise est comme un manteau d'Arlequin : elle imbrique tout dans un grand patchwork où la fantaisie est loin d'être absente. Tel fabricant de matériel de construction a surmonté son immeuble d'un gigantesque bulldozer, telle compagnie de téléphone d'un non moins énorme appareil rouge, quant à l'architecture des prolifiques love hotels (hotels pour couples sans bagages), ils constituent des monuments de kitsch architectural. De ce point de vue, les tourelles du château de Cendrillon de Disneyland ne sont pas plus insolites dans le paysage urbain que cette reproduction du paquebot Queen-Elizabeth, célèbre love-hotel, situé à l'entrée de l'autoroute pour Osaka.

Un Everest de hamburgers

Le Disneyland de Tokyo, ouvert en avril 1983, n'a d'ailleurs suscité aucune polémique ayant pour thème la destruction du paysage urbain. Il est situé à Urayasu, à vingt-cinq minutes par le métro du centre de Tokyo. Au lendemain de la guerre, Urayasu était encore un petit port de la baie de Tokyo dont les pêcheurs vivaient de la culture des algues et du ramassage des coquillages. Puis, la municipalité décida en 1964 de gagner des terrains sur la mer comme on le faisait tout le long de la baie. La plage qu'affectionnaient les enfants de la ville basse et les coquillages disparurent. Quant aux pêcheurs, ils mirent leurs barques au mont-de-piété et perdirent leurs indemnités aux jeux clandestins organisés par la bande de truands qui contrôlaient les terrains.

Lorsque les travaux de remblaiement furent terminés, la municipalité décida de faire d'Urayasu non pas une zone industrielle (comme c'est le cas de Kawasaki, de l'autre côté de la baie) mais un lieu d'amusement. Oriental Land (société émanant du groupe Matsui, qui avait entrepris les travaux de remblaiement) fut créé dans ce dessein. Le divertissement de masse n'était pas une activité complètement étrangère à Urayasu qui, depuis les années 30, possédait l'un des premiers parcs d'amusement du Japon (Yasuniyama). Oriental Land acheta 210 hectares de terrain en bordure de mer et prit contact avec Disney Land en 1974.

Depuis son ouverture le Disneyland de Tokyo a connu un succès commercial impressionnant. Chaque année, il reçoit en moyenne dix millions de visiteurs qui dépensent cha-

cun environ 7 000 yens (soit 280 F) entre l'entrée et le « passeport » qui permet d'assister aux attractions. Les dimanches d'été, jusqu'à cent dix mille visiteurs se pressent à ses portes. Au cours d'une saison estivale, on vend à Disneyland, 3,5 millions de boissons, 1,6 million de glaces, 810 000 hamburgers (soit, 240 000 tee-shirts. Pour satisfaire les visiteurs, les pirates des Caraïbes tirent 10,6 millions de coups de fusil, et Yukioh Fukuzawa, l'un des grands personnages de la politique d'ouverture du Japon à l'étranger au milieu du dix-neuvième siècle, fait soixante-dix mille discours sur la rencontre de l'Est et de l'Ouest.

Le Disneyland de Tokyo est la copie de l'original en Californie, les visiteurs peuvent descendre le Mississippi, emprunter un canot à la Davy Crockett ou monter dans un train de Western. Une seule attraction est spécifique au Japon, c'est la rencontre des deux cultures orientale et occidentale.

Le Disney Land de Tokyo s'est installé sur l'autre côté de la baie où, il y a plus d'un siècle, le commodore Perry et ses bateaux noirs menaçants contraignirent le Japon à s'ouvrir à l'étranger. En cent trente ans, les mœurs américaines ont imprégné la culture de masse nipponne : celle-ci a intégré le base ball, les jeans, les hamburgers et le monde de Walt Disney. Il n'y a pas une hygiène qui n'ait dans son sésu Mickey (ou un Snoopy) et l'empereur Hirohito lui-même ne dédaigne pas de porter en certaines occasions officielles la montre Mickey qui lui a été offerte lorsqu'il visita Disneyland aux Etats-Unis en 1975.

La culture de masse japonaise est réceptive à l'univers de Walt Disney, peut-être moins parce qu'elle est américanisée qu'émiment moderne et, à ce titre, cosmopolite : elle apparaît comme un catalogue de

signes déconnectés de leur univers culturel (ce phénomène est perceptible dans le goût pour les noms étrangers, pour les marques, les modes alimentaires ou vestimentaires). L'univers de Walt Disney fait partie de cette fringale de cosmopolitisme. C'est aussi un symbole de cette Amérique qui fascine, et fascine encore dans une certaine mesure, les Japonais en quête de leur modernité. Comme beaucoup de jeunes femmes et de jeunes filles qui vont au Disneyland plusieurs fois par an, Kazuo, vingt-trois ans, serveur dans un café d'Urayasu, explique que c'est un univers de fantaisie non agressif et qu'elle s'y sent protégée.

Un milliard d'impôts

Cette familiarité des Japonais avec le monde de Walt Disney est sans doute ce qui a le plus frappé M. Holland, directeur du marketing de Walt Disney Production au Japon : « Nous avons vraiment pris conscience ici que le monde de Disney ne relève pas d'une culture particulière mais d'une dimension universelle », nous dit-il. « Le Disneyland de Tokyo offre aux Japonais un rêve sans frontière », explique pour sa part M. Kamisawa, directeur d'Oriental Land qui arbore à la boutonnière de son veston un badge de Mickey, « même les Chinois viennent désormais nous voir pour créer un parc à Pékin », ajoute-t-il.

Les Japonais gèrent si bien leur parc que les Américains qui avaient envoyé au début deux cents conseillers pour les aider les ont rapatriés au bout de trois mois. En revanche, Walt Disney Production envoie désormais à Tokyo ses nouvelles recrues pour s'y former. D'ici sept ans, explique M. Kamisawa, le budget de Disneyland Japon sera en équilibre.

Le SIDA dans les prisons

Le ministère de la justice et le secrétariat d'Etat à la santé ont publié le communiqué suivant, après l'article paru dans le Monde du 15 février, où nous indiquions que 57 des détenus toxicomanes à la seringue étaient contaminés par le virus du SIDA.

« La constatation d'une proportion élevée de détenus toxicomanes porteurs d'anticorps anti-LAV est sans doute l'un des faits les plus inquiétants dans les établissements pénitentiaires d'une circonscription qui comporte tous les renseignements techniques sur l'infection par le virus du SIDA et des conseils sur la conduite à tenir devant des personnes séropositives. Ces informations sont les mêmes, que ces personnes soient ou non détenues. »

« Cette proportion est liée à la fréquence élevée de personnes séropositives chez les toxicomanes et non aux conditions de vie dans les prisons. Elle est retrouvée dans les autres pays touchés par la maladie. Ces éléments ont fait l'objet de plusieurs études scientifiques publiées ces derniers mois. »

Pour faire face à cette situation, précise le communiqué, les pouvoirs publics ont pris les mesures suivantes :

« Enquête épidémiologique dans les milieux carcéraux afin de mieux connaître la réalité des faits.

« Concertation avec les syndicats de l'administration pénitentiaire. »

« Envoi en septembre 1985 aux responsables et aux médecins des établissements pénitentiaires d'une circulaire qui comporte tous les renseignements techniques sur l'infection par le virus du SIDA et des conseils sur la conduite à tenir devant des personnes séropositives. Ces informations sont les mêmes, que ces personnes soient ou non détenues. »

« Suicide à la maison d'arrêt de Clermont-Ferrand. » Un prévenu de la maison d'arrêt de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), Jacques Blavette, trente-cinq ans, est mort dans la soirée du jeudi 13 février, et un autre, Fabrice Belli, vingt-trois ans, a été hospitalisé dans un état jugé grave.

Les deux prisonniers, impliqués dans des affaires de vols, ont absorbé, chacun, une forte dose de « substance médicamenteuse toxique » dont on ignore encore la nature exacte, a précisé l'administration pénitentiaire.

Bien établis. - 6. Fait parfois faire une drôle de tête. Ont donc fait l'objet de mesures strictes. 7. Est appelé à avoir de lourdes charges. Se laisse facilement emporter le pas. Bien « balancé ». - 8. Très remarqué mais pas très remarquable. 9. Bénéf à l'ancienne mode. Ecrivain et philosophe arabe. Une habitude des « repas » d'affaires. - 10. A cours au Cambodge. Leur place est avec les battants. (Inversé). De quoi nous faire tourner la tête. - 11. Se lave en se frottant. Moyen de défense. - 12. Personnel. Peut avoir des ailes. Belle pipe. - 13. Réserve de gaz. On y est aux petits soins quand il est d'un caractère hospitalier. - 14. N'est donc pas d'un abord facile. C'était une manière de parler. Grande époque. - 15. Note. Se manifeste parfois chaleureusement. La couleur préférée du pessimiste.

Solution du problème n° 4162

Horizontalement

1. Chaisière. - II. Heure. Tir. - III. Alerte. - IV. Mire. Giro. - V. Pa. Carlin. - VI. Imbécile. - VII. Avaleur. - VIII. Sait. Se. - IX. Ne. Bâtons. - X. Adulera. - XI. Tête. Dine.

Verticalement

1. Champignon. - 2. Héium. Ede. - 3. Auer. Bas. Ut. - 4. Irreçevable. - 5. Set. Acaule. - 6. Egrillard. - 7. Erille. Mai. - 8. Ri. Kleuse. - 9. Erlon. Roste.

GUY BROUTY.

Voile, espionnage et psychologie

(suite de la première page)

L'accès à la plupart des bases est bien sûr interdit aux journalistes, qui doivent se contenter de pirouettes verbales des principaux barreaux ou responsables de défis passés maîtres, comme John Collins d'America II, dans l'art d'étudier les questions.

Devant cette conspiration du silence, l'homme le plus bavard et le plus interrogé est, curieusement, le grand absent de ces championnats : John Bertrand, l'ancien barreur d'Australia II, qui avait innové à Newport avec la fameuse bache avant même de savoir si la quille révolutionnaire de son bateau augmenterait ses performances. « Elle était si outrageusement différente, dit-il, qu'il fallait à tous prix empêcher les Américains de la copier au cas où elle se serait révélée vraiment plus rapide. » Très vite, John Bertrand a réalisé que, si la quille « ne rendait pas le bateau invincible sur l'eau », elle pouvait faire gagner la « bataille psychologique » grâce au mystère entretenu par la bache. « Ce fut, dit-il, le départ d'une campagne de bluff qui dura plus de deux semaines. »

Après coup, Dennis Kooner, le barreur américain de Liberty, et John Bertrand ont convenu que « de bateau à bateau, Australia II possédait un avantage technique d'environ 10 % ». « La moitié de ces 10 % provenaient de notre vitesse supérieure, estime l'Australien. L'autre moitié incombe à la quille, mais principalement grâce aux tourments qu'elle provoquait chez les Américains. »

La psychologie a pris une part prépondérante dans la victoire australienne en 1982, non seulement en faisant douter les adversaires, mais aussi en préparant l'équipage australien au mythe d'invincibilité des Américains détenteurs du trophée depuis cent trente-deux ans. « Le danger pour nous était celui de vaincre qui pouvait nous saisir », dit-il.

Pour leur préparation, les Australiens avaient fait appel à un psychologue américain réputé, Laurie Hayden. Son premier travail avait été de soumettre l'équipage à un test élaboré par la California School of Professional Psychology pour mieux mesurer le potentiel de chacun de ses membres et leur self-control dans le processus de la performance. Il s'agissait encore de « déshumaniser » leurs prestigieux adversaires désignés à un titre circonstanciel sous l'appellation de « bateau rouge ». La tâche de Laurie Hayden consistait surtout à permettre au groupe de se familiariser avec l'objectif - presque inaccessible - qui leur était fixé.

« Lorsqu'on occupe la seconde place dans une régate de l'America Cup, place qui nous était fa-

miltaire depuis toujours, l'atmosphère est particulière, raconte John Bertrand. Le bruit des flots semble se noyer dans le bruit du bateau américain qui précède : ce qu'on entend à bord est décourageant ; et l'ambiance est déprimante. Mais lorsqu'on est en tête, tout change radicalement : on peut entendre le bruit du bateau nous arrivant dessus, les cris et les ordres du tacticien adverse, la crispation dans les voix des adversaires. C'est une nouvelle ère psychologique à investir.

« Laurie en était conscient et avait mis sur pied un plan pour visualiser notre victoire à Newport, poursuit Bertrand. Un vrai apprentissage d'une philosophie de la victoire qui donnait à chacun la meilleure image de lui-même. A la fin, nous en devenions arrogants. »

Préserver le secret

Les recettes australiennes ont été copiées depuis par la plupart des challengers et le seront plus encore pour la prochaine Coupe de l'America. Pour sa préparation, l'équipage de French-Kiss fait appel à la sophrologie. Il veille aussi jalousement à préserver la quille des regards indiscrets. « French-Kiss n'est pas un bateau révolutionnaire, mais l'un des plus originaux de ceux qui disputent le championnat du monde, estime Philippe Briand, son architecte. Son originalité réside surtout au-dessous de la ligne de flottaison et pas forcément au niveau de la conception de la grille. »

Serge Crasnianski, le promoteur du défi, n'a pu lui-même apercevoir la quille que sur plan. Même si l'utilisation des baches s'est généralisée, Laurent Cordelle, le directeur de l'entraînement, pense qu'elles peuvent encore jouer un rôle psychologique. « Elles tissent un lien entre nous - dit-il - car elles préservent notre secret. » D'ailleurs tous les membres de l'équipage ont été mis en garde contre les risques de se faire « acheter » et ont dû signer une déclaration solennelle de ne jamais rien dévoiler des secrets de French-Kiss.

GÉRARD ALBOUY.

Carnet

Décès

- M. Michel Chaltiel, son épouse, M. Frédéric Chaltiel, son fils, M. Léon Chaltiel, sa fille, M. Lévy-Guérin, sa belle-mère, M. Claire Jourdan, avocat à la cour, sa sœur, M. Isabelle Jourdan, avocat à la cour, sa nièce, M. Madeleine Banerov, sa secrétaire, Ses parents et nombreux amis, ont la profonde tristesse de faire part du décès, survenu à Paris le 13 février 1986, de leur très cher,

Michel CHALTIEL, avocat à la cour.

Cet avis tient lieu de faire-part. 45, rue de Valenciennes, 75008 Paris. 26, avenue Kléber, 75116 Paris.

- L'Académie d'architecture a le grand regret de faire part du décès de

M. Henri VICARIOT, ingénieur général des ponts et chaussées, architecte DPLG,

survenu à Paris, le 6 février 1986.

9, place des Vosges, 75004 Paris.

- M. et M^{me} Alain Weil, M. et M^{me} Philippe Danon,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Liselotte René WEIL, leur mère et belle-mère, survenue subitement le 7 février 1986.

L'incinération aura lieu le mardi 18 février, à 14 heures, au cimetière de Joncherolles à Villeneuve (93).

Elle sera suivie de l'inhumation à l'ancien cimetière de Neuilly-sur-Seine, vers 16 heures.

Le convoi partira à 13 h 15 de l'Institut médico-légal.

Messes anniversaires

- Le 16 février 1976

Jean LEGARET, ancien président du Conseil de Paris, quittait les siens.

Une messe sera célébrée à son intention mardi 18 février 1986, à 19 heures, en l'église Saint-Paul-Saint-Louis, 101, rue Saint-Antoine, à Paris-4.

C EN MARTINIQUE

programme pour l'outre-mer

is d'application sont prêts

ré spécial

Lemoine, secrétaire d'Etat DOM-TOM.

Pas d'anathème

Le président du RPR s'est

ment promené sur les marchés

Fort-de-France, où, à la différence

de la Guadeloupe, aucune manifes-

tation hostile ne s'est produite.

Devant les représentants du

socio-professionnel puis dans

un meeting public sur le stade

Schneider, M. Chirac a noté qu'il

avait eu la chance de rencontrer

certains des dirigeants de

certains des syndicats de

travailleurs. Mais, en

Guadeloupe, régional qui

paie électo-

de visiter les

princi-

pendant plus

de ville de

M. Aimé

président du

trinitarien

à son tour

nes cultures

orges Pompi-

é Sédar Serr-

us du poète

ms, quelques

avoir quitté le

siège, dans ce

M. Georges

et débats

M. Barre : le droit

arre, lors d'un meeting en Haute-Savoie a

as enlever le pouvoir de nomination du

prémi-

de la République (...). M. Mitterrand

pour

le droit

de la République (...). M. Mitterrand

pour

le droit

de la République (...). M. Mitterrand

pour

le droit

de la République (...). M. Mitterrand

pour

le droit

de la République (...). M. Mitterrand

pour

le droit

de la République (...). M. Mitterrand

pour

le droit

de la République (...). M. Mitterrand

pour

le droit

de la République (...). M. Mitterrand

pour

le droit

de la République (...). M. Mitterrand

pour

le droit

de la République (...). M. Mitterrand

pour

le droit

de la République (...). M. Mitterrand

pour

le droit

de la République (...). M. Mitterrand

pour

le droit

de la République (...). M. Mitterrand

pour

le droit

de la République (...). M. Mitterrand

pour

le droit

de la République (...). M. Mitterrand

pour

le droit

de la République (...). M. Mitterrand

pour

le droit

de la République (...). M. Mitterrand

pour

le droit

de la République (...). M. Mitterrand

pour

le droit

de la République (...). M. Mitterrand

pour

le droit

de la République (...). M. Mitterrand

pour

le droit

de la République (...). M. Mitterrand

pour

le droit

de la République (...). M. Mitterrand

pour

le droit

de la République (...). M. Mitterrand

pour

le droit

de la République (...). M. Mitterrand

pour

le droit

de la République (...). M. Mitterrand

pour

le droit

de la République (...). M. Mitterrand

pour

le droit

de la République (...). M. Mitterrand

pour

le droit

de la République (...). M. Mitterrand

pour

le droit

de la République (...). M. Mitterrand

pour

le droit

de la République (...). M. Mitterrand

pour

le droit

de la République (...). M. Mitterrand

pour

le droit

de la République (...). M. Mitterrand

pour

le droit

de la République (...). M. Mitterrand

pour

le droit

de la République (...). M. Mitterrand

pour

le droit

de la République (...). M. Mitterrand

pour

le droit

de la République (...). M. Mitterrand

pour

le droit

de la République (...). M. Mitterrand

pour

le droit

de la République (...). M. Mitterrand

pour

Design & si



LA COLLECTION TOBOGA.

ignissime.

Villeroy & Boch crée l'univers de la Femme à son image à elle. Digne de sa beauté. Digne de son élégance et de son raffinement. Répondant à son souci d'esthétique et à son désir de confort.

En matière de salles de bains, la Collection TOBOGA illustre notre esprit innovateur. Ses lignes pures et ses formes fonctionnelles concrétisent la sensibilité de notre époque. Chaque fois qu'elle change, nous en créons d'autres. Ainsi nous marquons toujours la pointe du progrès. Et ce, depuis 1748.

TOBOGA concrétise également notre idée de l'Harmonie Céramique. Les appareils sanitaires, les carreaux et les accessoires suivent la même ligne de design. Leurs coloris s'harmonisent les uns aux autres.

Nos revendeurs spécialisés se feront un plaisir de vous présenter TOBOGA et nos autres collections. Une documentation détaillée est à votre disposition chez Villeroy & Boch, 77320 La Ferté-Gaucher.

Villeroy & Boch

PREMIER FABRICANT FRANÇAIS DE CÉRAMIQUE POUR LA MAISON



Culture

« SCYLLA ET GLAUCUS » à l'Opéra de Lyon

Un neveu de Rameau

De notre envoyé spécial

Lyon. — Grâce à John Eliot Gardiner, la ville de Lyon redécouvre un de ses enfants, Jean-Marie Leclair, dont l'Opéra a donné jeudi la première représentation moderne de *Scylla et Glaucus*, créé en 1746 à l'Académie royale de musique, où il ne tint guère plus d'un mois.

Curieux personnage que ce Leclair, né le 10 mai 1697 (tout près du siège actuel de la rédaction régionale du *Monde*), qui, sans oublier sa cité natale, fut premier danseur et maître de ballet à la cour de Sardaigne, travailla avec des maîtres italiens, notamment à Amsterdam, et devint ensuite un des plus grands violonistes français à Paris. Séparé de sa femme, il s'installa dans un quartier louche (près du canal Saint-Martin), où on le trouva assassiné à coups de couteau le 23 octobre 1764, sans pouvoir arrêter le coupable.

Son unique opéra méritait bien de revivre, car il est plein de musique délicieuse, élégante et expressive, admirablement adaptée à la langue française, d'une richesse de forme sans cesse renouvelée (telle la splendide *Pastorale* du deuxième acte), et surtout d'un raffinement instrumental constant, où l'on reconnaît le maître de la musique de chambre et des petits ensembles qu'il était avant tout. Pour tout dire, *Scylla et Glaucus* soutient la comparaison avec les opéras de Rameau, même si Leclair n'a pas tout à fait la gran-

deur d'accent ni la fraîcheur d'invention mélodique de son aîné, surtout dans les nombreuses danses qui, sans cesse, coupent le déroulement dramatique.

L'œuvre a peut-être souffert d'un livret mythologique (emprunté aux *Métamorphoses* d'Ovide) qui en vaudrait certes bien d'autres de la même époque si, du moins, il était capable de nous intéresser aux personnages et de les rendre sympathiques comme ceux de Rameau. La nymphé Scylla dédaigne l'amour du dieu marin Glaucus, qui, désespéré, demande le secours de Circé... et s'éprend instantanément de la magicienne. Mais quand on vient lui dire que la nymphé n'est plus indifférente, il revient à elle pour filer le parfait amour au cours d'une longue fête. Circé, furieuse, précipite Scylla dans la mer et la transforme en rocher, non loin du fameux gouffre de Charybde.

Après cela, on ne s'étonne guère que les personnages paraissent fort guindés, excepté la flamboyante Circé aux airs saisisants, entourée de monstres aboyants qui mènent un train d'enfer; d'autant qu'elle est superbement incarnée par Rachel Yakar, avec sa voix et son jeu si intenses, et son admirable phrasé. Mais la belle Scylla de Donna Brown est plus limpide que frémisante, et Howard Crook, à la voix tendre et sensible, a bien trop à faire avec les longs discours que lui confie Leclair pour presser la nymphé dans ses derniers retranchements, ou, à la

fin, lui porter utilement secours. Autour d'eux évolue toute une foule de confidentes, dryades, sylvestres et bergers, chanteurs anglais et français qui, tous se livrent, délicieusement au plus pur style baroque, ainsi que le fameux chœur Monteverdi.

Reconstitution historique

L'œuvre est certes longue (un peu plus de trois heures), mais le paraît plus encore, car la mise en scène de Philippe Lemaire ne cherche pas à échapper à l'aspect reconstitution historique. On se méconnaît pas l'intérêt et la fécondité d'une recherche qui vise à retrouver la vérité des mouvements et des attitudes de l'époque (comme du style musical, ou des costumes et des décors, ici ravissants, dus à Patrice Bigel et Jean-Charles Clair).

Mais le vocabulaire rhétorique des ronds de jambe et des moulinets de bras, la codification des bras tendus, des index levés vers le ciel, qui soulignent chaque sentiment et chaque démonstration comme un orateur sacré en chaire, sont à la longue lassants et parfois risibles, malgré l'élegance et la sobriété de la plupart des chanteurs.

On ne prend peut-être pas assez garde que l'aspect historique ou archéologique qui nous enchante dans les décors ou la musique fait corps avec l'objet artistique, mais se marie plus difficilement avec des êtres vivants devant nous, qui sont nos « contemporains », malgré la distance de la scène. Il convient donc de chercher une stylisation plus libre, qui rappelle certes le dix-huitième siècle, mais le relie davantage à nous, comme l'avait merveilleusement réussi le nouvel administrateur de l'Opéra de Paris, Jean-Louis Martinoty, dans *les Boréades*.

Cela est plus vrai encore de la chorégraphie, où, en dépit du talent et de la grâce des danseurs, Catherine Turcoy ne peut compter sur la pauvreté du vocabulaire classique pour nourrir continuellement l'interminable guirlande des ballets de Leclair. Celui-ci, heureusement, a retrouvé une existence vigoureuse grâce à l'éblouissante interprétation de John Eliot Gardiner, qui insufflé vie, charme pittoresque et mouvement à chaque page de la partition, à la tête des English Baroque Soloists, si subtils et poétiques.

JACQUES LONCHAMPT.
★ Prochaines représentations : les 15, 16, 18 et 19 février. L'œuvre sera enregistrée en compact par ERATO, en coproduction avec France-Musique et la Société lyonnaise de banque.

« SIX PERSONNAGES EN QUÊTE D'AUTEUR » à Grenoble

Un rêve féroce de Bruno Boëglin



A Grenoble, au Théâtre mobile de la maison de la culture, un chantier est installé sur scène : tas de cailloux, gravats, un mur en demi-lune encore debout... Vestiges d'un théâtre en démolition ou en reconstruction ? Les deux hypothèses sont valables. C'est le décor de Christian Focault, pour *Six personnages en quête d'auteur*, mise en scène de Bruno Boëglin.

Sur le chantier clos, on entend les bruits du monde extérieur — orchestres par Philippe Cachia : fracas d'orage, pluie torrentielle, travaux, voitures. Du monde extérieur aussi, traitant les pieds, les comédiens arrivent un à un (Philippe Morier-Génoud, Gilles Arbous, Marie-Paule Trystam, Annie Perret, Michel Ferber, Patrick Zimmermann). L'environnement ne porte pas à l'enthousiasme ; de plus, ils répètent une pièce à laquelle ils ne croient pas, et leur metteur en scène (Marc Bettou) non plus. Tout le monde fait son boulot, avec cette disponibilité hésitante venue des efforts accomplis pour surmonter l'ennui. Tout le monde est vacant, distrait, en attente d'autre chose, et autre chose arrive : la famille des « personnages » (Charles Schmitt, Catherine Kethi, Nadine Marcovici, Jean-Claude Wino, les enfants...).

Une famille aux liens embrouillés, aux relations équivoques. Une famille éclatée qui veut à toute force se reconstruire. Des gens mal embouchés se détestent avec une santé agressive, braillent, doivent abso-

lument se faire entendre : c'est une question vitale. Ils ne sont pas des « personnages » en quête d'un auteur-dieu qui leur accorderait un nom, ils sont des gens. Des êtres de désir à la poursuite d'une image pour être reconnus, se reconnaître eux-mêmes.

Cette image, les comédiens pourraient l'incarner. Ils ne se bornent pas à regarder, à essayer d'imiter les comportements désordonnés des personnages. Ils tentent de s'approprier ce que les « personnages » tentent de leur faire comprendre. Dialogues de sourds et face-à-face attentif. Chacun se cherche en l'autre mais le miroir est cassé, reflète et modifie ne se rejoignent pas.

Bruno Boëglin laisse de côté le débat lancé par Pirandello sur le rapport fiction-réalité. Plutôt, il le pose et en même temps le résout par des détails d'antennes, de mouvements irrésistiblement « vrais », dans ce décor insolite, concret et surréaliste. Ainsi, dans la scène où le personnage fils exaspéré veut fuir et ne peut pas, arrêté — dit Pirandello — au bord du plateau par la limite de son monde ; ici, il grimpe au mur par des échelons trop espacés qui ne vont pas jusqu'en haut, et il reste accroché, recroquevillé, insecte pris de vertige.

C'est l'univers de Bruno Boëglin, sa manière de pointer du doigt avec timidité mais féroce la discontinuité, le décalage entre les projets et

leur réalisation, la fragilité des actes, l'instabilité des hommes à qui il est demandé de se définir par leurs actes. C'est sa manière de dénicher la poésie des instants de désarroi.

Si Nadine Marcovici (la belle-fille) manque d'autorité, tous les acteurs jouent sur la corde raide nouée, tendue, vulnérable ; ils sont grandioses et banals. C'est le spectacle le plus accompli de Bruno Boëglin. On y retrouve son charme grinçant et, en plus, une force terrible.

COLETTE GODARD.

★ Grenoble, maison de la culture, jusqu'au 22 février.

FÊTE DE LA FRANCOPHONIE

Entrée libre

DIMANCHE 16 FÉVRIER
Spectacle non-stop de 15 h à 18 h 30
Groupes congolais, togolais, haïtiens et canadiens

**SEMAINE DU CINÉMA
AFRICAIN ET CANADIEN
DU 17 AU 21 FÉVRIER**
Tous les jours à 18 h 30, programme différent
Réservations : 45-51-30-41

**CENTRE CULTUREL
CANADIEN**
5, rue de Constantine
75007 PARIS, M^o Invalides

SIMPLE MINDS A BERCY

Heureux, les simples d'esprit

Il y avait dix mille personnes au concert de Simple Minds en Avignon ! C'était au mois de décembre... les deux écossais entraînant un parcours français en deux parties qui a repris en février. Déjà, on estimait complet les deux dates de Bercy. Eux-mêmes n'en revenaient pas. Exilés outre-Atlantique depuis plusieurs mois pour cause d'enregistrement à New-York (l'album *Once Upon a Time*...), et de tournée promotionnelle dans la foulée, rien n'indiquait une escalade aussi rapide, unanime en Europe. Car même aux États-Unis, où ils avaient tenu tout *Don't You* (la chanson du film *Breakfast Club*), le public était moins nombreux.

Huit albums en sept ans, une carrière bien menée, courageuse et droite, dans la mouvance européenne de Cure, U2 et compagnie. Un esprit, un comportement, une démarche comparables, une même famille. Un groupe. Ce qu'il y a d'européen chez Simple Minds, Jim Kerr, le chanteur, ne parvient pas à le définir précisément, d'abord parce que, contrairement à d'autres, il ne refuse pas le modèle américain. Pour lui, c'est avant tout une sensibilité qui fait qu'il se sent proche d'un groupe français comme Marc Seberg, par exemple. Il en reconnaît les images, les couleurs, les références, la culture. Mais comme la plupart des musiciens écossais ou irlandais, cette identité européenne, Jim Kerr la revendique aussi par la négative en ce qu'il refuse toute souveraineté britannique. « A dire vrai, ajoute-t-il, je nous sens très écossais dans nos personnalités, nos valeurs, nos idées politiques, nos attitudes, nos racines. Tout cela doit ressortir dans notre musique, quant à savoir comment ? Je suppose qu'il y a une forme de romance, une poésie celtiques. »

Écossais, Jim Kerr n'est à n'en pas douter par son accent à couper au couteau. Vingt-cinq ans, marié à Christine Hynde (la chanteuse des Pretenders), père d'une petite fille, il a une belle frimousse dont il ne fait pas grand cas. Hors scène, où il pratique un jeu athlétique, Jim Kerr n'a ni le profil ni le comportement d'une star. « Je crois que l'époque a mis fin aux excès, dit-il. Dans les années 60 et 70, les groupes vendaient peut-être moins de disques, mais l'argent était facile. Il y avait un rituel obligé du rock qui passait par les Rolls Royce, la cocaïne, la mise à sac systématique des hôtels, les télévisions par la fenêtre. Je trouve rassurant, aujourd'hui, que Bruce Springsteen soit la plus grande star du rock tout en restant un être humain. »

Dans le car qui les conduit d'une ville à l'autre, Jim Kerr, le nez dans un *Ministry*, soigne une mauvaise grippe. Ce soir, il va chanter pendant plus de deux

heures, sans se ménager. Demain, il faudra repartir de zéro, avec le vapeur salvatrice pour tout horizon. Le groupe est au complet : Charles Burchill (guitariste), Mel Gaylor (batterier), Michael Macneil (clavier), John Giblin (le nouveau bassiste), plus Robin Clark, l'étonnante choriste noire qui chante sur le disque. Tous ont de bonnes têtes, juvéniles, accueillantes ; la mise avec juste ce qu'il faut d'excentricité, ils sont propres sur eux, pas rouleurs de mécaniques.

Interruption de fumer quand on roule (la voit-il), on regarde des matches de foot en vidéo, on écoute des cassettes, on parle des erreurs de la veille, on s'inquiète des conditions acoustiques de la prochaine salle. Le tout-courant d'une tournée. Bruce Findlay, leur manager depuis les tout débuts, possède la boutique de disques la plus branchée en ville et se souvient d'eux, déjà en groupe, venant piquer les dernières nouveautés et laissant les pochettes vides dans les bacs. Pour eux, il a créé son propre label. Dans le car, il y a aussi une jeune Française : une fan, pas une groupe. Ils l'ont remarquée à plusieurs concerts de suite, lui ont proposé de suivre la tournée avec eux. Maintenant, elle fait partie du clan.

On sent très fort cette notion, de clan chez Simple Minds, un groupe de terrain, qui a évolué progressivement, qui a grandi, étape par étape, avec son public. Le contraire, en réalité, d'un phénomène de mode initié sur des tubes radiophoniques, comme les apparences, aujourd'hui, peuvent le laisser penser.

« Nous ne cherchons pas à recréer le rock, explique Jim Kerr. Le son est nouveau parce que les techniques ont changé, mais il y a beaucoup des années 60 dans notre musique. Je préfère toujours écouter James Brown plutôt que la projection, aussi bonne soit-elle, que peut en faire Paul Weller aujourd'hui. J'aime la dynamique, la tension, la sensualité du rock. Un bon beat de batterie, une basse profonde me renvoient plus que n'importe quel effet de style nouveau. »

Si Jim Kerr est le porte-parole de ces Simple Minds, c'est simplement parce que c'est lui qu'on demanderait, lui qui, par sa fonction de chanteur, est au premier plan. Et quand on lui demande ce qu'il y a d'héroïque (autre mot de passe à la mode) à jouer du rock'n'roll, il dit que les héros ne sont pas dans le rock, que les musiciens ne sont pas des héros, mais que, oui, la musique, elle, peut avoir quelque chose d'héroïque : « Un pouvoir étrange, un sens d'extase. »

ALAIN WAIS.

★ Les samedi 15 et dimanche 16, à 20 heures, à Bercy. Disque : *Once Upon a Time*. (Virgin, 70403-2).

POUR SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES



PACINO REVOLUTION

"Formidable!"

PREMIÈRE

"C'est beau, c'est gigantesque"

V.A.D.

"Un grand moment d'émotion"

TELÉSTAR

"Un chef d'œuvre.
Un film total, qui vous empoigne
de la première à la dernière image"

ÉPILOGUE DU JURY

WARNER BROS. GOLDCREST et VIKING présentent.

UNE PRODUCTION D'IRWIN WINKLER

Un film de HUGH HUDSON

AL PACINO

REVOLUTION

Avec DONALD SUTHERLAND

[NASTASSJA KINSKI]

Musique de JOHN CORIGLIANO

Producteur Exécutif CHRIS BURK

Écrit par ROBERT DILLON

Produit par IRWIN WINKLER

Réalisé par HUGH HUDSON

DISTRIBUÉ PAR WARNER COLUMBIA FILM

A WARNER COMMUNICATIONS COMPANY

1 kiss »

Anal Plus

Agro-alimentaire : 34,2 milliards de francs de surplus

Paiements extérieurs : presque 50 milliards de dollars d'excédent en 1985 pour le Japon

La balance des paiements courants a été excédentaire de 49,3 milliards de dollars en 1985, après l'avoir été de 33 milliards l'année précédente (+ 41 %).

Inflation : 4,6 % en 1985 dans les pays industrialisés

RFA : record de faillites d'entreprises

Les progressions les plus fortes du nombre des faillites ont touché les secteurs du **commerce** (+ 18,7 %) et des **services** (+ 21,8 %). En revanche, l'industrie et le commerce ont connu des augmentations inférieures à la moyenne (respectivement + 5,2 % et + 7,1 %).

Kockums sera fermé en 1988

Stockholm. — La page de l'histoire de l'industrie suédoise est tournée. Jeudi 13 mars, le gouvernement social-démocrate a voté la fermeture définitive de la Kockums, le dernier des grands chantiers navals du pays.

sont reconvertis avec plus ou moins de succès dans les réparations, équipements et l'offshore.

Kockums était une entreprise rentable jusqu'en 1977 et comptait plus de 6 000 employés. Entre 1978 et 1981, les déficits ont été supérieurs à 2,2 milliards — couronnes. Après de sévères compressions de personnel, les gains n'ont atteint l'année dernière que 45 millions de couronnes. Le chantier a été officiellement fermé depuis 1983, et, selon certaines estimations, un coup de pouce financier supplémentaire de l'Etat de l'ordre de 400 à 500 millions par an est nécessaire pour maintenir l'activité jusqu'à l'« éventuel » relèvement de la conjoncture internationale après 1990. Selon le directeur général des Kockums, M. Herslow, « on ne peut pas faire face actuellement à la construction automobile Saab, qui prévoit une augmentation de sa capacité de production, va établir l'aide de l'Etat une nouvelle usine Scania. Elle emploiera en 1994 deux mille sept cents personnes. Par ailleurs, un fabricant finlandais de moteurs, un fabricant professionnel, le recyclage, et la création de petites entreprises est mis en place. »

Le gouvernement a également donné son accord de principe à la construction d'un pont routier entre Malmö et Copenhague, au Danemark, au-dessus du détroit de Øresund. Le projet a été discuté et débattu pendant plus d'un siècle, et sa réalisation suppose l'approbation de l'Assemblée danaise, qui est très divisée sur la question.

Une grève pour rien à l'AFPA ?

Pourquoi ce revirement en si peu de temps ? Simplement, explique M. Matteucci, parce que l'objectif conjoncturel de l'augmentation de

Ce « coup de grâce » à la construction navale intervient au moment où la politique économique du gouvernement social-démocrate est de plus en plus contestée par la base, qui estime que le redressement industriel de ces dernières années s'est fait au détriment des salariés. Les délégués du personnel de Kockums ve sans doute attirer la gorgne.

ALAIN DERROVE

Informatique : Control Data en chute

Une nouvelle banque britannique quitte les Etats-Unis

Whisky : enquête sur la fusion Guinness-Distillers

Le rachat du la brasserie britannique Distillers par Guinness va faire l'objet d'une enquête de la commission anti-trust à la demande du gouvernement britannique. Le groupe fusionné détiendrait environ 35 % du marché du whisky écossais.

Cette enquête fait suite au groupe concurrent Argyll, la **super-marchés** qui proposait également de racheter Distillers.

1) Voir *Principaux résultats*, janvier 1986.

A ?

ALAIN LEBAUDE.

(1) L'AFPA est géré par un conseil d'administration qui comprend représentants des pouvoirs publics de ta-

**LES SALAIRES HORAIRES
OUVRIERS ONT AUGMENTÉ
DE 5,2 % EN 1985**

ouvriers a été de 0,9 % au quatrième trimestre de 1985, les résultats provisoires de l'enquête ont révélé que les conditions d'emploi de la main-d'œuvre. L'augmentation avait été de 1,4 % au premier trimestre, de 1,5 % au deuxième et de 1,4 % au troisième. Sur l'ensemble de l'année, la progression avait été de 5,2 % alors que la hausse des prix, en glissement annuel, a été de 4,7 %. Les salaires auraient enregistré un gain de pouvoir d'achat de l'ordre de 5 points.

- UNMETAL : suppression

plan de restructuration industrielle en 1984, la direction de la sidérurgie UNIMETAL, du groupe SACILOR, a annoncé la suppression de 4745 emplois en 1986, à l'occasion d'un comité central d'entreprise, réuni le jeudi 13 février. Cette réduction de 1715 emplois de l'usine de la division UNIMETAL conversion, 1700 emplois ont été supprimés depuis la mise en œuvre du plan et, selon la CGT, « arrive à 18 000 pour fin 1986 ».

● **Banques** : échec de la commission paritaire. — La réunion de la commission paritaire de la banque, samedi 14 février, s'est suspendue sans que les représentants syndicaux, les CGT, la CFDT, la CGT-FO, la CFTC ou la CUC aient obtenu la convention voulue de la profession est « menacée » et décide « d'alerter le personnel ». Sur les salaires, la discussion a été couru. L'AFB (Association française des banques) ayant insisté sur la nécessité d'une révision des salaires avant le 31 décembre 1986. Sur l'emploi, les cinq fédérations syndicales ont exigé que l'AFB établisse la véracité de la situation et prenne des engagements pour l'avenir.

C'est fini. Les charges de répartition de l'habitat collectif devront obligatoirement être calculées sur la base de la consommation individuelle et non plus, comme jusqu'à présent, sur la base du nombre d'habitants. Et en outre, les charges de répartition devront être calculées sur la base de la consommation individuelle et non plus, comme jusqu'à présent, sur la base du nombre d'habitants. Et en outre, les charges de répartition devront être calculées sur la base de la consommation individuelle et non plus, comme jusqu'à présent, sur la base du nombre d'habitants.

Arguties et fraudes

Les Français sont inquiets pour l'avenir de leur pays. Ils ont passé par la Crédac, pour le moment ils ne prouvent pas 76,4 % des personnes interrogées ont répondu : « très » ou « beaucoup ». Le nouveau système de réparation des charges, et 90 % estiment que les coûts annuels nécessaires pour les soins de santé sont un « inconvenient mineur », en regard du service rendu.

Dont acte. Les Français sont
le
Moins gaspillages, plus de
justice. Qui trouverait
? Reste à l'appliquer.
que les risques
surgir.
calcul de simplicité
Le nouveau, doute plus
de une source
de d'arg
ties, parier fraudes. A
du « qui chauffe paye », cha
Beaucoup riant d'y perdre
Les bricoleurs se surpasseront.
À l'heure de la déprogrammation
vent l'administration chargée
de mettre en œuvre la
réforme.

**LE NUCLÉAIRE REPRÉSENTE 31 %
DE LA PRODUCTION
D'ÉLECTRICITÉ EN EUROPE**

La production d'électricité produite dans la Communauté européenne (à douze) est de 11,1 % d'origine nucléaire en 1985, contre 10,1 % à comparer avec 16,6 % en 1979 et 21 % en 1983, a déclaré l'office statistique de la CEE, Eurostat, le vendredi 12 février.

La part du nucléaire a atteint 15 % en France, 10 % en Belgique, 11 % en Allemagne fédérale, 10 % en Espagne, 19 % au Royaume-Uni, mais restant négligeable ou nulle dans les autres pays. La production d'électricité nucléaire s'est élevée à 56 milliards de kilowatts-heure pour la Communauté, en 1985, de 11 % par rapport à 1979.

La production a augmenté de 15 % en 1985, atteignant 10 milliards de kWh. La production hydraulique a géothermique est stable, le thermique classique a baissé de 10 milliards de kWh, soit une économie de 3 milliards d'équivalent-pétrole par rapport aux traditionnels. Les centrales thermiques classiques ont couvert que 57 % de la production totale, avec 10 milliards de kWh, qu'en 1980 leur part était encore de 75 %.

■ **Fiscalité.** — L'indemnité versée par les organisateurs de travaux d'utilité collective aux jeunes qui participent à des TUC est fiscale-
ment exonérée. Seule la somme de 100 francs par élève, au-delà de la rémunération mensuelle versée par l'Etat, indique le ministère de l'économie et des finances.

5 POUR LE 15-2-88 DEBUT DE MATINÉE

Historiologie Nationale

*** Neige
d ~ Verglas
la région**

14 degrés
degrés du
14 degrés
Bretagne
r chiffre
dans la
du mini-
mum
5 degrés.
n 3 : Bre-
tagne. 9 et
clermont

SITES

LUNDI 17 FÉVRIER

passages
Sénart», 14 h, 15, rue de Vaugrand
(Paris Passant).
» Chardin » la peinture de la bourgeoisie», 14 h 30, Musée du Louvre
porte Decot (Arcus).
» Le Marais (Nord), la place des
Vosges », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville
sortie Lobau (G. Bonneau).
» Les hôtels de l'île Saint-Louis »,
14 h 30, sortie métro Saint-Paul

CONFÉRENCES

France
14 b 30.

les 16-
17.

Univer-
47, rue

mphiques
de
côté

Saint-
iers.

15 h.

cie au

12. — (Méditor, 19 h.)
Gaule. — (M.° Renault)
61. — Madame, 20 h 30. — Le sujet
de la psychanalyse. — (M. P.-L. Assoulin.)
Salons France-Amerique, 211, av.
— Franklin-Roosevelt, de 18 h à 20 h.
— Rencontre avec le dessinateur Pien.
tél. 47-06-53-20 (Cécile Maro-Pol).
— rue Laguerrière, 19 h 20. — Art et
civilisation chinoise : architecture
sacree.
26, rue Bergère. — Apprendre à bien
— rir pour vivre. — journée d'essai.
(D. Picot, psychologue, thérapeute,
tél. 47-70-14-70.)
Académie — sciences morales et
politiques, 23, quai de Conti, 14 h 45.
— La compétition internationale
aujourd'hui.
62, rue Madame, 19 h. — Les grands
moments de l'histoire du Japon.

Crédits-Changes-Grands marchés

4 février

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Toujours plus

épanché Paris. Street allait 600 points, le chômage, à la hausse, les capitaux en hausse, en compte de l'énergie, et surtout, d'amour auprès

hors-d'œuvre, l'ajout : « Le ton des avis est coloré, Rome, choyés, une Vivienne, des au pouvoir par se hâte de

coqueluche. Et ces

ne se sont des actions. A

age et fait une

débauchement

conditions, la

unée, faite par

chimérique. A

lrs, ni bloquée

à Paris, de

bien franchir

à court.

à six semaines

DESSOT.

ma fixe

14-2-86

DUT.

1 331

28

7 350

100

100

124,30

0,10

102,00

2,55

99,25

0,45

99,79

0,45

96,30

0,45

102,05

0,15

106,20

0,10

109,70

0,10

119,02

0,10

137,70

0,30

140,00

0,30

103,10

0,43

4 000

38

103,10

0,30

104,00

0,30

105,00

0,50

101,20

0,02

14-2-86

DUT.

1 400

20

1 070

25

1 100

50

300

8

411

19

322

82

330

23

930

5

124

7

99,50

2

14-2-86

DUT.

1 400

20

1 070

25

1 100

50

300

8

411

19

322

82

330

23

930

5

124

7

99,50

2

L'euromarché

Plus sceptique que New-York

Survolé par un afflux de bonnes nouvelles économiques, telles, jeudi, la croissance moins forte que prévu du volume des ventes au détail en janvier, par l'absence d'enchères de la part du Trésor des États-Unis et par une légère détente des taux à court terme, le marché américain des capitaux a énormément progressé cette semaine. Dans son sillage, le marché international a également fait preuve de fermeté mais il n'a pas notablement monté. Tout au plus, les investisseurs et professionnels des États-Unis étaient plus persuadés que les leurs collègues européens que les taux d'intérêt américains allaient appelés à se détendre davantage au cours des prochains mois.

A cet égard, l'eurocepticisme s'est reflété jeudi dans le déclin de l'indice de confiance des consommateurs américain, qui a baissé de 0,1 point à 102,0. L'indice de confiance des consommateurs américain a baissé de 0,1 point à 102,0. L'indice de confiance des consommateurs américain a baissé de 0,1 point à 102,0.

(1) Dédoublement d'action.

LONDRES

De sonnet en vers

Les valeurs sont allées de

sonnet la semaine dernière

Exchange de Londres, de l'ind

cial Times des valeurs euro

franchi la barre des 1 200

de trois mois après avoir

des 1 100 points, pour

semaine à un niveau record

de 1 215,8 points. Depuis le

1986, cet indice a gagné

30 points. Le marché de

les analystes, stimulés par

forte demande anticipée

tion d'OPA, renforcée par la

perspective de la mise en

des OPA, le secteur s'est

des nouvelles de la com

de par l'Union Vieille et

Paton.

Indice : 1 215,8

1 215,8

1 215,8

1 215,8

1 215,8

1 215,8

1 215,8

1 215,8

1 215,8

1 215,8

1 215,8

1 215,8

1 215,8

1 215,8

1 215,8

1 215,8

1 215,8

1 215,8

1 215,8

1 215,8

1 215,8

1 215,8

1 215,8

1 215,8

1 215,8

1 215,8

1 215,8

1 215,8

1 215,8

1 215,8

1 215,8

1 215,8

1 215,8

1 215,8

1 215,8

1 215,8

1 215,8

L'optique d'une remontée des taux d'intérêt, qui s'est accentuée sur le marché des obligations à court terme, a permis à l'indice de confiance des consommateurs américain de progresser. L'indice de confiance des consommateurs américain a progressé de 0,1 point à 102,0.

L'événement de la semaine s'est produit dans le secteur du marché libellé en deutschemark. Cela n'a rien d'étonnant. Les investisseurs se précipitent actuellement sur les devises fortes qui ont fait l'objet d'un précédent en l'absence de l'Helvétique. La Deutsche Bank a été la première à annoncer un emprunt de 1,25 milliard de marks.

Une autorité nécessaire

L'annonce d'une émission internationale de capitaux tient en majeure partie à la capacité de recueillir en son sein les capitaux étrangers.

Le marché principal des euro-emissions est l'échéance, soit les règlements semestriels, soit les annuels des intérêts. Le produit de ces derniers est vraisemblablement plus de 70 milliards de dollars.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

Le mois de juillet prochain sera, avec la libération de près de 7 milliards de dollars, celui qui sera le plus bénéficiaire de la plus de la manne que recueilleront les européens.

6,25 %, il sera émis à un prix de 120 %. Mais à chaque euro d'obligation, il y aura 120 francs de prime, l'un permettant d'acquiescer une action ordinaire et l'autre six de la grande banque allemande à un prix de 740 deutschemarks le titre. Rapidement converti en vue de la conjonction d'une forte baisse et d'un déclin de la majesté l'élevage de tout soupçon. L'euro-obligation a été cotée par anticipation. Elle a trait, vendredi, à 130 %.

Thomson-Brandt International, la garantie de Thomson SA, le holding du groupe, a parachevé le marché des capitaux son placement international d'actions de Thomson-CSF. Pour le compte d'une émission de 120 millions de francs, la banque a porté un coupon annuel de 4,50 % sur un warrant qui permettra au

igement à la tête ence francophone

A. Mitterrand doit ouvrir solennellement, à la fin de l'année, le premier sommet francophone. Le thème de coopération à cette rencontre, se déroulant à son siège parisien, son nouveau secrétaire général, M. Okouma, un autre Gabonais, retrouvera, à Libreville, son portefeuille de ministre d'Etat.

Un poste en or

En décembre, le Dakar, à la internationale en ministre ongo a voulu, diplomatique, élection. Le nouveau arrivé préde grand seigneur un organe.

LES NOUVELLES CHARGES EN NOIR ET BLANC POUR QUELQUES MILLIONS DE TÉLÉSPECTATEURS

De nombreux téléspectateurs ont pu constater la mauvaise surprise que leur a réservée la chaîne en noir et blanc. Le nom même de la chaîne, qui n'est pas francophone, a été changé. Les nouvelles normes d'émissions pour tous les services de télévision ont été adoptées. Les nouvelles normes d'émissions pour tous les services de télévision ont été adoptées.

On ne doit pas se laisser aller à penser que le changement de chaîne est une simple question de couleur. Les nouvelles normes d'émissions pour tous les services de télévision ont été adoptées.

On ne doit pas se laisser aller à penser que le changement de chaîne est une simple question de couleur. Les nouvelles normes d'émissions pour tous les services de télévision ont été adoptées.

On ne doit pas se laisser aller à penser que le changement de chaîne est une simple question de couleur. Les nouvelles normes d'émissions pour tous les services de télévision ont été adoptées.

On ne doit pas se laisser aller à penser que le changement de chaîne est une simple question de couleur. Les nouvelles normes d'émissions pour tous les services de télévision ont été adoptées.

On ne doit pas se laisser aller à penser que le changement de chaîne est une simple question de couleur. Les nouvelles normes d'émissions pour tous les services de télévision ont été adoptées.

On ne doit pas se laisser aller à penser que le changement de chaîne est une simple question de couleur. Les nouvelles normes d'émissions pour tous les services de télévision ont été adoptées.

On ne doit pas se laisser aller à penser que le changement de chaîne est une simple question de couleur. Les nouvelles normes d'émissions pour tous les services de télévision ont été adoptées.

On ne doit pas se laisser aller à penser que le changement de chaîne est une simple question de couleur. Les nouvelles normes d'émissions pour tous les services de télévision ont été adoptées.

On ne doit pas se laisser aller à penser que le changement de chaîne est une simple question de couleur. Les nouvelles normes d'émissions pour tous les services de télévision ont été adoptées.

On ne doit pas se laisser aller à penser que le changement de chaîne est une simple question de couleur. Les nouvelles normes d'émissions pour tous les services de télévision ont été adoptées.

On ne doit pas se laisser aller à penser que le changement de chaîne est une simple question de couleur. Les nouvelles normes d'émissions pour tous les services de télévision ont été adoptées.

On ne doit pas se laisser aller à penser que le changement de chaîne est une simple question de couleur. Les nouvelles normes d'émissions pour tous les services de télévision ont été adoptées.

On ne doit pas se laisser aller à penser que le changement de chaîne est une simple question de couleur. Les nouvelles normes d'émissions pour tous les services de télévision ont été adoptées.

On ne doit pas se laisser aller à penser que le changement de chaîne est une simple question de couleur. Les nouvelles normes d'émissions pour tous les services de télévision ont été adoptées.

On ne doit pas se laisser aller à penser que le changement de chaîne est une simple question de couleur. Les nouvelles normes d'émissions pour tous les services de télévision ont été adoptées.

On ne doit pas se laisser aller à penser que le changement de chaîne est une simple question de couleur. Les nouvelles normes d'émissions pour tous les services de télévision ont été adoptées.

On ne doit pas se laisser aller à penser que le changement de chaîne est une simple question de couleur. Les nouvelles normes d'émissions pour tous les services de télévision ont été adoptées.



LES SONDAGES SONT PARMI NOUS

Plus personne ne se pose des questions sur leur légitimité ni sur l'aide qu'ils apportent au bon fonctionnement de la démocratie, même quand des erreurs de calcul, comme cela s'est récemment produit, jettent une ombre momentanée sur leur crédibilité.

Les sondages sont aujourd'hui parmi nous, vivent avec nous et nous imposent, jour après jour, le reflet de nos soucis, de

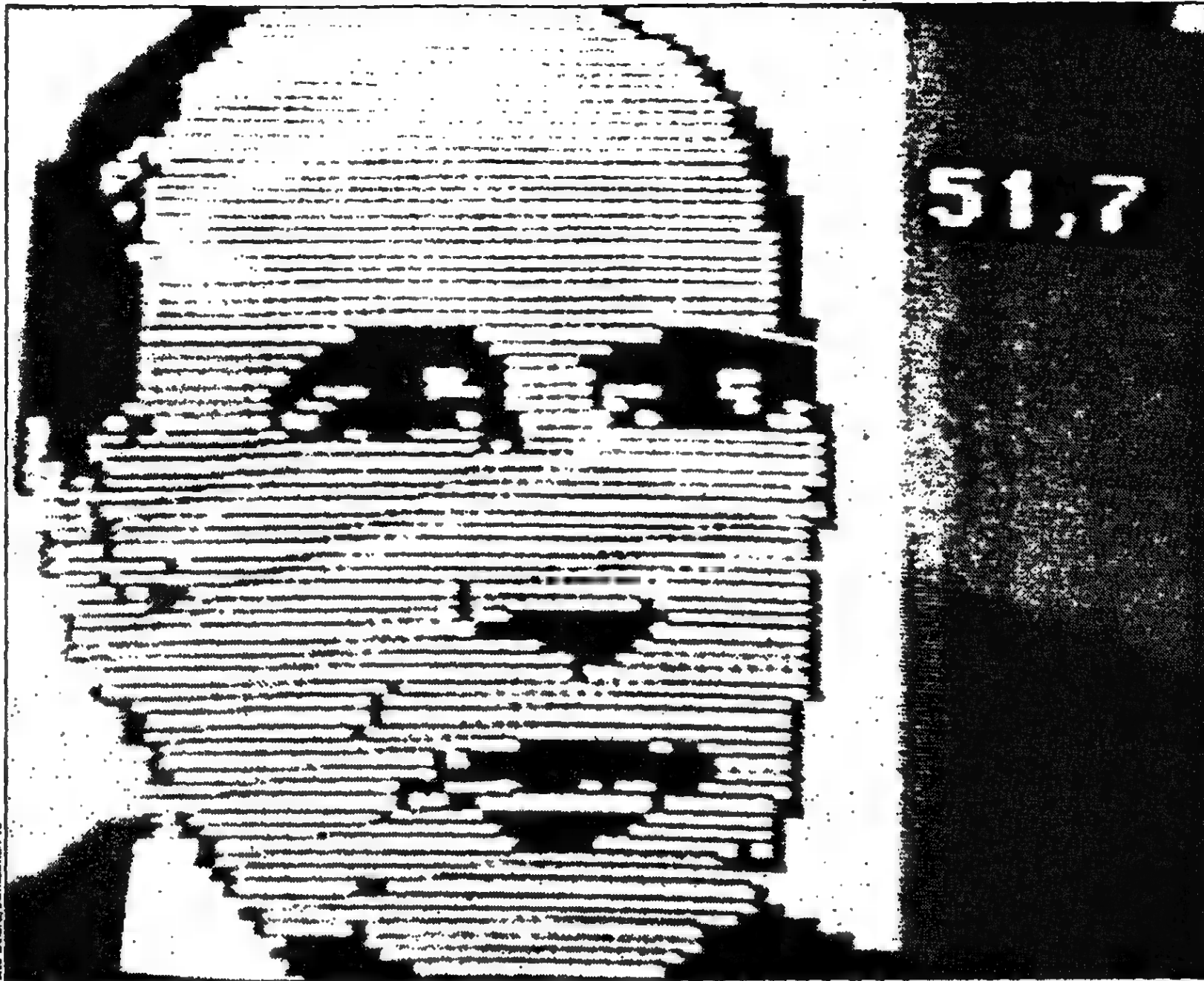
nos fantasmes, de nos craintes et de nos espoirs.

La confiance des élections est tout naturellement propice à leur déploiement. Sondés, sur-sondés, les Français sont ardemment priés de donner leur opinion sur tel ou tel parti politique, mode de gouvernement, ou choix de programme. Les têtes d'affiche du pouvoir et celles qui y prétendent sont prises sous le

matras et subissent un matrasage qui perturbe les caractères les mieux trempés.

Cote de confiance, cote de popularité... Les derniers chiffres (sur notre dessin, ceux du dernier baromètre SOFRES), affichés en février sur le flipper de la sensibilité populaire, seront-ils ceux qui les accompagneront jusqu'aux élections de mars ? Réponse au prochain sondage.

LES SONDAGES SONT PARMI NOUS



10 mai 1981,
20 heures et 1 seconde :
le visage
de François Mitterrand
apparaît à la télévision,
défini par ordinateur.
Pour intensifier le suspense,
on découvre d'abord le front
(« très glacé »)
du vainqueur,
puis les yeux et enfin
le bas du visage.
Grâce aux sondages,
François Mitterrand est « élu »
président de la République
une seconde
après la fermeture
des bureaux de vote,
avec une estimation
de 51,7 %
des suffrages exprimés.

LE "CINQUIÈME POUVOIR" ...

par André Laurens

Il serait téméraire d'affirmer, pour la beauté de la démonstration, que l'intrusion des sondages dans la politique française date de 1965, année de la première présidentielle au suffrage universel sous la V^e République. Ce n'est pas exact. Il n'empêche : c'est une enquête de l'IFOP qui, par l'intermédiaire de *France-Soir*, a annoncé la mise en ballottage du candidat réputé à l'abri de tous les assauts, le général de Gaulle lui-même.

Les moyens ordinaires de la prévision électorale, limités aux capacités d'observation et d'analyse du réseau des renseignements généraux, qui ne sont pourtant pas vaines, n'avaient pas fait preuve d'une telle clairvoyance ; au moins étaient-ils discrets, selon la tradition républicaine. Ainsi, la bonne information venait d'ailleurs et, de surcroît, elle était mise à la disposition du public. Comment pas y voir, au minimum, une consécration pour les décrypteurs de l'opinion ? Jusque-là, ils avaient eu beaucoup de mal à faire admettre l'intérêt de leurs travaux dans une politique qui se prêtait mal à leur intervention.

A partir des années 60, une double évolution allait leur aménager un meilleur terrain d'action avec, d'une part, les réformes institutionnelles de la V^e République et, d'autre part, la transformation de la communication. Ce qu'il est convenu d'appeler l'opinion s'est façonné sous l'effet d'une conjonction de facteurs politiques et culturels dont la concomitance n'était pas, au moment, clairement perçue. La personnalisation de la vie politique — favorisée par l'élection du chef de l'Etat au

suffrage universel, la primauté donnée à la fonction présidentielle et au rôle du premier ministre et la nécessité de leur opposer un *caractère* crédible — s'imposait parallèlement à l'émergence des grands médias de l'audiovisuel.

Le débat politique se simplifiait, au risque de s'appauvrir, pour se limiter à l'affrontement de chefs de file, issus de la majorité ou de l'opposition, sous l'implacable pression du fait majoritaire. L'opinion était sollicitée d'y participer plus directement qu'auparavant, comme actrice, lors de consultations ne laissant guère de place à la démocratie représentative, et comme témoin, puisque les tenants d'aboutissants de la confrontation lui étaient livrés à domicile, à travers une information uniforme et unifiante. Des modes de communication de masse : les images allant à la rencontre des électeurs, modes de communication de masse : les images allant à la rencontre des électeurs, modes de communication de masse : les images allant à la rencontre des électeurs...

Le *Figaro* et les « news magazines », le *Point* surtout, ne prirent le relais que lorsque la logique de l'élection présidentielle était dans les têtes et dans les moeurs, mais il y avait alors des résistances à vaincre.

Ils manifestaient principalement dans la classe politique et dans la presse spécialisée, l'une et l'autre déjà fort habituées dans leurs habitudes et leurs méthodes de travail par le déplacement du pouvoir et le mode de fonctionnement du régime. La connaissance et la formation de l'opinion étaient, dans des motivations différentes, leur domaine. Rejeter, ou tenir à distance, un moyen prétendument plus fiable, sinon parfait, de traduire l'état d'esprit et les états d'âme de leurs militants et de leurs électeurs, de leurs lecteurs et de leurs concitoyens en général, c'était, au-delà de la critique légitime et fondée des instruments de sondage, refuser une dépossession.

Les journalistes n'étaient pas, pourtant, les mieux armés dans la connaissance de l'opinion. En dehors des élections électorales et des crises dont les signes apparaissent publiquement (manifestations de rue, grèves, violences), sortis de leurs fréquentations habituelles, ils ne pouvaient guère fonder que sur d'autres intermédiaires, sur leur expérience psychologique et sur leur flair — le « pistomètre » — si l'on préfère — l'instrument de mesure — pour témoigner des sentiments dominants dans leur environnement. Ils n'ont pas, beaucoup, de responsables politiques ou sociaux, l'expérience du terrain et du contact permanent avec les fractions de l'opinion.

Au reste l'auraient-ils qu'elle se révélerait, désormais, insuffisante, car il est devenu difficile de déterminer les réactions de groupe.

Leur véritable fonction, celle dans laquelle ils ont indéniablement progressé, est d'utiliser la diversité des sources disponibles pour en tirer la synthèse informative la plus sûre. Les sondages en fournissent une qui n'est pas négligée. Faute de l'avoir exploitée à temps et pleinement, les politiques ont dû développer sur leur propre terrain, celui des médias, la coopération, des « politologues ».

Les gourous

A mi-chemin du journalisme, qui traite de l'actualité, et de la discipline universitaire, qui a une autre vocation, ils ont pris rang d'experts quotidiens en sociologie électorale. Ils ont, en direct, les soirées de scrutins, les résultats des consultations, ils lisent dans les sondages la balance des forces du corps social. Conseillers des entreprises spécialisées dans ces études, ils donnent des effets contrôlés auprès du public, qu'il s'agisse de mesurer l'impression produite par une émission de télévision de grande écoute, l'impact d'une affiche ou la pénétration d'un slogan.

A l'instar des politologues, par rapport aux journalistes, une nouvelle fonction s'est développée auprès des politiques : les conseillers de l'image, du *look* si l'on préfère, qui utilisent les techniques de la publicité, du marketing et de la communication. Chaque leader, on presque, a son gourou, dont les pouvoirs magiques sont censés refléter dans les sondages avant de s'affirmer dans les résultats électoraux.

Les gourous

Qu'on songe, enfin, aux angoisses du président de la République et de son premier ministre qui, actuellement, font l'objet de six à sept mens de passage par mois, alors que leurs prédécesseurs n'en subissaient que deux ! Aussi n'est-il pas nécessaire d'en rajouter. Entre le refus de ce qui est devenu une réalité de la vie politique et la fascination qu'elle peut susciter, il y a place pour une utilisation opportune de l'instrument et un *usage* critique de ses résultats, de ses méthodes et de ses motivations.

C'est, notamment, le rôle de la presse de s'interroger, non seulement sur la signification des sondages publiés, mais aussi sur la formulation des questions posées, le contenu des concepts évoqués comme des évidences — qui sont pas toujours évidentes — la continuité des comparaisons, suivant les conclusions qu'elles inspirent, l'identité des commanditaires, le degré d'indépendance politique et commerciale des organismes d'enquête.

« ET » POSSIBLE, EN BASQUE...

La lettre de « e » dans le basque est une lettre morte. Elle n'est utilisée que dans les mots étrangers, comme « café », « vin », « sucre ». Elle est donc considérée comme une lettre morte.

Le basque a un mode morphologique très complexe. Il est basé sur le verbe, qui est le cœur de la langue. Les mots sont formés en ajoutant des suffixes et des préfixes au verbe.

Le basque est une langue isolée, ce qui signifie qu'elle n'appartient à aucune famille linguistique connue. Elle est donc très différente des autres langues d'Europe.

Le basque est une langue très riche, avec une grande variété de mots et de expressions. Elle est également très ancienne, avec une longue histoire.

Le basque est une langue très importante pour les Basques, qui la considèrent comme leur langue maternelle. Elle est donc très chère à leur cœur.

ET EN PORTUGAIS

Le portugais est une langue romane, c'est-à-dire qu'elle appartient à la famille des langues latines. Elle est donc très proche du français et de l'espagnol.

Le portugais est une langue très riche, avec une grande variété de mots et de expressions. Elle est également très ancienne, avec une longue histoire.

Le portugais est une langue très importante pour les Portugais, qui la considèrent comme leur langue maternelle. Elle est donc très chère à leur cœur.

Le portugais est une langue très complexe, avec une grammaire très riche et une syntaxe très élaborée. Elle est donc très difficile à apprendre pour les étrangers.

Le portugais est une langue très belle, avec une prononciation très douce et une écriture très élégante. Elle est donc très appréciée par les amoureux de la langue.

par Bruno Frappat

Le langage est un miroir de la société. Il reflète les valeurs, les croyances, les habitudes d'une culture. C'est pourquoi il est si important de comprendre le langage, de le décrypter, de le comprendre.

Le langage est un outil de communication, un moyen de se faire entendre, de se faire comprendre. C'est pourquoi il est si important de maîtriser le langage, de le utiliser avec précision, de le utiliser avec efficacité.

Le langage est un art, un métier, une science. C'est pourquoi il est si important d'apprendre le langage, de le apprendre avec rigueur, de le apprendre avec passion.

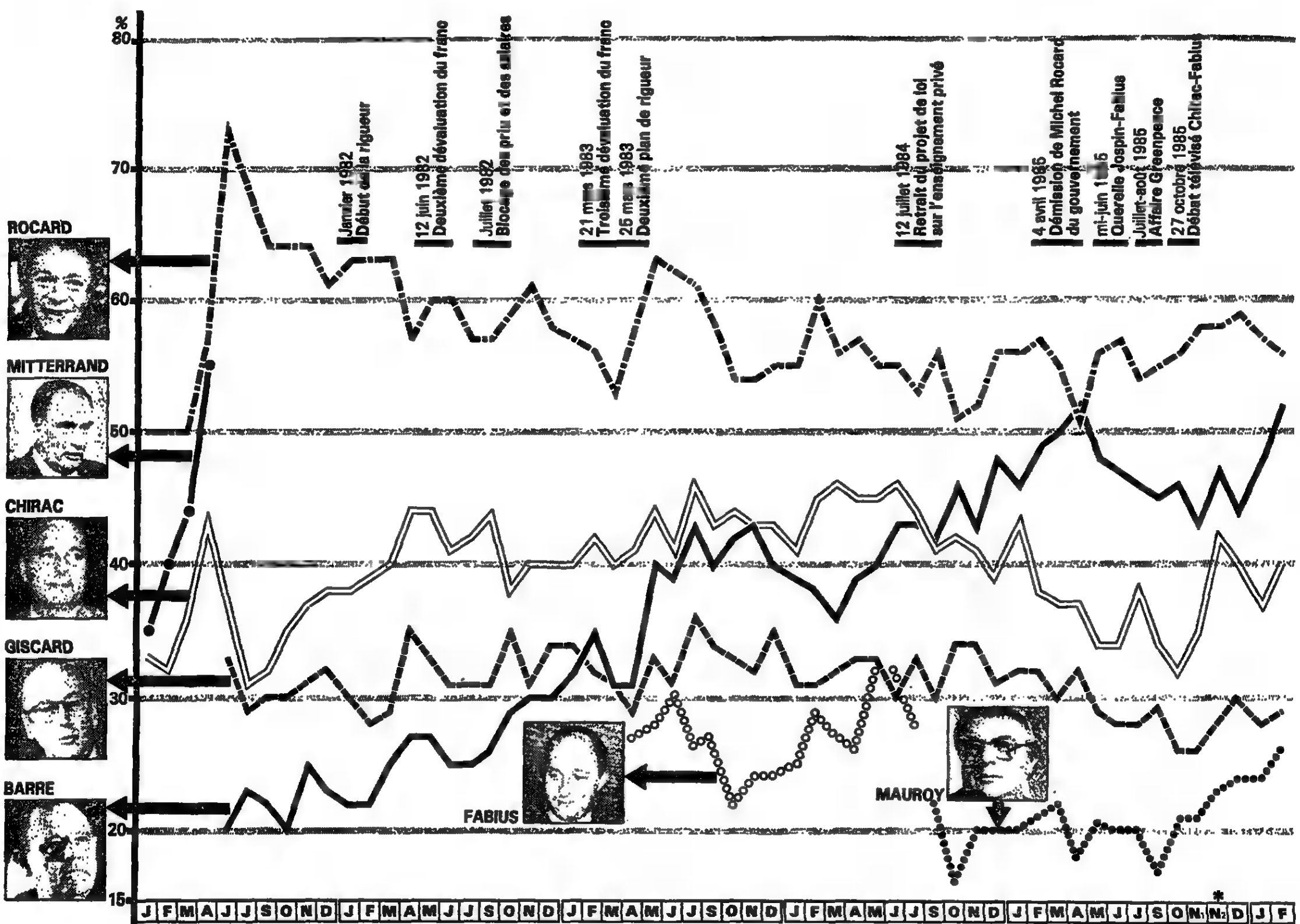
Le langage est un trésor, un patrimoine, un héritage. C'est pourquoi il est si important de le protéger, de le préserver, de le transmettre à la postérité.

Le langage est une force, une puissance, une énergie. C'est pourquoi il est si important de le cultiver, de le développer, de le utiliser à bon escient.

SONDAGES

«POPULARITÉ» EN COURBES

La popularité d'une personnalité politique se mesure par le taux de réponses positives à la question suivante : « Voulez-vous me dire si vous souhaitez lui voir jouer un rôle important au cours des mois ou des années à venir ? » Source : baromètre mensuel SOFRES-Figaro-Magazine recueilli auprès d'un échantillon de 1 000 personnes représentatif de la population en âge de voter.



* La première enquête de novembre a été effectuée avant le débat Chirac-Fabius. La seconde enquête a été effectuée du 30 octobre au 4 novembre, donc postérieurement au débat. La SOFRES n'a pas réalisé de baromètre en mai 1981 et n'en réalise jamais en août.

ENQUÊTEUR LE DUR MÉTIER

« **B**ONJOUR, c'est pour un sondage, vous cinq minutes ? » Muni d'un questionnaire sous le bras et d'un sourire incertain, il se présente à la porte de chez vous. Par grappes de cinq ou six dans la rue, ils s'accrochent et ne vous lâchent plus, viennent sonner à votre porte au moment où vous vous attendez le moins, dérangent par téléphone, enfin, bref, s'introduisent dans votre vie privée comme des intrus. Opiniâtres et laconiques, ils posent des questions sur tout mais ne répondent jamais aux vôtres, et vous vous demandez à quel point ils sont payés ? »

Lancés à votre poursuite par certaines, en pleine saison électorale, attention, demain ce sera peut-être votre tour ! Emmanuel a tous les atouts pour réussir dans ce métier : jolies, vives, raffinées, câlées, elle sait avoir un bon contact, dit-elle, parce que, dans la vie, ça sert toujours. Qualités auxquelles elle ajoute être « dynamique et entreprenante ». Elle a son image, cheveux courts, vêtements et accessoires assortis : « C'est la présentation de base de ce métier. »

Emmanuel est payée au questionnaire rempli, depuis deux ans et demi, elle a une « boîte »,

pour elle c'est le provisoire est devenu du définitif. Après un BTS de pub et quelques petites enquêtes effectuées en province pour gagner un peu d'argent, Emmanuel est « montée » à Paris pour chercher du boulot dans ce métier. Métier classique. À Paris, elle n'arrive pas à se trouver un logement, « en attendant », elle commence à faire des enquêtes de marketing, d'abord dans la rue, puis au porte à porte, puis par téléphone, et maintenant sur rendez-vous. « Au début, je trouvais ça difficile. Il faut être hyper-disponible, le week-end et le dimanche, pour gagner correctement sa vie, sinon on abandonne. Autour de moi, personne ne comprendrait pourquoi je faisais ça boulot. Mes parents, mes amis me répétaient sans cesse : enquêteur, c'est pas un métier... »

Mais Emmanuel a tenu bon. Sérieuse et résignée, elle sera chef d'équipe d'ici peu. Son rôle consistera à encadrer une dizaine d'enquêteurs « sur le terrain », mais elle tient à rester végétale, même si son salaire ne dépasse pas, en moyenne, 5 000 à 6 000 francs par mois (à raison de cinq à dix heures de travail par jour), compte tenu des périodes creuses dans l'année pendant lesquelles elle n'a pas de travail. « Finalement, ça a ses bons côtés. On est libre, on part quand on veut (...). Et puis ça n'est pas tellement fatigant que je le voulais faire... » Dans l'ensemble, elle juge son travail plutôt satisfaisant et les résultats fiables, bien qu'elle ait souvent remarqué que les journaux ne donnaient jamais les résultats dans leur intégralité. « Il faudrait pouvoir tout publier pour être tout à fait honnête », précise-t-elle. Mais là, le client est roi...

Les enquêtes, salariées sous contrat à plein temps à « 6 500-7 000 francs » par mois, Nicole, licenciée en philo mais de province, travaille dans le bureau de la rue de la Harpe, à Paris. Nicole ne manque pas de travail et aime même à se surcharger d'enquêtes pour arriver à terminer les fins de mois. L'astuce, pourtant, « Au bout d'un certain temps, il n'y a plus de surprises, on n'a plus rien à apprendre (...). Il n'y a pas d'illusions à se faire : on démarre enquêteur et on finit enquêteur, sans autre perspective ni promotion... » Heureusement, ce qui l'amuse encore dans ce métier, c'est de pouvoir deviner l'avance de la semaine, de voir qu'en « photographiant » mentalement les signes extérieurs de comportement psychosociologique. Une poignée de porte un peu lustrée, et il s'agit presque toujours d'un mariage, d'un anniversaire, d'un « révélateur des origines », la présence d'animaux domestiques, « ce métier des chiens qui aboient, mais les chats sont plutôt bon signe », « la plupart sympas ». Au premier coup d'œil, elle sait reconnaître une « CSP », — jargon qui désigne la catégorie socioprofessionnelle à la façon de parler ou au décor. « Des trucs qu'on apprend vite, dit-elle, et qui évitent, souvent, de se tromper avant de frapper à une porte. »

Un peu détective, un peu psychologue et surtout un débrouillard.

L'enquêteur reste mal compris ou ignoré du public : tantôt confondu avec le travail de la « police », du « fisc » ou des renseignements généraux, tantôt « assistant social » ou « tuteur » entre les pouvoirs publics et l'interrogé, qui croit qu'on va pouvoir faire quelque chose pour eux » et insiste sur « vous leur direz que », quand il n'est pas pris pour un quêtisseur ou un démarcheur, voire un agresseur potentiel.

« Tout cela, lié au sentiment d'insécurité ambiante, surtout chez les personnes seules, ne nous facilite pas la tâche », explique Eric. Bien souvent, la carte d'enquêteur ne suffit pas à convaincre, et le nombre de refus va en s'accroissant. « Nous ne sommes pas assez soutenus par l'employeur. » Revendication somme toute légitime quand on connaît les aléas inhérents à ce métier : contraintes horaires « parce que les enquêtes doivent être réalisées en temps et en heure sinon elles ne sont pas payées » ; contraintes des quotas (sexe, âge, profession) à respecter — « en fin d'étude, il faut trouver le mouton à cinq pattes » ; risques financiers (et quelquefois physiques) supportés par le seul enquêteur, « qui dépend entièrement de sa rapidité et du bon vouloir de la personne interrogée » ; précarité de l'emploi — « pas de travail, pas d'argent », — congés exceptionnels (mariages, naissances, décès) non rémunérés.

« Le sens civique d'Eric est joliment écorché, mais il faudrait qu'il comprenne [les hommes politiques, si fringants de sondages], que s'ils ont besoin de nous, nous avons aussi besoin d'eux. »

EVELYNE PUJOL

POUR OU CONTRE LES ACCORDS DE MUNICH

Les sondages d'opinion, Hélène Meynaud et Georges H. Gallup décrivent l'arrivée en France de ces nouvelles techniques d'enquêtes qui avaient pris naissance aux États-Unis. (...) Jean Stœtzl, qui a introduit les enquêtes d'opinion en France, décrit la fascination qui lui inspire sa première expérience : « George H. Gallup en 1939 à l'université Columbia. Revue en France, il m'a fait connaître les journaux à cette technique dont il propose, en 1939, la dénomination française de « sondage », afin d'insister sur son aspect de prélèvement d'information sur de petits échantillons de la population. (...) L'IFOP (Institut Français d'Opinion Publique) Les premiers sondages qu'il réalise portent sur des sujets très divers : « Fumez-vous ? Que pensez-vous de la dénatalité ? Convient-il de prolonger les fonctions des députés ? » Mais très vite les questions politiques surgissent, suscitées par les événements, par exemple à l'occasion du départ de Mitterrand. (...) Les premiers sondages d'opinion ont été réalisés par la Chambre des députés à la signature des accords de Mu-

nich. Les voix sont 75 (soit 87,5 % de « oui », 11 % de « non », 0,5 % d'abstentions). (...) ces nouvelles techniques d'opinion qui pose la question : « Approuvez-vous les accords de Munich ? » obtient une majorité beaucoup plus faible de « oui » (57 %), 37 % de « non » et 6 % d'abstentions. Un décalage est ainsi mis en évidence entre le vote des parlementaires et ce qui est supposé être l'opinion de la population. Le sondage est également utilisé pour tenter d'apprécier des attitudes plus vagues, comme l'estimation de la possibilité d'un événement. (...) par C. Peyrefitte) indiquant en juillet 1939 que les Français ne croient pas que nous aurons la guerre en 1939, résultat qui au moment-là pose un problème d'interprétation, caractéristique des sondages d'opinion : a-t-on affaire à l'expression d'un souhait implicite (les gens ne souhaitent pas la guerre et le disent sous cette forme) ? A-t-on affaire à un pronostic ou bien à un refus, éventuellement contradictoire avec la désapprobation des accords de Munich (...) ?

● Sondages d'opinion, par Hélène Meynaud et Denis Duclos. Ed. La Découverte. coll. « Repères », 127 p.

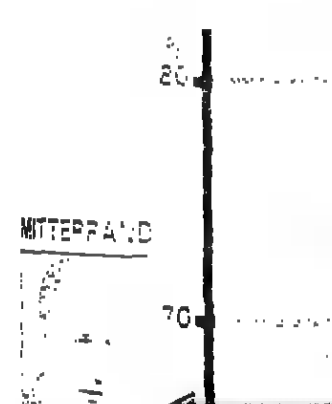
QUOTAS, PA

C'est un peu le principe de la méthode de sondage par quotas. On photographie la société française à l'échelle de la population. Ils doivent être représentatifs, extrêmement précis, et ils découlent de la répartition de la population.

Le procédé par quotas est très cher, car il faut que les répondants soient représentatifs de la population. On a donc des correspondants dans toutes les régions de France. Il faut aussi que les répondants soient représentatifs de la population. On a donc des correspondants dans toutes les régions de France. Il faut aussi que les répondants soient représentatifs de la population. On a donc des correspondants dans toutes les régions de France.

Les enquêtes par quotas sont très précieuses pour les médias. Elles permettent de connaître l'opinion de la population sur des sujets très divers. Elles sont donc très utiles pour les médias. Elles sont donc très utiles pour les médias. Elles sont donc très utiles pour les médias.

QUESTIONS



* La première enquête

SONDAGES

QUOTAS, PANELS ET CORRECTIFS

popularité d'une personnalité politique se mesure aux réponses positives à la question suivante : aimez-vous me dire si vous souhaitez lui voir le visage ?

COMMENT les instituts de sondage réussissent-ils à obtenir des photographies ~~correctes de la société française~~ à partir de simples « échantillons représentatifs » ? Ils appliquent ~~des méthodes extrêmement~~ rigoureuses, qui découlent du calcul ~~des~~ probabilités.

En effet, si l'on procède par tirage au sort, on obtient des résultats probabilistes. Il s'avère que les résultats obtenus auprès des personnes ainsi désignées correspondent à ceux que l'on aurait récoltés auprès de l'ensemble de la population concernée. Il suffit, alors, de déterminer la taille de l'échantillon non pas par rapport à la population totale, mais en fonction de la marge d'erreur souhaitée, acceptable par les enquêteurs.

A partir d'un certain seuil, la diminution de marge d'erreur, qui est obtenue de cette façon, devient de moins en moins rapportée à l'augmentation du nombre de personnes sondées et au coût qu'elle entraîne. Pour un échantillon de 1 000 personnes, par exemple, la marge d'erreur est au maximum de 3 % lorsque les résultats du sondage sont : - 50 / oui, 50 / non » (la marge d'erreur n'est pas à diminuer lorsque le résultat est plus tranché). Cette marge tombe à 2 % pour une

quête portant sur 2500 **1 % pour 10000**

Si la technique du tirage au sort est, en théorie, idéale, elle n'est, en pratique, irréalisable. Il n'existe pas de véritable fichier regroupant l'ensemble de la population française, et, quand bien même il y en aurait un, il ne serait pas suffisamment souvent mis à jour pour être exploitable. En outre, le sondage par l'opération d'un automate. C'est pourquoi les organismes de sondage utilisent la méthode dite des « quotas », qui consiste à répartir les Français en fonction de leur sexe, de leur âge, de leur profession, de leur localisation géographique, etc. Un réseau d'enquêteurs, couvrant l'intégralité du territoire national — la SOFRES, par exemple, il en est composé d'une centaine de membres, — est ensuite chargé de recruter les réponses aux questionnaires auprès d'un petit nombre de personnes, correspondant aux différents profils déterminés par les quotas.

Les personnes interrogées ne sont jamais les mêmes d'une étude à l'autre, sauf dans le cas des « panels », où l'on suit l'évolution du comportement d'un échantillon précis sur une certaine durée. Ainsi, dans le cadre de l'« Observatoire de l'heure de vérité » sur le thème 2, le SOFRES a spé-

cialement équipé de Minitel un échantillon représentatif de 1 000 personnes, dont 250 répondent instantanément aux questions posées au cours de l'émission. De la même façon, l'Institut Médiamétrie a branché sur les téléphones d'un panel de près de 600 foyers un appareil destiné à mesurer l'efficacité des chaînes de télévision.

Les formations et la conduite des enquêteurs sont essentielles pour assurer la qualité des réponses et la représentativité de l'Institut. Un autre critère permettant aux organisations de sondage d'asseoir leur crédit tient à la bonne qualité des questionnaires soumis aux personnes sondées. Il n'existe pas de critère objectif pour évaluer un sondage, et la rédaction d'un questionnaire, opération délicate, nécessite l'application de quelques principes de base.

Il faut, d'abord, définir avec précision ce que l'on mesure, qu'il s'agisse de caractéristiques (telles que l'âge, la profession, etc.), d'opinions (« Je pense que... »), d'attitudes (les non répondre émis, les lieux de cette effective- ment fréquentés, par exemple) ou de simples intentions de comportement. Ce dernier type d'enquête a tendance à « déresponsabiliser » les sondés, qui peuvent répondre n'importe quoi.

Il faut présenter à l'ensemble des personnes interrogées des questions formulées de manière identique. Comme les personnes ont des degrés de culture et de maturité différents, les instituteurs doivent poser des questions simples et, souvent, en plusieurs parties. Certaines enquêtes sont faites « sans directives » et laissent aux personnes la possibilité de répondre sans avoir recours à un cadre fixe. A l'avance, selon ce type d'enquête, oblige les instituteurs à clarifier et à analyser les réponses. C'est pourquoi les organismes préfèrent, en matière politique notamment, que ce soit la personne interrogée qui détermine elle-même, en fonction des circonstances, son positionnement.

Enfin, les réactions aux questionnaires étaient liées à la pression de leurs clients, ce qui n'est pas le moindre des écueils. Ces derniers étaient généralement compétents en la matière, et les tentatives de leur faire accepter leurs propositions à ce stade formulaient beaucoup plus brutales. Une rédaction lourde et, surtout, maladroite introduit un « biais » dans le sondage. Par exemple, dans le sondage IEC-Marketing Dimanche, publié le 2 février au sujet d'un projet de flexibilité du temps de travail (1), à la question : « Dites-moi si cela serait très grave ou très pour vous »

foyer et les chefs d'entreprise dé-
clarent seuls des rémunérations
contre l'avis de la majorité des
membres et de leurs syndicats ? ». 50 % des personnes interrogées
ont répondu « oui », et l'on ne peut
que s'émerveiller devant les 1 %
de salariés qui déclarent que cela
n'aurait pas « grande impor-
tance » !

Plus récemment, le **SOFRES** sondait les Français pour le compte de la **RTL** sur leurs préférences en matière de télévision privée en utilisant une formulation qui ne manquait pas de sel. « Pour cette nouvelle chaîne de télévision privée, il y a deux candidats. Le premier, regroupé par deux industriels français et le patron de l'un des principaux groupes de télévision privées italiennes, se présente sous le nom de **RTL Europe 1**. **RTL** télévision et la presse française. A notre avis, lequel de ces deux groupes est le plus capable de mettre au point les programmes que vous souhaitez ? Et lequel de ces deux groupes est le plus capable de veiller au pluralisme de l'information ? » Réponses : 73 % un bénéfice de **RTL** (contre 9 %) à la question sur la qualité des programmes ; 64 % pour **RTL** (contre 7 %) à la question sur le pluralisme de l'information. **COFD.**

Une fois les réponses récoltées, il reste qu'un sondage en peut être

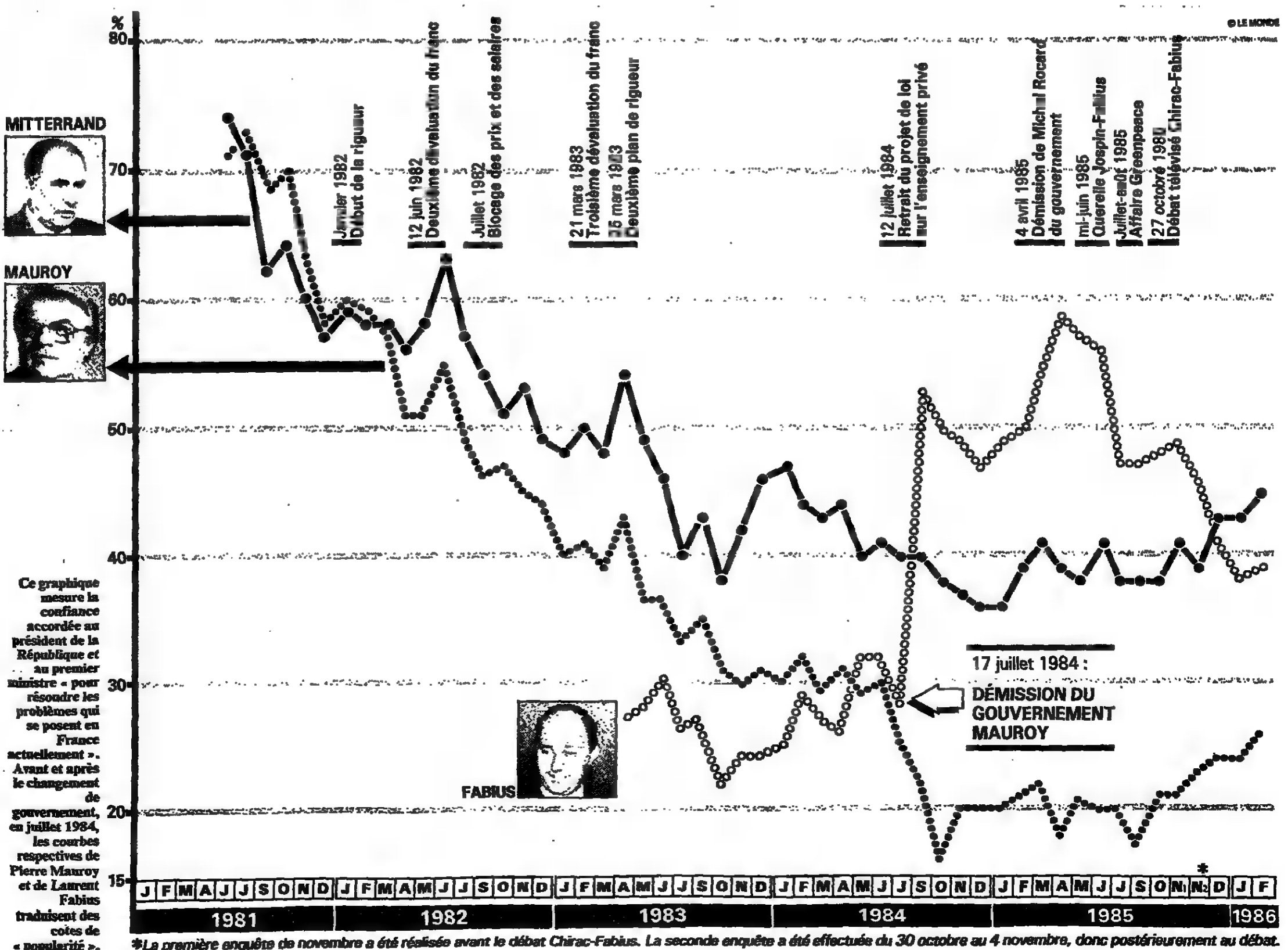
Le contexte social dans lequel il a été effectué, qui pose le problème de la comparaison de sondages dans des conditions différentes. De plus, les questionnaires visent en général à déceler les attitudes de la population face à des problèmes « chauds » — tels que les tabous, les contraintes sociales, les extrémistes, les abstentions, — sujets susceptibles de susciter certaine réserve de la part des personnes interrogées et de faire l'objet de sous-estimations.

Ces rumeurs amènent les instituteurs de sondage à procéder à des « correctifs » sur les résultats bruts. Ces derniers ont le fruit de techniques propres à chaque institut, mais aucune n'est l'abri des dérapages, comme cela s'est notamment produit avec la surestimation du vote qu'allait obtenir le Parti communiste à la présidentielle de celui du Front national aux élections européennes de 1984. Plus récemment, l'IJOP a dû rectifier, lui aussi, sans la permission de la Commission, les chiffres de son dernier sondage. Les résultats d'une enquête commandée par le Point et RTL, en précisant que « les données sont arrondies conformément au scrutin européen de 1984 qui ne fut introduites dans la procédure de redressement d'échantillons ».

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE.

(1) Huit cents interviews
phone du 21 au 24 janvier 1964

QUESTIONS DE « CONFIANCE »



1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 277: 1039-1043.

CONTRE ORDS DE MURCH

■ **Son-**
inion, Hie-
 d et Denis
 ■ l'armée
 nouvelles
 sances qui
 lées aux
 ■ qui a in-
 t opinion
 ascination
 ■ **Gailup**
 ■ la Colum-
 bie, le es-
 rnaux ■
 ■ fran-
 afin d'in-
 pré-ve-
 de petits
 ■ le fonde
 français
 ■ pré-
 sence
 divers :
 ■ pensé-
 zali ?
 ■ ger les
 ■ Mais
 ■ triques
 ■ par
 ■ nché ■
 ■ de Mu-
 ch ■
 ■ d'op-
 sations
 ■ primes
 s : la
 ■ prouve
 de la Mu-

nich par 535 voix contre 71
 (soit 87,5 % de « Oui » 12 %
 ■ « non », 0,5 % d'absten-
 tions), alors que le sondage
 d'opinion qui pose la question
 « Approuvez-vous les accords
 de Munich ? » constat une
 majorité beaucoup plus faible de
 37 % de « non »
 ■ d'abstentions. Un avertis-
 sement ■ ainsi mis en évidence
 ■ le vote des parlementaires
 ■ ce qui est supposé être l'opini-
 on de la population. L'opini-
 on de l'Assemblée est cependant
 dite également vulgaire pour
 tenter d'appréhender les attitudes
 plus vagues, comme l'estime-
 ment de la responsabilité d'un événe-
 ment. Ainsi de l'étude légé-
 raire citée par C. Peyrefitte
 indiquant ■ juillet 1939 que
 45 % ■ Français ne croient
 pas ■ que nous aurons la guerre
 en 1939 », résultat qui, à ce
 moment-là, posait un problème
 d'interprétation, l'opinion
 ■ sondages d'opinion : a-t-on
 affaire à l'expression d'un sou-
 hait implicite des gens ■ sou-
 haient pas la guerre et le disent
 ■ (ou forme) ? A-t-on af-
 faire à un pronostic ou bien à un
 refus, éventuellement con-
 ditionnel ■ de désapprobation
 des accords de Munich (...) ?
 ■ Les Sondages d'opinion,
 par Hélène Meynaud et
 Denis Duclos. Ed. La Doucu-
 pte, coll. ■ Repères ■.
 127 p.

SOCIÉTÉ

BARREAUX MOINS ÉPAIS

par Bernard Lefort

Un syndicat de prisonniers ? Pour inattendue qu'elle soit, l'idée n'en fait pas moins son chemin. La France, après de nombreux autres pays, saura-t-elle, voudra-t-elle, accepter des réformes qui aideraient les détenus à mieux se responsabiliser ?

La prison, c'est les barreaux. Et depuis quinze ans et plus la prison française régulièrement le visage de la répression pénale, c'est plus souvent le bruit des révoltes que dans le silence des réformes. La création d'une association (loi 1901) sous la dénomination « Association syndicale des prisonniers de France » (ASPF), en avril 1983, a presque passé inaperçue. Elle a été créée peu de temps avant le dernier printemps chaud des prisons françaises, où plusieurs détenus ont trouvé la mort.

Un syndicat de détenus ? L'idée n'est pas neuve. En France, dans l'après-68, la création du CAP, le Comité d'action des prisonniers, a vu bousculer l'institution pénitentiaire ; il avançait déjà le projet syndical.

En 1972, le CAP a développé son action « afin de révéler les contradictions, les abus et les carences des systèmes judiciaire, pénitentiaire et social (...), et tout mettre en œuvre pour permettre aux détenus et ex-détenus de développer certaines pratiques judiciaires et pénitentiaires qui font d'eux des récidivistes et des parias... ».

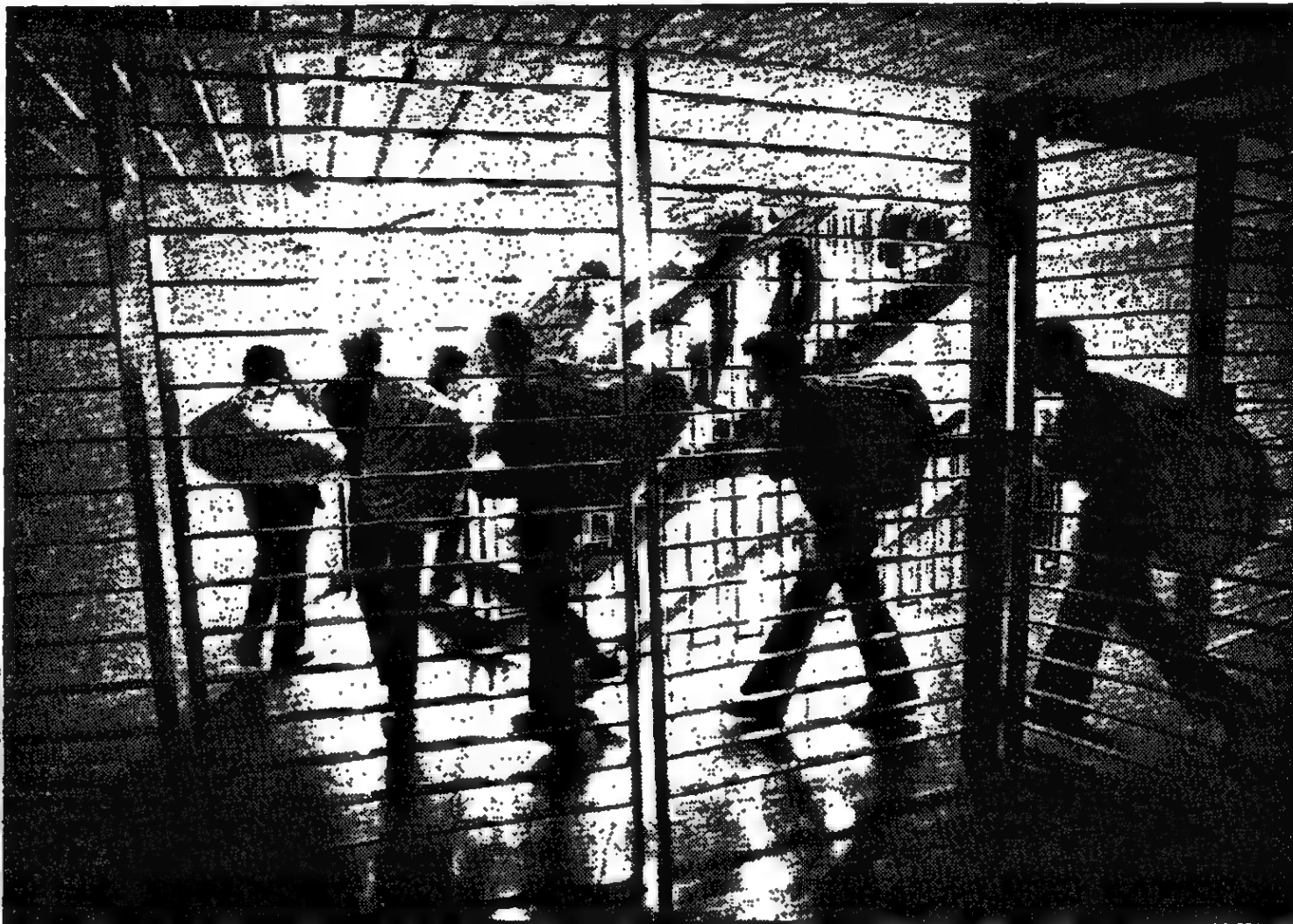
Parmi les « points d'urgence » alors énoncés par le CAP, l'un est satisfait : la peine de mort

ainsi que les lettres. « La meilleure nouvelle que j'entends venir du monde », écrit un prisonnier de la Santé, « sont les revendications : suppression du statut judiciaire, suppression de la possibilité de réintégration », « possibilité de garder ses droits civiques », dont l'absence est « une marque de la citoyenneté », « suppression de la castration sexuelle ». Et la révolte : « Lutter en prison, c'est vivre. Pour être considéré, il faut être respecté. Nous sommes perdus dans un complexe de culpabilité face à la société. »

Dans les mains du caïdat

L'impact des détenus est évident. Même s'il n'est pas majoritaire. Il faut compter avec la passivité apprise. Comme l'écrit un prisonnier sympathisant : « Ici, les détenus sont conditionnés : boulot, cellule, sport, extérieur, télé, dormir, on recommence... ».

Mis à part la passivité, il y a les difficultés d'un syndicat dont les membres sont, au regard des règles pénitentiaires, « empêchés » de participer au rythme d'une organisation « comme la nôtre ». L'absence de techniques et administratives.



Flourey-Mérogis (près de 10 % de la population carcérale) vit à l'heure de la surpopulation : quatre mille quatre cents places disponibles pour quatre mille neuf cents détenus début 1985.

réformisme n'est pas la pire des choses. Décloisonner la prison, c'est évident. Pour cela, le ministère a poursuivi la création dans les prisons d'associations culturelles et sportives. La modification récente de leur statut permet une meilleure participation des détenus à leurs activités. Une souplesse du fonctionnement existe. Les détenus jouent le jeu. Pourquoi ne pas profiter d'une structure rénovée ?

En outre, de l'ASPF, une commission a été formée, sous le nom de « président, Etienne Bloch, ancien magistrat et membre fondateur du Syndicat de la magistrature. Elle s'est chargée pour tâche une réflexion sur le rôle d'association en général, et particulièrement en prison.

« Ce syndicat, explique Etienne Bloch, est un moyen pour donner une place au lieu de représentation et donc de responsabilisation des détenus. Il doit devenir le véritable interlocuteur pour l'administration pénitentiaire, à la différence des associations culturelles, qui ont tout à fait à occuper les loisirs des prisonniers. L'ASPF doit fonctionner pour permettre à ceux-ci de connaître leurs droits, de les faire appliquer face à la machine judiciaire, pénitentiaire et policière. Après tout, le plus qualifié pour apprécier son propre sort, n'est-ce pas le détenu lui-même ? »

« Je m'oppose par ailleurs au pouvoir de l'administration pénitentiaire et à l'un des pouvoirs les moins légitimes qui soit : celui qui garde un pouvoir sur celui qui est gardé... C'est l'un des pouvoirs les plus considérables qu'un individu ait sur un autre individu. J'ajoute que le ministère justifie la censure du courrier par l'ASPF en dénonçant la part de censure derrière un prétendu « démarchage des détenus ». Comme il l'on n'admettait pas, finalement, que le détenu puisse en créer un « club » en prison. »

A Fleury-Mérogis, lieu officiel de création de l'ASPF, la prison pénitentiaire la plus importante de France (près de 10 % de la population carcérale), certains étages portent encore la trace des événements du mai 1978. Aujourd'hui, les choses ont changé, en apparence, c'est l'accalmie. Mais Fleury,

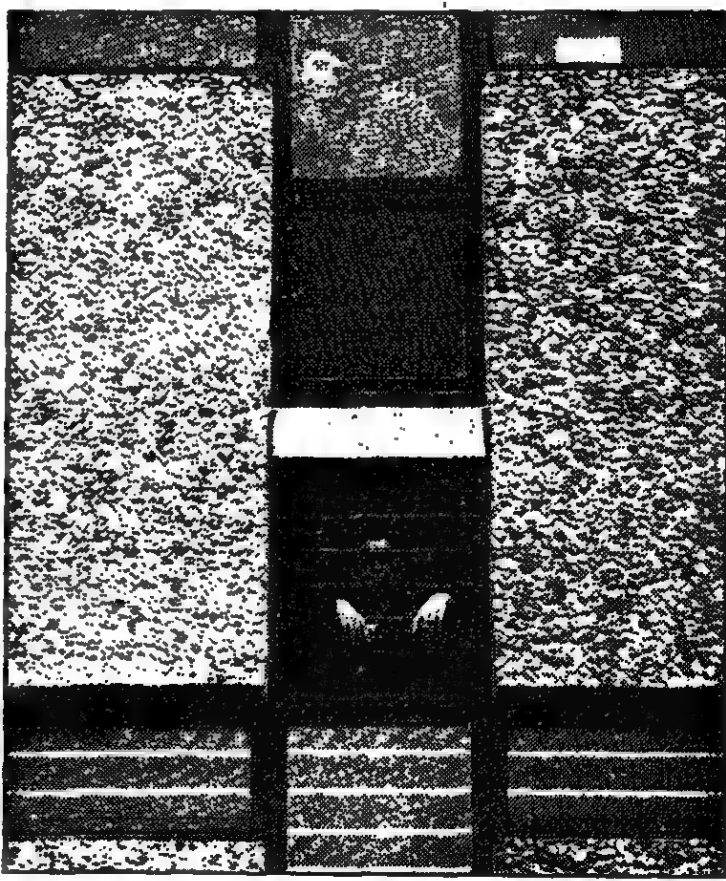
comme les autres établissements français, vit à l'heure de la surpopulation : quatre mille quatre cents places disponibles pour quatre mille neuf cents détenus début 1985.

« C'est évidemment le problème majeur », dit Dominique Fétrot, le directeur du centre... Et construire de nouvelles prisons n'est pas l'unique remède ; lorsque l'on a ouvert Fleury, on devait former la Santé. Il faut agir en amont, avant l'incarcération. Cependant, si la surpopulation a joué un rôle en mai dernier, on ne peut nier que les conditions de vie des détenus aient évolué depuis vingt-cinq ans. Il est de moins en moins vrai que le détenu est totalement dépendant. Heureusement, on ne peut plus dissimuler l'arbitraire. Tout se sait. La forme d'autorité a changé. Un surveillant peut et doit justifier ses décisions face aux détenus. Je crois à ce dialogue plutôt qu'à l'intervention d'un syndicat. Il faut faire entrer de l'air dans les prisons : il faut développer la participation des détenus au sein des associations culturelles, tout en leur faisant un cadre institutionnel. Comme on l'a dit, « la prison n'est un univers de » « contrainte nécessaire. »

Un « droit de plainte »

Malgré les réformes entreprises, entrecoupées de blocages et de sursauts répressifs, la mise en place de réels droits des détenus n'est pas le jeu. A la différence d'expériences étrangères, dont la France s'inspire peu au jour d'aujourd'hui.

En Suède, fin 1970, une grève de la faim de deux mille cinq cents détenus a provoqué la création de deux associations. Le BRUM (Association pour l'humanisation du milieu carcéral), proche dans sa structure du CAP français, regroupe des bénévoles à l'extérieur des prisons et se charge de promouvoir le droit des détenus. La FFCO (Union centrale des prisonniers), créée en 1977, bénéficie de subventions de l'Etat et des communes. Son influence sur les décisions gouvernementales concernant la prison en « milieu ouvert » lui a valu un hommage appuyé d'Olof Palme.



Aux Pays-Bas, où le droit d'association des détenus est un « droit de plainte » leur est octroyé auprès de commissions semblables aux commissions de surveillance françaises (où le maire vient du faubourg entré), mais dont la composition est plus ouverte et les prérogatives plus étendues.

Au Québec, où une charte des détenus a vu le jour, la loi prévoit que les cellules ne peuvent être occupées que par une seule personne. Certains détenus ont pu faire les tribunaux pour faire respecter cette clause. Une démarcation d'autant plus facile que la loi québécoise autorise les prisonniers en liberté, même les délais normaux, en cas de surpopulation pénitentiaire.

En RFA, il y a peu, une association de détenus semblable à l'ASPF a vu le jour...

A la lumière de ces diverses expériences (dont les résultats sont parfois contrastés), on peut s'étonner que la France ne soit pas plus audacieuse dans son approche de la question pénitentiaire.

« Le plus difficile, avance Gérard Boulanger, l'actuel président du Syndicat des avocats de France, c'est que la prison fait partie de l'imaginaire collectif. On ne peut imaginer une réelle alternative à la prison. Et l'introduction de la télévision ne suffira pas à modifier les conditions de vie dans les prisons. Il faut travailler à une nouvelle redéfinition du pénal, de la punition, avec l'idéologie sécuritaire l'ait définitivement emporté. La France se repose un peu trop sur des lauriers acquis au titre des succès de l'homme. »

Réforme, révolution dans l'institution pénitentiaire ? C'est pressenti : une trop simple formulation. La passion sur ce thème l'emporte souvent sur les faits. « Au point qu'il peut paraître plus facile d'augmenter la pression fiscale que d'annoncer au pays une amélioration de la condition pénitentiaire. »

La prison, c'est les barreaux



abolie. L'installation des « parloirs libres » (sans dispositif de séparation) est officiellement généralisée. D'autres points, tels que la suppression du casier judiciaire ou de la garde à vue, sont restés des « vœux militants ».

Successeur du CAP, le CAPJ (J pour justice) a l'œuvre entreprise, animé par Jean Lapeyre. Boîte postale de la nouvelle association, le Comité des animateurs ont apporté leur expérience aux membres fondateurs du syndicat. Jacques Lesage de La Haye, psychologue, chargé de cours à la faculté de Saint-Denis, ancien détenu lui-même, est le président adjoint de l'ASPF.

« A l'origine, rappelle Jacques Lesage de La Haye, il y a eu la remise d'une lettre au président de la République par un professeur de droit, un CES, et d'un détenu, Jacques Gambier, qui avait créé le syndicat. L'idée a pris forme : avec six autres détenus de Fleury-Mérogis, le groupe de base s'est formé. »

Rapidement répercutée par les médias, l'annonce de la création du syndicat fait son chemin dans les prisons par les ondes. Les adhésions affluent

Le ministère de la justice n'a pas entravé les débuts de l'association, mais la correspondance entre le nouveau syndicat et les détenus a été interrompue. Une censure inacceptable, selon Jacques Lesage de La Haye : « Les détenus peuvent en parler en prison, pourquoi leur empêcher de s'associer ? Le droit d'un détenu doit être le même que celui de n'importe quel membre d'association. »

Un point de vue auquel s'oppose Jean Favard, conseiller technique de Robert Badinter, le ministre du Labyrinthe pénitentiaire, analyse de l'échec de l'institution pénitentiaire : « C'est une politique jusqu'au-boutiste ! s'exclame Jean Favard. On ne peut aujourd'hui imaginer une structure syndicale sans organisation exclusive des détenus et indépendamment du code de procédure pénale. Il y a des risques : la révolte par exemple. Le syndicat peut tomber entre les mains du plus puissant du plus fort, ou de groupes qui n'ont d'autres motifs que personnels ou politiques... »

« D'ailleurs, précise-t-il, on rêve anarcho-syndical, je préfère le syndicat à la réforme ; le

LA TRANSCRIPTION

Plusieurs centaines de psychanalystes du monde entier sont réunis à Paris jusqu'au 17 février par la Fondation de champ freudien que préside Jacques Lacan. A un moment où la polémique autour de la transcription du séminaire de Lacan par son gendre Jacques-Alain Miller, n'est pas apaisée.

Rassemblement des dons de la Fondation de champ freudien à l'effacement de la Fondation de champ freudien. Jacques Lacan, le 17 février 1985, à Paris, lors de la transcription du séminaire de Lacan par son gendre Jacques-Alain Miller.

Quel est le rôle de la Fondation de champ freudien ? C'est une question qui se pose à l'heure de la transcription du séminaire de Lacan par son gendre Jacques-Alain Miller. La Fondation de champ freudien a été créée en 1975, sous l'impulsion de Jacques Lacan, pour promouvoir la recherche et la diffusion de la pensée freudienne. Elle a financé la transcription du séminaire de Lacan par son gendre Jacques-Alain Miller, qui a été publié en 1981.

La transcription du séminaire de Lacan par son gendre Jacques-Alain Miller a été publiée en 1981. Elle a été financée par la Fondation de champ freudien, qui a été créée en 1975, sous l'impulsion de Jacques Lacan, pour promouvoir la recherche et la diffusion de la pensée freudienne.

La transcription du séminaire de Lacan par son gendre Jacques-Alain Miller a été publiée en 1981. Elle a été financée par la Fondation de champ freudien, qui a été créée en 1975, sous l'impulsion de Jacques Lacan, pour promouvoir la recherche et la diffusion de la pensée freudienne.

La transcription du séminaire de Lacan par son gendre Jacques-Alain Miller a été publiée en 1981. Elle a été financée par la Fondation de champ freudien, qui a été créée en 1975, sous l'impulsion de Jacques Lacan, pour promouvoir la recherche et la diffusion de la pensée freudienne.

La transcription du séminaire de Lacan par son gendre Jacques-Alain Miller a été publiée en 1981. Elle a été financée par la Fondation de champ freudien, qui a été créée en 1975, sous l'impulsion de Jacques Lacan, pour promouvoir la recherche et la diffusion de la pensée freudienne.

La transcription du séminaire de Lacan par son gendre Jacques-Alain Miller a été publiée en 1981. Elle a été financée par la Fondation de champ freudien, qui a été créée en 1975, sous l'impulsion de Jacques Lacan, pour promouvoir la recherche et la diffusion de la pensée freudienne.

L'ART ET L'ÉTAT

A VOS ŒUVRES, FIXE!

texte : Michel Guerrin • photos : Xavier Lambours

**L'art et l'armée
peuvent-ils faire bon ménage ?
En tout cas
voilà une rencontre en Allemagne
riche en pittoresque
et qui valait
largement le voyage.**

A Berlin, ce vendredi 7 février, les militaires français n'ont pas eu besoin de faire le mur. Pour une fois, du nouveau ! La possibilité de dévier des sempiternelles soirées entre copains autour de bières dans un bar de nuit. Et pas n'importe quel bar : une exposition de peinture organisée spécialement pour eux ; l'occasion de retrouver sur le thème « Art français : positions » des artistes du pays ; de les découvrir, surtout.

Au départ, un protocole d'accord défense-culture qui date de 1983 et qui a pour but, comme le dit Paul Quilès avec lyrisme et ambition, de « réduire les inégalités d'accès à la culture et d'affirmer le caractère global de la défense, qui ne saurait se réduire à sa dimension purement militaire ».

Berlin n'est donc pas une première. Les deux ministres avaient déjà organisé des manifestations

gouvernement militaire français de Berlin à trouvé le lieu et fourni la logistique. Le Centre national d'art plastique (CNAP) a choisi les artistes. Une surprise : pas un seul représentant de la figuration libre dans ces vingt et un artistes, « parmi les plus marquants de leur génération ». Ce courant est pourtant celui qui s'exporte et qui se vend le mieux, notamment aux États-Unis, et qui a le plus d'impact auprès des jeunes.

L'explication, en forme de jugement de valeur pour le moins bizarre, est dans le catalogue : « Il est paru peu utile d'exposer des œuvres de la figuration libre. Celle-ci est déjà soutenue efficacement par le système commercial et institutionnel. Elle a tendance à rejeter dans les marges les expressions qui se situent dans certaines filiations historiques plus décisives. De plus, n'est-elle pas empreinte d'une certaine facilité ? »



Ci-dessus, regard sur une installation de Jean-Luc Poivret. A gauche, photo cinéchrome de Georges Rousse. A droite, le peintre Georges Stoll présente son travail au général Cavarrot. « Qu'est-ce que je peux vous dire ? Donc, je fais de la peinture. »



Le général débouche sur un grand panneau nu. Devant, un projecteur diffuse en format réduit des diapositives.

Le général : « Il faut s'approcher. »

L'artiste : « Tous mes travaux sont des petites images. C'est nostalgique. Il les accompagne avec une musique de Tino Rossi. Pendant ce temps, le chariot tourne. »

Le général : « Vous allez au-delà du tableau. Merci. C'est la première fois que vous venez à Berlin ? »

Un représentant du CNAP : « Heu... Ce n'est pas fini. Il y a une autre œuvre : la Chute de l'ange. »

Le général : « Où ça ? »

L'artiste : « C'est plus conceptuel. Tout le monde attend la chute, face au mur blanc. »

Le général : « Je veux le voir ! Pourquoi un ange ? »

L'artiste : « Parce que c'est merveilleux. »

Le général : « Uniquement parce que c'est merveilleux ? »

« Je m'amuse »

L'ange arrive : une diapositive projetée sur le mur. En même temps, un cri désespéré accompagne sa chute.

Plus loin, un peintre : « Qu'est-ce que je peux vous dire ? Donc, je fais de la peinture. C'est le moyen le plus efficace. Et pourtant, je veux produire des images mobiles, fragiles. Il n'y a pas de narration. Juste une impression d'éphémère. »

Vous vous exprimez uniquement par la peinture ?

Oui, c'est ça.

Un observateur : « La peinture va mourir ? »

Le général : « Mais non ! Il n'est pas pessimiste. Merci à vous, bon séjour à Berlin. »

La visite est terminée. Le général est ravi. Un de ses proches est plus circonspect : « Je ne suis pas sûr d'avoir perçu la lumière. Plus en retrait, un colonel n'y va pas par quatre chemins : « Je trouve cette exposition scandaleuse. Ce n'est pas un refus de principe. Je juge seulement le résultat par rapport au coût. Beaucoup de militaires aiment la peinture. Mais là... Sa femme enfonce le clou : « Je m'amuse ! C'est débile et je connais beaucoup de personnes qui pensent comme moi. »

Les militaires partis, il en reste tout de même un, toujours présent, jusqu'au bout. Il a côtoyé les artistes pendant la mise en place de l'exposition. C'est un aspirant, ingénieur de formation, attiré on ne sait trop comment à Berlin, parachuté coordonnateur de l'exposition. L'expérience l'a enchanté : « J'ai appris à apprécier le travail des artistes. Je ne sais pas comment les soldats vont prendre ça. C'est trop compliqué. Ils ne vont rien comprendre. Ils ne vont pas trouver ça beau. »

Qu'est-ce qui serait beau ?

Un Renoir. ■

Le général : « C'est la première fois que vous venez à Berlin ? »

Oui, mais je connais un peu l'Allemagne. ■

Passant et repassant dans les dédales de l'exposition, le général se retrouve pour la seconde fois face aux chaises d'Ange Leccia : « Ah ! lui, on l'a déjà vu ! Il m'a déjà tout dit. Il en parle vraiment très bien. »

Un artiste : « C'est une installation qui joue sur des éléments vrais. Il y a des repères. Il faut voyager dans la pièce avec tous ces éléments. C'est un voyage pour le spectateur. »

Le général : « L'espace qu'on vous a donné vous convient-il ? »

Le représentant du CNAP : « On a défini l'espace avec un ordinateur. »

Le général (admiratif) : « Un ordinateur ?... Merci, vous parlez très bien. »

L'exposition « Art français : Positions » est organisée par le gouvernement militaire français de Berlin, le service d'information et de relations publiques des armées et le Centre national des arts plastiques. Elle présente des œuvres de vingt et un artistes français : Jean-Michel Alberola, Richard Baqué, Bazile Bustamante, Jean-Sylvain Bieth, Etienne Bossut, Marie Bourget, Jean-Gabriel Colinet, Gérard Collin-Thiebaut, Philippe Favier, Gloria Friedmann, Bernard Frize, Dominique Gauthier, Jean-Marie Knauth, Ange Leccia, Didier Mancoboni, Pierre Marrier, Richard Monnier, Jean-Luc Poivret, Georges Rousse, Georges Stoll et Gérard Traquand.

B.L.G., Ackerstrasse 71-76, Berlin 68. Jusqu'au 23 février 1986. Tous les jours, de 10 h à 19 h.

FRANCE



à concours « Architectures publiques », aménagements sera construite à Dijon. Ce projet est exposé, en compagnie de constructions publiques de toutes les régions de France par deux monuments français (palais de Chât-

culturelles aux Antilles, à la Guyane et à Baden-Baden. Cette fois, on a pensé à nos troupes stationnées à l'Est, dans cette enclave où militaires français, anglais et américains se partagent depuis 1945 une moitié de ville. De l'autre côté, il y a les Russes, mais ça, c'est une autre histoire.

Face aux troupes françaises, vingt et un artistes français de la génération des trente-quarante ans. A partir de là, on peut rêver. Ne pas se contenter d'un sourire entendu face à ce mariage pour le moins détonnant.

On peut imaginer, dans cette ancienne usine désaffectée où est présentée l'exposition, des officiers français, anglais et américains en train de contempler les peintures de Jean-Michel Alberola, né en Algérie, qui vit au Havre et sur les toiles duquel on retrouve souvent le nom d'Actéon, ce chasseur mythique de Thèbes qui, ayant surpris Artémis nue au bain, fut métamorphosé en cerf par la déesse et dévoré par ses propres chiens. Imaginer les appels du 11^e régiment de chasseurs tournant autour des chaises-haut-parleurs d'Ange Leccia, et interpellant l'artiste, né à Minervin en Corse, ancien pensionnaire de la villa Médicis à Rome, et qui travaille aujourd'hui à Paris.

Pour que la rencontre se produise, on a réparti les rôles : le

Pas de figuration libre donc, et peu de peinture. En revanche, beaucoup d'installations à partir d'éléments usuels qui procureront aux militaires présents des réflexions mitigées et surprenantes. Ce soir-là, ce n'était pas la Grande Muette. Qu'on en juge.

Au vernissage de cette rapide exposition (quinze jours, pas plus), les militaires sont effectivement présents. A l'heure. Mais pas en grand nombre. « Vous comprenez, on est vendredi... la veille du week-end. Et puis, il neige fort et le quartier est excentré. Vous savez, on est tout près du mur. Mais les militaires viendront dans les prochains jours », explique un commandant.

Les Allemands non plus ne sont pas nombreux. Ici, on parle essentiellement français. Nos voisins ignorent-ils nos artistes ? C'est ce que laisse entendre Hans-Peter Schwerfel, dans un remarquable et alarmiste texte du catalogue : « Qu'en est-il de la France ? La Grande Nation est discrètement laissée à l'écart du tourbillon spéculateur d'un marché de l'art en constant va-et-vient entre Cologne et New-York. Pour les critiques d'art, il ne s'est rien passé en France depuis les nouvelles réalités, et pour les médias allemands l'art français, tout simplement, n'existe

pas (...). Depuis Dubuffet, la France n'a pas produit de peintre de l'importance d'un Richier ou d'un Baselitz, ni d'individualité motrice et pleine d'idées comme Beuys. » Cette exposition a donc du pain sur la planche. Destinée d'abord aux militaires français, elle devrait ensuite attirer les civils allemands. Jolie cohabitation.

« Voilà les bons »

Ce soir-là, peu de militaires appelés. On les compte sur les doigts de la main. Les invitations ont été sélectives. Au milieu des officiers, deux jeunes soldats transformés pour la circonstance en journalistes : « On vient couvrir les manifestations pour VLB », le journal interne du 11^e régiment de chasseurs. Vous connaissez son histoire ? C'est un des généraux de Napoléon 1^{er} qui s'est exilé en voyant arriver le 11^e : « Voilà les bons ! » C'est vrai que les appelés n'ont pas été invités ce soir. Mais bon, le 11^e, c'est un escadron de combat, alors une exposition d'art contemporain... Si vous voyez ce que je veux dire. »

On ne pouvait tout de même pas faire venir tous les appelés au vernissage ! affirme un commandant. On a fait venir des représen-

tants. Les autres viendront en groupe avec leur encadrement. Si les artistes discutent de leur travail avec eux, ce sera bien. » Un commandant qui, au départ, hésite à donner son jugement sur l'exposition (« Vous savez, je travaille avec le général... »), mais qui se laisse vite prendre au jeu : « Il y a des choses qui me déconcertent (sourire entendu). J'aime cette enfilade de tonneaux. Il y a une belle perspective. J'aime ce que fait Georges Rousse. Alberola ? Il y a des dessins, sous les peintures, à ne pas mettre entre toutes les mains, non ? »

Sur les chaises d'Ange Leccia : « Vous avez essayé de vous assoir dessus ? Je comprends que certains artistes détournent des objets courants pour en faire des œuvres d'art. Poivret, par exemple, avec ses ailes d'avion. Je ne sais pas si c'est un avion militaire. Cet arbre comprimé sous le verre me plaît bien. »

Les militaires n'ont pas de chance. En tenue, dans ce genre de situations, chacun de leurs actes prend une connotation de caserne. Le secteur français de Berlin est dirigé par le général Cavarrot. Le faciès très empereur romain, avec un fume-cigarette à la main, tenant à la verticale tant bien que mal un mégot consumé,

NOUVELLE

L'ENLÈVEMENT

Ils s'aimaient depuis deux jours à peine. Y a parfois du bonheur dans la peine...

Charles Trénet

C'EST une ville, tôt le matin. Dans cette ville, une voiture roule ; elle est poussiéreuse et comme fatiguée. Un homme la conduit, mais on a l'impression que c'est elle qui choisit sa route. Elle passe et repasse aux mêmes endroits, ignore les gens qui traversent devant elle, se fiche des feux rouges, croise des carrefours sans s'y arrêter.

On voit les yeux de l'homme assis au volant. On les voit dans le rétroviseur, et l'on se dit que ces yeux-là sont ailleurs et qu'ils ont dû pleurer. Cet homme, là, dans sa voiture, doit rouler depuis longtemps. Peut-être qu'il a roulé toute la nuit, peut-être même qu'il roule depuis le jour d'avant ?

Il a la tête de quelqu'un qu'on aurait froissé, comme un vieux journal, avant de le rendre à la rue. Les dessous de ses yeux sont creusés de cernes

Il reste là, avec son clope éteint entre ses doigts, puis le jette pardessus son épaule, et s'essuie le front, comme quelqu'un qui a évité un énorme danger.

Le gamin, qui est à genoux sur le siège arrière de sa voiture, imite alors, geste pour geste, la peur de l'homme, jusqu'au jet de la cigarette vers l'arrière. Il en rajoute dans les grimaces, faisant tourner ses yeux comme deux gros calots.

L'homme sourit à cette dernière mimique et le gosse lui rend son sourire en se frottant la tête, qu'il s'est cognée au plafond de la voiture !

Il fait mine de s'évanouir, et disparaît derrière le dossier du siège, pour réapparaître deux secondes plus tard, un cartable en guise de bosse !

Alors, l'homme lui aussi disparaît sous son volant, pour resurgir avec un paquet de cigarettes sur la tête. L'enfant éclate de rire, si fort que les deux restent là, à se regarder, et se mettent à disparaître puis apparaître chacun leur tour avec quelque chose sur leur tête à chaque fois différente...

Sans répondre, l'homme passe la première et fait bondir la voiture. L'enfant crie :

« Hé ! Pas si vite, c'est pas le moment d'avoir un accident ! Roule tranquille, on n'est plus pressé maintenant ! »

L'homme ralentit.

« Là, là, c'est pas mieux comme ça ? », fait l'enfant.

Et les trois, la voiture, l'homme et l'enfant, roulent un long moment comme ça, sans rien se dire, dans cette ville qui se lève.

« T'as des sous ? demande l'enfant après ce grand silence.

« Un chèque, oui, dit l'homme.

« C'est pas des sous, ça, va falloir trouver une banque. »

A un coin de rues, la voiture stoppe près d'un distributeur de billets. L'homme descend, s'avance vers le guichet et revient avec une liasse de billets qu'il tend à l'enfant.

Il regarde la liasse et la rend à l'homme.

« Prends-les toi, moi, quand il y en a beaucoup, je ne sais pas compter. Tu sais, toi ? demande le gosse.

toire commence, il faut qu'on sache comment les gens s'appellent ! T'aimerais l'appeler comment, toi ?

« Je m'appelle Michel.

« Et ça te plaît ? Si ça ne te va pas, tu peux en prendre un autre. Moi, je t'appellerai bien David !

Ça te plaît ?

« David, ça va !

« C'est bon. OK pour David. Et pour moi ? demande l'enfant.

« Je ne sais pas, peut-être Rémi ?

« Rémi, ça marche. »

Et ces deux-là, David le vieux et Rémi le jeune, finissent leur petit déjeuner dans cette ville qui s'habille, maintenant. David, au bout d'un silence, demande à Rémi :

« Et là, qu'est-ce qu'on fait, après ça ?

« Comment, qu'est-ce qu'on fait ?

« Oui, je veux dire : on va où, tous les deux ?

« Écoute, j'en sais rien. Je ne sais même pas si c'est bien qu'on soit tous les deux.

« Tu ne sais pas si c'est bien ? Mais dis, tu as bien démarré, tout à l'heure ! Alors ?

n'as pas l'air de te rendre compte de la situation. Ma mère m'accompagnait à l'école, elle s'est arrêtée pour faire une course, et TU M'AS ENLEVÉ ! Voilà la situation !

« Moi, je t'ai enlevé ?

« Oui d'autre ? Tu as un complice ? Ça, là, c'est bien ta voiture, non ?

« Oui, mais...

« Bon alors, c'est bien ce que je disais, TU M'AS ENLEVÉ.

« Mais c'est toi qui es monté tout seul.

« C'est ça, c'est ça, tu vas leur expliquer, toi ! Moi, j'allais à l'école et je suis dans la voiture de quelqu'un que je ne connais pas.

« Qui va croire une chose pareille ?

« Mais c'est la vérité !

« Ben tu leur diras, toi, la vérité. A mon avis, t'as pas une chance.

« Ils croiront jamais ça, fait David.

« C'est bien ce que je dis, fait Rémi. Bon, qu'est-ce qu'on fait ?

« Je ne sais pas, dit David.

« Alors, c'est moi qui décide. On va à la mer. Il y en avait une pas loin, on y allait avec mon père.

laient qu'ils allaient éclater. Malgré leurs cris, ils sont venus s'empaler sur les pointes hargneuses, tout s'est arrêté dans un grand haut-le-cœur. David a bondi hors de la voiture, dévoré par la haine et la trouille :

« Connards ! Vous auriez pu le tuer ! Vous auriez pu le tuer ! »

Il hurlait encore quand ils lui sont tombés dessus à quatre en l'injuriant. Ils l'ont immobilisé, en l'allongeant par terre, les bras croisés dans le dos. Il avait le visage enfoncé dans l'herbe humide et une paire de rangiers dans la nuque. Deux d'entre eux lui donnaient des coups de crosse dans le dos pour qu'il se taise. Ça s'est calmé dans un râle et le goût du sang.

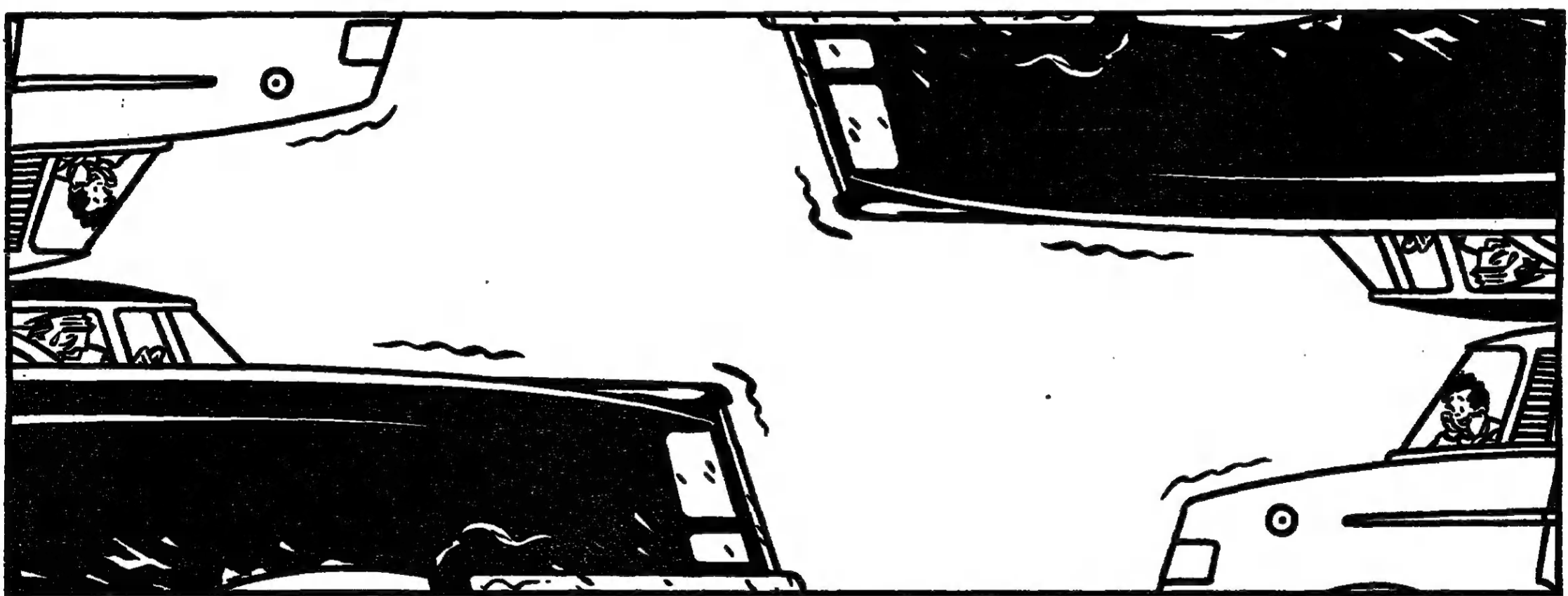
Il a juste pu apercevoir la silhouette de Rémi qu'on emmenait vers une voiture en lui disant :

« Là, là, c'est terminé, tu n'as plus rien à craindre, maintenant. Ce salopard ne te fera plus de mal. »

Il a clairement entendu Rémi dire :

« Mais... »

Puis plus rien. Il a pensé qu'il



JEAN-LOUIS FLOCH

noires, ses lèvres sont serrées, presque soudées l'une à l'autre. De temps à autre, les muscles de ses mâchoires se contractent plus fortement. Parfois l'homme réprime un haut-le-cœur violent. Alors il se passe la main gauche sur tout le visage, comme sur un tableau noir que l'on veut effacer. En espérant, il jette un œil sur le rétroviseur, mais ses rides sont là, toujours.

Il plonge la main dans le cendrier et en sort un mégot acceptable, il l'allume et se le bloque au coin des lèvres en inspirant une profonde goulée. Une larme s'écoule de son œil droit, elle glisse le long de sa narine et vient éteindre la cigarette. Il ne s'en aperçoit pas et reste accablé à son volant qui le mène vers n'importe où, le matin, tôt.

Il n'a pas remarqué tout de suite que, depuis quelques rues, sa voiture s'était mise à en suivre une autre. Ce qu'il a vu très vite, c'est le sourire du petit garçon qui était à l'arrière, cet enfant était un sourire, et ce sourire le regardait.

Dans l'état où il se trouvait, cet homme dans une auto était tellement loin de l'idée d'un sourire, c'était plutôt normal qu'il n'ait rien remarqué. A dire vrai, il n'était plus capable de prêter attention à quelque chose d'étranger à son malheur. Cet homme était un malheur.

Ce sourire et ce malheur se suivaient ce matin-là dans cette ville. Et tout ou presque les opposait. Leur seul lien était cette voiture qui en décidait autrement.

Au bout d'un long moment, les yeux moirés de l'homme rencontrèrent enfin ce sourire, il vérifia, en regardant dans le rétroviseur, que c'était bien à lui que ce sourire s'adressait, c'est bien à lui !

Les deux poursuivaient leur jeu pendant un long moment, sans que rien ni personne ne s'en préoccupe. Pourtant, la voiture dans laquelle se trouve l'enfant finit par se garer le long du trottoir. Aussitôt, celle de l'homme se range juste derrière. Et les deux restent là, à se regarder, et se sourient, se grimacer, se séduire.

De la première auto, descend une femme grande, très belle et très pressée. Comme absente, elle contourne l'engin, sans un regard pour l'homme qui détourne la tête, et pénètre dans une boulangerie.

L'enfant et l'homme se retrouvent, heureux d'être seuls, face à face, simplement séparés par deux vitres, attendant l'un de l'autre, sans savoir quoi !

Il s'observent, figés, comme deux concertés par cette immobilité qui les rapproche et les éloigne à la fois. Ils n'ont ni l'un ni l'autre rompre l'équilibre si fragile entre ces deux sourires, entre ces deux larmes, deux regards. Un équilibre qui leur va bien.

Puis d'un coup l'enfant ouvre la portière arrière de sa voiture et descend.

L'homme s'approche de celle de l'enfant. Celui-ci regarde droit devant lui, comme redoutant ce qui est en train d'arriver. Mais il est déjà trop tard.

Arrivé au niveau de la porte avant droite de la voiture de l'homme, l'enfant s'arrête, repart en courant vers son auto. L'homme jette un bref coup d'œil à l'enfant. Il a le regard perdu de quelqu'un à qui on a tout pris.

L'enfant plonge son corps dans la voiture, en ressort avec son cartable, revient vers l'homme et, en passant près de lui, il lui dit :

« J'ai failli oublier mon cartable ! »

Il s'installe alors dans la voiture de l'homme, pose le cartable par terre, ses pieds sur le tableau de bord et, sans le regarder, lui dit :

« Ben, qu'est-ce que t'attends ? Démarre ! »

« Jusqu'à cent, c'est dur, après c'est toujours pareil.

« Y a plus de cent là-dedans ?

« Oui.

« Alors, ça suffira. Allez roulez ! »

La voiture redémarre lentement. Quelques rues plus loin, l'homme demande à l'enfant :

« On va où comme ça ?

« T'as déjà déjeuné, toi ? répond l'enfant.

« Oui, non, je ne sais plus.

« Moi, j'ai déjà déjeuné, mais toi tu as la tête de quelqu'un qui a besoin d'un café ! On s'arrête ? »

L'homme range la voiture dans un parking, devant un bar de banlieue, ou quelque chose dans ce genre. L'enfant demande :

« Je pourrais reprendre un chocolat, avec des tartines longues comme des skis ?

« Si tu veux.

« Avec de la confiture de fraise ?

« Si tu veux.

« Tout ce que tu veux, alors ?

« Oui.

« Bon, ce sera un coca, avec les tartines... »

Ils rentrent dans le bar, s'installent à une table proche de la vitre et s'assoient face à face. L'homme, le col de son blouson relevé, se prend le visage entre ses deux mains et se frotte les yeux. L'enfant dessine avec son doigt sur la vitre embuée. Une serveuse s'approche d'eux. L'enfant commande sans reprendre son souffle :

« Pour moi un coca rondelle des tartines comme des skis du beurre de la confiture de fraise pour lui un noir double serré. Ouf ! »

La serveuse sourit en disant :

« Lui, au moins, il sait ce qu'il veut ! »

« Ça a l'air », fait l'homme.

Il pose sa main sur la tête de l'enfant, et lui dit :

« Et maintenant ?

« Maintenant quoi ?

« Qu'est-ce qu'on va devenir ?

« On va déjà changer de noms.

C'est vrai, à chaque fois qu'une his-

« Peut-être que je n'aurais pas dû.

« Ho ! hé ! on se connaît depuis quelques minutes et tu commences déjà à te poser ce genre de questions ? C'est mal parti ! »

L'ENFANT ramène les tartines posées sur la table, se lève et sort du bar en courant. David le suit et le rattrape au dehors. Ils s'arrêtent, l'un derrière l'autre, Rémi tournant le dos à David.

« Aller, viens, j'ai rien dit, fait David.

« Et mon coca », fait Rémi sans se retourner.

L'autre s'approche de l'enfant et pardessus son épaule lui tend la bouteille de coca.

« Le gamin la prend, en boit une gorgée, la recrache en lâchant :

« Pouvaahh ! Le matin c'est dur ! »

« Le matin et tout le temps, répond David.

« Tu vois, quand tu veux, tu peux être drôle, fait Rémi. C'est pour ça que je t'ai choisi ! Ne me déçois pas ! »

Ils regagnent leur voiture : une fois réinstallés, Rémi demande à David :

« Qu'est-ce que tu veux de moi ?

« Qu'est-ce que tu peux me donner ?

« En ce moment, pas grand-chose !

« Je sais, je sais, fait Rémi, mais j'attendrai.

« T'as l'air d'être un gros malin, dit David. Et de savoir plein de choses.

« Hé, hé...

« Et de ne pas être pressé. Ça peut coller entre nous. Moi, c'est tout le contraire, je ne sais plus rien sur rien, et j'ai simplement envie que ça finisse. Que tout finisse.

« Et si j'étais là pour que tout recommence ?

« Ça sera dur !

« On essaiera. On essaiera. Bon, où on va maintenant ?

« J'en sais rien.

« T'en sais rien, t'en sais rien, c'est pas une réponse, ça. Mais tu

quand j'étais petit et qu'il était là.

« Elle y est toujours ? demande Rémi.

« On a une chance, répond David.

« Alors, en route ! »

La voiture, David et Rémi ont quitté cette banlieue qui paraît au travail. Ils ont roulé toute une journée, en ne s'arrêtant que pour l'essence, et une fois pour manger. Pendant le trajet, ils ont parlé de la vie d'avant. D'avant qu'ils ne se connaissent. Ils ont traversé des paysages qui ne leur disaient pas grand-chose, mais rien d'autre qu'eux ne leur faisait envie. Ils ont appris à s'aimer, c'est-à-dire qu'ils se sont redonnés le goût d'être, simplement.

Puis, la nuit est venue, au beau milieu d'une ligne droite, longue et toute droite. On n'en voyait plus le bout, même en avançant. Autour d'eux, le noir profond, insondable, était accroché aux portières de l'auto. Rémi a allumé le plafonnier. L'intérieur était noyé dans la fumée bleutée des cigarettes de David. Il n'y avait plus aucun bruit que le chuintement des pneumatiques sur l'asphalte. Ils étaient dans un vaisseau spatial.

Rémi, de temps en temps, vérifiait le comportement des réacteurs. Il établissait des contacts radio avec d'autres galaxies. Ils étaient invincibles, ils avaient mille ans derrière, cent mille devant. En fait, la ligne droite ne durait que 6 kilomètres. A 160, ça leur a fait deux minutes d'éternité. C'est toujours ça de pris.

ELLE se finissait à l'entrée d'un petit village. Une courbe courbe juste après les premières maisons. David fut ébloui par les lueurs tournoyantes des gyrophares. Ils étaient là, une quinzaine, armés jusqu'aux dents. Ils avaient déroulé des herbes sur le sol, pour stopper les voitures. David s'est levé, les deux pieds sur la pédale du milieu, son bras droit devant le corps de Rémi, pour lui éviter le choc avec le pare-brise.

L'auto est partie dans une glissade impressionnante, les pneus hur-

lombaient dans les pommes au mau-

vais moment.

Il en a pris pour quinze ans. ENLEVEMENT D'ENFANT, SANS VIOLENCE NI PRÉMÉDITATION. Sans violence qu'ils ont dit.

Il était allongé sur le dos, les bras croisés derrière la tête, à surveiller le vol d'une mouche, quand les serrures de la cellule ont claqué.

« 13 256 ? On te demande au par-

loir ! »

Une femme, tu vas pouvoir toucher des yeux mon veinard, a fait le rire gras.

Elle était là, derrière la vitre. Il a mis du temps à la reconnaître. Trois ans, ça faisait trois ans maintenant. Elle lui avait apporté une machine à écrire portable, orange. Il a pris son paquet et, sans lui dire un mot, il s'est retourné et a demandé à rentrer.

Une fois seul, tranquille dans son cube, il a coincé un morceau de papier dans le rouleau.

Après s'être fait craquer les doigts, il a respiré un grand coup, et s'est mis à taper :

« C'est une ville, tôt le matin.

Dans cette ville, une voiture roule.

Elle est poussiéreuse et comme fati-

guée. Un homme la conduit... »

L'Enlèvement a obtenu le prix du Polar 1985 pour la nouvelle décerné par FR 3-Normandie. Créé en 1984 pour récompenser des auteurs n'ayant encore jamais publié, ce prix avait été décerné la première année à Joseph Perrotin pour son roman *Le Dernier des grands romantiques* et à Marie-Dominique Arrighi pour sa nouvelle *Vu*. En 1985, le prix pour le roman n'a pas été décerné.

Né le 20 novembre 1953 à Paris, Christian Cottard est professeur de gymnastique à Champigny-sur-Marne. Il a deux passions : l'écriture et le cinéma.

LA PEUR AU

par Christian Cottard

L'effroi est devenu une valeur sûre. Si le cinéma en a fait depuis longtemps ses choux gras, la littérature n'est pas en reste et sait être aussi, nous faire passer de sales et stupides moments.

Dans un monde où la peur est devenue une valeur sûre, le cinéma et la littérature ont fait de la peur leur terrain de jeu. Les auteurs ont su exploiter cette émotion pour créer des œuvres marquantes. La peur, en effet, est un sentiment universel qui touche tout le monde. Elle peut être déclenchée par une simple ombre, un bruit inconnu, ou une situation dangereuse. Les écrivains ont su capturer cette peur et la transformer en art. Ils ont créé des personnages qui nous font peur, des situations qui nous terrifient. La peur, en fin de compte, est ce qui nous rend humains. C'est pourquoi elle est si présente dans nos vies. Elle nous aide à surmonter nos peurs, à affronter l'incertain. Elle est la force qui nous pousse à aller plus loin, à découvrir ce qui nous attend au-delà de nos frontières. La peur, c'est la vie. C'est la peur qui nous fait vivre. C'est la peur qui nous rend libres.

SANG GUIG

Sang Guig est un roman qui explore les profondeurs de la peur. L'auteur nous entraîne dans un monde où la peur est devenue une obsession. Les personnages sont des êtres fragiles, incapables de résister à la tentation de la peur. Ils se laissent emporter par une force invisible, une force qui les pousse à commettre des actes qu'ils ne pourraient jamais imaginer. Le roman est une exploration de la psyché humaine, de la part sombre qui nous habite tous. Sang Guig est une œuvre puissante, qui nous fait réfléchir sur notre propre peur. Elle nous rappelle que la peur est une partie intégrante de nous-mêmes. Elle nous aide à comprendre pourquoi nous avons peur, pourquoi nous nous laissons emporter par la peur. Sang Guig est un roman qui nous fait peur, mais qui nous aide aussi à surmonter nos peurs. C'est un roman qui nous rend plus humains, plus libres. C'est un roman qui nous fait vivre.

LIVRES

LA PEUR AUX TROUSSES

par Eveline Pieller

par Christian Cottard

L'effroi est devenu une valeur sûre. Si le cinéma en a fait depuis longtemps ses choux gras, la littérature n'est pas en reste et sait, elle aussi, nous faire passer de sales et succulents moments.

DANS l'édition de poche américaine de *Shining*, au bas de la première page, qui présente des extraits de presse tout étonnants d'admiration et d'irrésistible effroi, une note : « N'ayez pas peur de tourner la page, ce n'est pas encore fini. » C'est ça, l'ambiance Stephen King. On a peur, on est content d'avoir peur, et en même temps on est glacé, « pour de vrai ».

Stephen King écrit des romans entre fantastique et épouvante, qui sont d'authentiques thrillers : qui nous font effectivement éprouver ce thrill, le froid d'un doigt fantomatique qui glisse le long de notre colonne vertébrale. Stephen King donne des sensations, à la façon d'un cauchemar étrangement familier. Et remue alors de vieux monstres tapés dans l'obscure.

Pourtant, on croirait bien, à la lecture du résumé de ses romans, pouvoir sourire. De *Carrie*, l'adolescente portée sur la télékinésie, à *Charlie*, la petite fille qui allume d'immenses incendies par la seule force de sa pensée, il semblerait qu'il n'y ait là qu'un bazar parapsychique quelque peu puéril. Si on y ajoute les spectres de *Shining* et les morts-vivants de *Sinister*, on a la quasi-certitude d'être en plein Grand Guignol. Seul que ce Grand Guignol-là, c'est sur la scène de notre imaginaire qu'il se joue, et que ce sont nos ombres et nos mystères qui sortent des coulisses.

King, en effet, se soucie moins du surnaturel que des infinies potentialités de la nature humaine. Ce qui le fascine, c'est ce qui, en nous, est déchaîné : ce qui nous fait élever de rire à un enlacement, pousser des cris la nuit sans qu'on se rappelle pourquoi, oublier subitement ce qu'on avait sur le bout de la langue, ce qui nous met inexplica-

blement dans une telle rage qu'on se sent prêt à tuer.

Et, simplement, il va jusqu'au bout. Il mène jusqu'à leur terme ce qui n'est, dans la vie courante, qu'effleurement, trouble vite oublié. King consacre la rencontre explosive du divan de l'analyste et des pucés de l'électronique. Si nos désirs, nos souvenirs même, nous sont souvent opaques, ils existent dans nos neurones, et ces neurones sont des milliards, et ces neurones sont un gigantesque pouvoir. C'est là sa force, et c'est de là que naît le profond malaise qu'il suscite. Il se contente de décrire des situations banales, d'en faire jaillir ce qui y restait enfoui de goût pour la mort. Et d'en déployer le faisceau de conséquences.

Comment ressusciter les morts...

Sinister, par exemple, commence tout à fait tranquillement. Une famille, à l'occasion de la mutation professionnelle du père, quitte Chicago pour le Maine. Ils sont heureux, la maison est grande, la campagne est belle. Tout va bien. Seulement, seulement, le père comme la mère ont chacun secrètement la hantise de la mort et ne s'en sont jamais vraiment parlé. La jeune femme en particulier est obsédée par le souvenir de la mort de sa sœur, qu'elle avait fini par haïr, et dont elle souhaitait malgré elle la disparition. Tout cela est loin, du passé, enterré. Ces « Américains moyens » vont néanmoins basculer quand leur fils mourra, tué par un camion sur la grand-route en bas de chez eux. Est-ce que ne s'est pas leur faute ? Est-ce qu'ils n'auraient pas dû mieux le surveiller ? Est-ce que le père n'aurait pas pu courir

encore plus vite pour le rattraper ? Est-ce que ce n'est pas ce qu'ils avaient dans la tête qui a suscité cette mort ? Quand le père entreprend de ressusciter son fils, il ne fait rien d'autre que suivre cette même logique. Si nous l'avons tué par le ricochet de notre vieille culpabilité, nous pouvons le faire revivre par notre amour, quoi qu'il en coûte. Stephen King, comme tous les auteurs américains de fantastique, s'interroge sur l'existence du mal.

Plus de 40 millions de lecteurs

Comme Poe, dont il semble se réclamer, il a cette intrépidité sauvage qui lui permet de dévoiler que l'innocence n'existe pas, mais lui, c'est parmi les objets domestiques, entre la frigidaire et le couteau électrique, qu'il pose cette autre machine infernale qu'est l'homme. Stephen King écrit des contes où

les Petits Poucets rêvent traverser l'autoroute et où les ogres écoutent le rock'n roll. Comme tous les contes, ils sont, dans leur excès même, porteurs d'une vérité sanglante et ambiguë, et la nuit qu'ils font rayonner est bien la nuit de ce que, jadis, on appelait l'âme. L'enfant de *Shining*, qui passe, avec sa famille, un hiver dans un hôtel du Colorado totalement coupé du monde, a peut-être des pouvoirs psychiques particuliers ; mais aussi, mais surtout, il n'a pas besoin de se cacher, comme ses parents, la réalité. Et il peut donc deviner que son père, qui est miné par le noir plaisir de l'autodestruction, risque, rendu à lui-même par la solitude, de succomber à l'envie de supprimer tout ce qu'il aime. La folie, l'accès à ce qu'on ignore, l'abandon à de très anciennes tentations, sont toujours proches, il suffit d'un choc qui déséquilibre.

Qui a, jusqu'à maintenant, su expliquer les stigmates, l'insensibi-

lité à la douleur, des sages indiens, les prémonitions des jumeaux ? Stephen King explore cette incroyable liaison du corps et de l'esprit qui continue à faire de l'homme un dieu, ou un diable, qui, le plupart du temps, superbement s'ignore.

Si Stephen King a maintenant plus de 40 millions de lecteurs, ce n'est pas parce qu'il est un grand écrivain, c'est parce qu'il a ce talent saisissant de donner rythme et consistance à certaines de nos plus noires et glissantes craintes. Comme Agatha Christie, comme Patricia Highsmith, comme jadis certains « romans gothiques », il porte un genre à son efficacité maximale parce que, sans en refuser les conventions, il les met au service de désirs interdits. On peut lui reprocher parfois un certain schématisme, un excès de systématisme. Mais ses œuvres prétendent moins à l'artistique qu'à la fruste beauté d'archétypes qu'on est alors en mesure de s'approprier. C'est sans doute là ce qui explique

que ses romans aient été si souvent adaptés au cinéma.

Ce sont des matériaux pour l'imaginaire, de fortes propositions sur lesquelles chacun peut, exactement, « se faire son cinéma ». Entre *Carrie*, de Brian de Palma, *Shining*, de Kubrick, *Cujo*, de Lewis Teague, *Salem*, de Tobe Hopper, *Christine*, de John Carpenter, et le poignant *Dead Zone*, de Cronenberg, peu de ressemblances : sinon que tous ont été écrits par un homme tranquille, qui vit comme avant dans le Maine, entre sa femme et ses trois enfants, qui ne se soucie pas de son « image médiatique », et travaille à un roman, à une étude sur la littérature d'épouvante, ou à une bande dessinée. Et que tous nous font crier d'angoisse et de compassion pour ces êtres dangereux comme des revolvers chargés que, tous, nous sommes.

■ *Sinister*, Albin Michel, 475 p., 89 F. Trad. F. Lasquin.
■ *Shining*, Lattès, 430 p., 84 F.



Shelley Duvall dans « Shining » de Stanley Kubrick.

SANG GUIGNOLANT

SOYONS clair : non seulement le gore est dégoûtant, mais il est fier de l'être. Absolument. Plus il pétauge dans le sang, et mieux il se porte. Les vampires, à côté, ont l'air de premiers communisants ; quant à la créature de Frankenstein, elle aurait droit à un certificat de châtiment. Le gore, lui, fait dans le sérieux. Pour mériter son nom, il doit batifoler dans l'horrible. Son but n'est certainement pas de faire courir un excès frisson d'effroi le long des échine, mais bien de convulser d'horreur.

Soyons précis : le gore est un genre venu d'ailleurs, de ces féconds États-Unis, où fleurissent, avec le puritanisme, les figures de vertu et les sectes sauvages. Il n'existe pas d'équivalent français, et, si on devait le traduire, on obtiendrait, littéralement, « sang coagulé », ce qui est d'une netteté admirable, et a le mérite d'annoncer la... couleur.

Le gore a commencé par sévir surtout au cinéma, avec une certaine prudence à ses débuts : pour le *Nuit des morts-vivants*, par exemple. Ensuite, il s'est déchaîné. Depuis quelques mois, il essaie de conquérir la France avec de petits volumes que l'on trouve, comme il se doit, dans les kiosques des gares. Au rythme de deux par mois, le gore, déjà fameux aux États-Unis, s'est

constitué un public de plus de quarante mille lecteurs, ce qui soulève une interrogation angoissante : qu'est-ce qu'ils y trouvent ?

Pourtant il faut bien reconnaître que, lorsqu'on lit du gore, on a beau être gêné, ça n'empêche pas forcément de continuer. L'intrigue, à proprement parler, est le plus souvent réduite au strict nécessaire, les personnages sont quasiment inexistantes, et les dialogues généralement misérables. Il ne s'agit là que de prétextes à la mise en scène de quelques grands effets de violence, qui vont du meurtre impitoyable au cannibalisme, en passant par le découpage menu. C'est gluant, c'est visqueux, c'est affreux.

Seulement, le gore exagère tellement, il va si radicalement au Grand-Guignol macabre, sans chercher le moins du monde à ménager une ombre de vraisemblance ou de justification, que ses cauchemars hyperréalistes lui confèrent la grandeur primitive de ce qui touche au plus obscur, au plus archaïque de notre imaginaire. Le gore descend directement en enfer, c'est-à-dire là où nos peurs se cachent et se taisent.

Le mal soudain se réveille, et il prend la forme ancestrale des morts qui se réveillent (la *Nuit et le réveil des morts-vivants*, ou, variante, le *Festin séculaire*), des



« Evil Dead », par Sam Raimi.



idiots qui subissent leurs passions (*L'Autoroute du massacre*, le *Bois des ténés*), des fous qui habitent leurs obsessions (*Le Transporteur de l'horreur*, *Tu enfanteras dans le terreur*). Le diable existe, il est l'incontrôlable des pulsions, ce qui passe la limite, ce qui est en dehors des normes, parce que tenu à l'écart du social. Il est le monstrueux des désirs qui ne connaissent pas de mesure : désirs sexuels ou meurtriers. Dans le gore, c'est le défaut d'art, la simplification forcée qui permet de toucher à ces zones mystérieuses quand, chez Lautréamont ou Faulkner, c'est leur nocturne rayonnement qui nous est offert.

Mais, comme tout ce qui prétend que l'excès comme règle, comme tout ce qui respecte des règles de production très précises, le gore est également, bien sûr, un exercice de style qui porte sa propre parodie. D'ailleurs, de nombreux lecteurs trouvent le gore d'une drôlerie insaisissable ; il est proba-

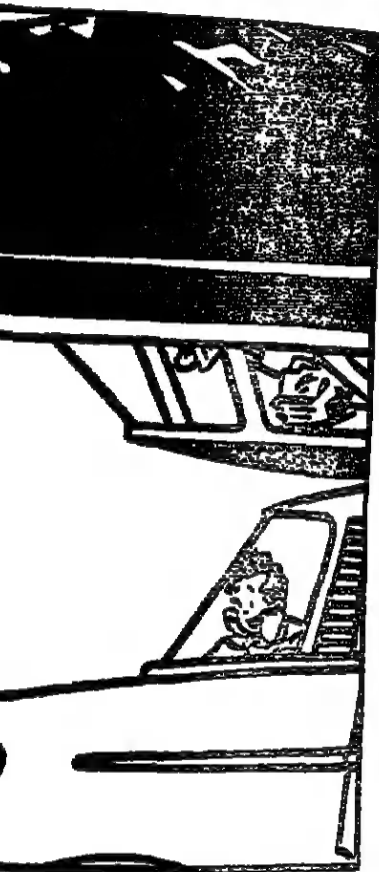
ble que c'est partiellement une réaction contre le malaise, mais c'est aussi que la dinguerie dans toutes ses variations finit par imposer une distance salvatrice.

Le gore peut être épouvantable, il n'est jamais sérieux. Il peut glisser vers le fantastique, la mise en soupçon du bon sens de la réalité — comme dans *Tu enfanteras dans le terreur*, de Thomas Altman, un beau roman troublé qui n'a plus de gore que la couverture. Et, quand toutes les règles sont respectées et qu'y passe le grand souffle lyrique de la transgression des tabous ou du bon goût, le gore devient le récit d'une transe, ahurissante, étonnante, comme dans *l'Echo des supplices* de Joël Houssin, admirable décaïson des châtements de l'Apocalypse.

E. P.

■ Collection « Gore », Fleuve noir, quarante titres parus, 15 F.

« compte de m'accompagner... est arrêté... TL N'AS-tion ? »
« un com- ta voiture. »
« ce que je... é... monté tout... »
« iras leur... j'allais à... voiture de... mais pas... reille ? »
« la vérité... hance... »
« a, fait Da- »
« dis, fait... fait ? »
« vid... »
« décide. On... une pas... non père. »



JEAN-LOUIS RIGA

il la... mande

nd Da-

ni ont

ant au

jour-

l'es-

Pen-

la vic

ne se

pay-

grand-

ua ne

à s'ai-

re-

beau

ue et

las le

utour

able.

de

inter

année

di. Il

le. le

sur

vais-

véri-

urs.

avec

acc-

igne

s. A

utes

is.

ré-

inc

pro

par

ro-

ine,

ent

sur

re-

mi-

ps

rec

is-

ur-

